

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
ROLE SOCIAL
DU
MONT-DE-PIÉTÉ
LES PROJETS DE RÉFORME

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU CRÉDIT POPULAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 avril 1909, à 8 heures 1/2.

PAR

EDMOND COUTAUD

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques.

Président : M. GIDE.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
WAHL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
ROLE SOCIAL
DU
MONT-DE-PIÉTÉ
LES PROJETS DE RÉFORME

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU CRÉDIT POPULAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 26 avril 1909, à 8 heures 1/2

PAR

EDMOND COUTAUD

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques.

Président: M. GIDE.

*Suffragants: { MM. JAY, professeur.
WAHL, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Ainsi que son origine latine l'indique, le terme de crédit (*credere*, croire) implique une idée de confiance. Le prêteur avance une certaine somme à l'emprunteur, parce qu'il a confiance en lui et qu'il croit à un futur remboursement.

Mais, est-il besoin de le dire, cette confiance s'adresse beaucoup moins à la personne de l'emprunteur (surtout depuis que la contrainte par corps a été abolie) qu'à ses biens, surtout immobiliers, qui, en vertu de l'adage « qui s'oblige, oblige le sien », servent de gage à la masse des créanciers.

C'est pour cela que la vieille maxime « on ne prête qu'aux riches » est encore, de nos jours, scientifiquement vraie.

Il est incontestable qu'il arrive parfois au prêteur d'avancer de l'argent en se contentant non d'une garantie réelle, mais eu égard seulement à l'honorabilité, à l'économie, à l'intelligence de l'emprunteur. Ces exemples sont relativement fort rares : l'ouvrier peut être laborieux et honnête, il est à la merci d'un chômage un peu prolongé, d'une maladie, d'une mort

accidentelle, et la créance est si peu stable que, de deux choses l'une, ou le prêteur avance de l'argent avec un intérêt nul, ou du moins fort bas, et alors ce sera un prêt d'amitié, d'assistance, un acte de charité, ou bien, ne connaissant pas l'emprunteur ou ne voulant pas reconnaître ses qualités, il lui prendra un intérêt d'autant plus considérable et usuraire que les risques de non remboursement seront plus nombreux, et, dans ce genre de prêt, l'aide, loin d'être un soutien dans un moment difficile, augmente la gêne, l'étend sur un nombre d'années considérable et cause la ruine de celui qui l'avait sollicitée.

D'ailleurs, on applique toujours le principe « *plus cautionis est in re quam in persona* ». « C'est parmi les populations qui se contentent de vivre dans une aisance tranquille, que l'amour de la sécurité développe le crédit réel. Les propriétaires qui préfèrent le bénéfice modeste, mais sûr, aux profits supérieurs qui impliquent des risques, ne prêtent leurs fonds que sur gage ou hypothèque. S'ils suivent la foi personnelle du débiteur, ce n'est que pour des sommes très faibles ; pour peu que le prêt ait quelque importance, ils demandent des hypothèques à leurs meilleurs amis » (Batbie, *Le crédit populaire*, ch. II).

Bien entendu, dans les transactions commerciales qui nécessitent une grande rapidité, le régime hypothécaire est trop lent et manque de souplesse ; aussi, dans ces transactions, le crédit personnel est plus em-

ployé, d'autant plus que les banquiers et riches industriels, qui forment dans ce cas la clientèle des prêteurs, offrent, par la maison qu'ils dirigent, une surface assez considérable pour rassurer les capitalistes les plus timorés.

Mais pour les petites gens, ouvrier en chômage, petit commerçant en temps de crise, les inconvénients signalés dans le crédit personnel subsistent en entier. « Il existera toujours, dit M. Edmond Duval, dans son Rapport sur le prêt sur gage, présenté au Congrès international d'Assistance publique de 1900, il existera toujours, chez tous les peuples, une classe de citoyens sans fortune acquise, vivant de leur salaire quotidien, comptant que la santé et les forces ne leur feront jamais défaut ; ils vont au jour le jour, mais la modicité de leur salaire et l'impossibilité où ils sont de pratiquer l'économie, en raison de l'étendue de leur famille, des chômages, de leurs malheurs particuliers, les obligeront à recourir à l'emprunt dans les moments difficiles. Car leur situation même supprime tout crédit et ils sont contraints à donner un gage en garantie de leur emprunt. »

Comment faire pour sauvegarder les intérêts des populations laborieuses ? Il y a là un problème financier et une question d'économie sociale à la résolution desquels les économistes et les philosophes se sont depuis longtemps attachés.

C'est au XIX^e siècle, « le siècle de la Mutualité »

qu'ont le plus abouti les efforts tendant à la création d'œuvres ayant pour but de donner aux classes populaires un crédit à meilleur marché et même le moyen de se passer de crédit.

C'est à quelques unités typiques que l'on peut ramener la diversité de ces institutions : banques populaires, caisses agricoles, sociétés coopératives de crédit, sociétés de secours mutuels, caisses d'épargne, etc., etc. Nous examinerons plus tard d'un coup d'œil rapide chacune d'elles et nous verrons combien elles sont à encourager : représentant un état économique supérieur, mettant en œuvre, développant les qualités d'ordre, d'économie, de prévoyance et de solidarité, elles empêchent l'homme de tomber dans la misère, remplissant le rôle d'instrument de crédit à la production, elles permettent aux laborieux de s'élever et de progresser.

La question qui se pose est de savoir si précisément, lorsque le mal est né, elles le peuvent guérir.

Ce sont là, en effet, plus des institutions de prévoyance que des établissements de crédit proprement dits, et pour trouver quelque chose qui présente le caractère de ces derniers, il faut jeter les yeux sur le Mont-de-piété, qui a pour mission de faire aux emprunteurs des avances d'argent, sur le dépôt fait par eux d'un gage : c'est un crédit réel, crédit réel dans toute la simplicité de la conception première, et aussi,

hélas ! le seul *crédit populaire* (1) que nous possédions vraiment en France, ou du moins le seul qui réponde d'une manière directe à ce que l'on doit attendre de lui : donner immédiatement, sans condition de cotisation ou d'épargne préalable, à l'ouvrier dans l'embaras, une certaine somme d'argent qui le tire momentanément de la gêne.

Ce genre de crédit est certes déplorable : dans le cas d'hypothèques, d'avances sur titres, un gage est bien remis comme sûreté de la dette ; mais l'emprunteur a toujours la libre jouissance de son bien sur lequel le créancier n'étend la main pour s'en saisir que

(1) On pourra nous reprocher d'employer ici l'expression de *crédit populaire* sous le prétexte que le Mont-de-piété compte beaucoup de clients bourgeois et même riches : le total des emprunts faits par cette clientèle est aussi fort que celui des sommes empruntées par les classes populaires. Il n'en est pas moins vrai que les clients pauvres sont infiniment plus nombreux que les clients riches ; il suffit, d'ailleurs, de jeter un coup d'œil sur l'histoire des Monts-de-piété et de voir le but que leurs fondateurs poursuivaient, pour savoir que c'est bien aux classes populaires que ces établissements s'adressaient ; il est certain que le but a dévié (ce qui est arrivé aux caisses d'épargne), cela n'empêche pas tous les auteurs de ranger le Mont-de-piété parmi les institutions de crédit populaire : nous faisons comme eux.

D'ailleurs, presque toutes les institutions de *crédit populaire* en sont là, les banques Schulze-Delitzsch comptent des bourgeois et même des capitalistes dans leur sein.

Les banques d'Ecosse, elles, finissent par ne pas avoir droit à la qualité de banque populaire, bien qu'elles en remplissent le rôle. (V. Chabrol, le *Crédit mutuel*).

si le débiteur manque à ses engagements : il habite sa maison ; il touche ses coupons.

Dans le crédit réel pratiqué par le Mont-de-piété, au contraire, l'objet engagé quitte son propriétaire et va, à grands frais pour ce dernier et parfois au détriment de sa propre valeur d'usage, rejoindre, dans les magasins et garde-meubles, la foule de gages hétéroclites momentanément inutilisés : « l'ouvrier est privé de ses outils, le fabricant de sa matière première », se sont écriés, avec un peu d'exagération, bien des auteurs.

On ne peut le nier, il serait souhaitable qu'à notre époque cet état de choses n'existât plus (1) ; mais ne prenons point nos désirs pour des réalités, et voyons franchement si la séculaire institution des Monts-de-piété est encore utile, et, si elle l'est, comment on la pourrait modifier pour lui faire rendre le maximum de services avec le minimum d'inconvénients.

Ce sera le but de cette étude.

(1) S'il faut indiquer tout de suite un moyen de remplacer cet état de choses, nous dirons que ce moyen découle tout simplement de ce que nous venons d'indiquer et de ce que nous verrons plus loin. Nous avons, à l'époque actuelle, un grand nombre d'institutions de prévoyance et d'institutions de crédit, utiles et efficaces : le jour où les classes populaires sauront et pourront s'en servir, et où les capitalistes plus ou moins riches (qui forment une grosse partie de la clientèle du Mont-de-piété), se décideront à ne pas faire plus de dépenses qu'ils n'ont de revenus, et qu'ils pratiqueront l'économie et la prévoyance, ce jour-là, cet état de choses que nous déplorons n'existera plus.

Nous allons donc étudier quel est le caractère actuel des Monts-de-piété, quel il fut au cours des siècles passés, quelle orientation il serait souhaitable de voir donner à cette institution ; puis nous examinerons séparément les principales questions que soulève son fonctionnement et les réformes que les auteurs, économistes ou parlementaires, ont proposées. Nus n'insisterons pas sur les détails techniques du fonctionnement ; sur ce point, d'assez nombreux et excellents ouvrages ont été écrits (qui figurent à la bibliographie), pour qu'une nouvelle compilation sur ce sujet soit fastidieuse au lecteur et complètement inutile.

PREMIÈRE PARTIE

LE ROLE SOCIAL DU MONT-DE-PIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS MONTS-DE-PIÉTÉ.

La question que l'on se pose souvent en face de l'organisation actuelle des monts-de-piété est de savoir s'il faut les considérer comme des établissements de crédit ou des institutions de bienfaisance. Les avis sont très partagés et nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème fondamental, dont la non résolution est la cause principale de l'état de marasme dans lequel végètent un grand nombre de ces établissements.

L'histoire ne nous fournit aucun renseignement bien précis à cet égard.

En 1350, les bourgeois de Salins, en Franche-Comté, établirent entre eux une caisse de prêt sur gage, au capital de 20.600 florins ; c'était une espèce de banque ayant pour but de lutter contre les usuriers ; c'était là manifestement une institution de crédit.

D'autre part, avait été établie, en 1198, dans une ville de Bavière, Fressingén, une maison de prêt sur

gage gratuit ; de même en 1361, une somme de 1.000 marks fut léguée par Michel de Northburg, évêque de Londres, pour servir à la fondation d'une caisse de prêt sur gage, dont le siège social, pour ainsi dire, était dans l'Eglise Saint-Paul ; les prêts y étaient proportionnels au rang social de l'emprunteur : ces deux derniers exemples présentent nettement le caractère d'établissement de bienfaisance.

Les établissements qui furent dans la suite fondés en Italie procédaient de ces deux sentiments : désir de lutter contre les usuriers et de faire la charité.

Les usuriers étaient, en effet, fort puissants à cette époque ; les Lombards et Cahoursins (1) possédaient en fait et même en droit un monopole dont ils abusaient (2). Il faut avouer, d'ailleurs, pour être juste,

(1) Ces usuriers étaient surnommés *Lombards*, parce qu'un grand nombre venait de la Lombardie, ou *Cahoursins*, soit parce qu'un certain nombre d'usuriers étaient originaires de Cahors soit parce que des banques de prêts sur gage avaient été depuis longtemps établies dans cette ville.

(2) Non seulement ils avaient un monopole de fait, mais souvent ils avaient un monopole de droit. Dans beaucoup d'Etats, en France par exemple, notamment à Paris, des ordonnances royales donnèrent aux Lombards le privilège du commerce de change et de prêt d'argent. Les derniers privilèges accordés sont datés du 14 décembre 1461 (lettres patentes de Louis XI), et furent délivrés à plusieurs Lombards de la ville de Laon, pour une durée de quinze ans.

L'usure lombarde s'étendait non seulement en France et en Italie, mais aussi dans toute l'Europe, notamment en Angleterre. « Dans ce temps, l'abominable fléau des Cahoursins prit tant de puissance, qu'à peine était-il dans toute l'Angleterre, surtout

que c'est au moment où leur commerce était prospère que l'Italie fut, au point de vue financier, l'initiatrice de l'Europe.

Ce fut l'Eglise qui prit en main cette lutte contre l'usure, et les Papes, notamment Sixte IV, Innocent VIII, Paul III, Pie IV, soutinrent de leur autorité ces établissements naissants.

Le premier fut fondé en 1462 à Pérouse avec le produit d'aumônes par un moine de l'ordre des Franciscains, Barnabé de Terni ; puis Oviato (1464), Viterbe (1471), Florence (1473), Mantoue (1484) suivirent cet exemple avec un tel entrain qu'il apparut clairement que de pareilles banques étaient nécessaires. Plus tard Césène, Chieti, Lucques, Narni, Rimini, Padoue, Pavie, Palerme, Montefiore en possédèrent également. Mais des ennemis puissants se levèrent contre eux, et tout d'abord les Lombards, que cette redoutable concurrence força à diminuer le taux de leur intérêt et même à fermer leurs magasins, comme cela se vit à Padoue en 1491. Pour combattre leurs ennemis, ils accusaient les Monts-de-piété de masquer, sous l'étiquette de la bienfaisance, des opérations intéressées et de faire de l'usure, sous le couvert de la charité.

Les Monts prélevaient, en effet, un intérêt, très mo-

parmi les prélats, un seul individu qui ne fut pris dans leurs filets. Le roi Henri III, lui même, était obligé, envers eux, pour des sommes immenses » (Mathieu, Paris, 1235).

dique d'ailleurs, pour subvenir aux frais d'administration ; le Pape Léon X les y avait du reste autorisés : en 1517, le concile de Latran (commencé en 1512 sous Jules II) approuva cette mesure et lui donna une consécration officielle (1).

Les Lombards n'étaient pas les seuls à répandre sur cette institution les attaques et les calomnies. Les Dominicains, par jalousie envers des rivaux puissants, reprirent eux aussi l'accusation d'usure portée contre ces établissements. Parmi les plus ardents promoteurs, se trouvaient les Recollets qui s'étaient donné comme mission de lutter contre les usuriers, par la prédication et peut-être aussi par l'acte, car ils furent, paraît-il, les instigateurs de nombreux incendies de maisons de banque lombardes et juives, attentats que les rois eurent toutes les peines à réprimer.

La Papauté elle-même ne partageait pas entièrement

(1) Dans l'esprit des fondateurs, les Monts devaient toujours être gratuits et procéder d'un sentiment de pure charité. Plus tard, on vit la nécessité absolue de demander aux emprunteurs un léger intérêt, représentant non la rémunération d'un service, mais une contribution aux frais généraux d'administration. Cette mesure fut prise en 1498 par l'assemblée générale des Franciscains, et surprit d'autant moins l'opinion publique qu'à cette époque, grâce aux travaux des Jésuites, on commençait à voir combien était légitime le prêt à intérêt, jusqu'alors condamné par l'Eglise. Cette mesure était indispensable, car les dons affluaient moins et les Monts pouvaient périlcliter. Mais il faut avouer qu'elle enlève un peu d'autorité à la parole de ces religieux luttant contre l'intérêt exagéré des Lombards.

les dispositions intransigeantes de ces religieux : en théorie, elle blâmait la condamnation absolue du prêt à intérêt et en comprenait la légitime nécessité (1) ; de plus, en fait, les Lombards lui étaient utiles et même quelques écrivains ont prétendu que l'Eglise, en échange d'une protection secrète, était largement intéressée aux bénéfices des opérations financières lombardes (2).

Quoi qu'il en soit, et cela montre bien à quelle nécessité de l'heure présente répondait cette fondation, les Monts-de-piété progressèrent merveilleusement et constituèrent une concurrence redoutable pour les Lombards qui furent inquiétés, non seulement en Italie, mais aussi en Angleterre et aussi dans les Flan-

(1) Il n'est pas inutile de rappeler que, si les Pères de l'Eglise ont condamné le prêt à intérêt, leurs successeurs ne les ont pas suivis dans cette voie. Les Jésuites, grâce à l'ingénieuse théorie du *triple contrat*, arrivaient à légitimer et à permettre l'usure elle-même.

(2) « S'il faut en croire les auteurs contemporains, les Caboursins ne trafiquaient pas seulement de l'usure pour leur propre compte, ils étaient encore les courtiers du Pape. En effet, c'est à l'époque où la cour de Rome frappa pour la première fois un impôt sur la chrétienté que nous les voyons paraître en Angleterre tout d'abord » (Blaize, *Des Monts-de-piété*, 1^{re} partie, chap. II).

« Les Italiens, dispersés dans toute l'Europe, étaient des agents utiles aux Papes qui les employaient pour recevoir et recueillir les revenus considérables qu'ils tiraient des pays reconnaissant leur suprématie ecclésiastique ; et il paraît probable qu'ils se servaient encore d'eux pour faire prêter de l'argent à intérêt » (Macpherson)

dres, où le taux de l'intérêt fut abaissé à 33 %, et d'où ils furent, à une certaine époque, expulsés par Charles Quint.

Dans les Flandres, toujours pour lutter contre l'usure lombarde, les monts s'acclimatèrent ; l'idée y est émise pour la première fois par un Italien, Scarini, dans un discours publié en 1586 à Douai. Les villes d'Ypres, Bruges et Lille en possédèrent, grâce à leurs magistrats municipaux. Le pouvoir central lui-même intervint et ordonna, en 1618, la construction d'un certain nombre de Monts-de-piété, qui prélevaient un impôt irréductible de 15 % (1). De 1628 à 1633, quinze Monts furent établis dans les trois villes déjà nommées, puis à Bruxelles, Anvers, Gand, Arras, Mons, Cambrai, Courtrai, etc., etc.

Il faut signaler le caractère presque purement utilitaire des dernières fondations (2), qui ont, en très grande partie, abandonné leur caractère d'établissements de bienfaisance, pour se transformer purement et simplement en établissements de crédit ; d'ailleurs,

(1) Un édit de 1618 interdit les maisons de prêt sur gage et ordonna la fondation des Monts-de-piété pour les remplacer. Venceslas Cobergher, architecte et financier, fut chargé de les édifier et de les gérer : il s'acquitta de sa tâche avec un zèle dont témoigna la prospérité de ces établissements.

(2) Cobergher abandonna presque complètement la conception du mont, établissement charitable, il lui donna nettement le caractère de banque de crédit en établissant une étroite solidarité entre tous les monts qu'il avait créés.

les Monts d'Italie les avaient quelque peu précédés dans cette voie (1).

Une remarque qui ne manque point d'un piquant intérêt historique a été faite : en haine de l'esprit catholique, les pays protestants, malgré leur horreur maintes fois exprimée pour l'usure et les usuriers, repoussèrent énergiquement cette institution, œuvre de l'Eglise, et née à Rome, à l'ombre du palais papal (2).

(1) « Le mont-de-piété de Bologne, le plus important après celui de Rome, avait, en 1692 et en 1663, deux divisions spécialement destinées, l'une à soutenir les fabriques où on travaillait la soie crue et tordue, l'autre à venir en aide aux fabricants et ouvriers qui travaillaient le chanvre » (Bathie, *Le crédit populaire*, ch. VI).

(2) « Il suffisait sans doute que l'institution fut due à quelques moines et approuvée par le Souverain Pontife pour qu'elle fut accueillie avec défaveur par les personnes qui sympathisaient avec les nouvelles doctrines de la Réforme. Aussi les auteurs protestants se montraient-ils unanimes à la décrier et à la rendre odieuse aux populations » (de Decker, *Etudes sur les Monts-de-piété en Belgique*, 1844).

CHAPITRE DEUXIEME

LES MONTS-DE-PIÉTÉ EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET SOUS LA RÉVOLUTION.

Institués à Rome sous la protection des Papes, ce fut cependant en France, la fille aînée de l'Eglise, que les Monts-de-piété eurent le plus de mal à pénétrer. Ce n'est pas que le clergé, qui, dans les autres pays, s'était placé à la tête du mouvement, soit resté inactif par manque d'esprit de philanthropie, ou que les usuriers aient été moins nombreux ou moins rapaces, ni que la misère ait été moins forte, mais l'indifférence du pouvoir, l'ignorance des Etats généraux, la partialité des Parlements, découragèrent les bonnes volontés et les intéressantes initiatives.

En 1611, Hugues Delestre (1) établit, dans un gros

(1) Ainsi que l'a prouvé M. Brandt, avant même Hugues Delestre, un membre du Conseil de régence de Charles VI, Philippe de Maizières, avait fait paraître au XIV^e siècle un opuscule dans lequel il donnait le plan fort bien conçu d'une caisse de prêt sur gage dont le capital social serait constitué d'abord par le roi, sur le produit des aides et des domaines, et ensuite par une dixme que paieraient sans contrainte et par pure reconnaissance ceux qui auraient été secourus par la banque (Voir Brandt, *Philippe de Maizières et son projet de Banque populaire*).

volume, le plan d'une vaste banque de prêt sur gage qui aurait été, à la fois, caisse d'épargne, mont-de-piété, caisse de dépôt, et il exposait en un style grandiloquent, ses espérances sans borne : cette fondation devait presque réformer en entier le royaume. Il présenta ce travail à Marie de Médicis, mais il eut à subir les attaques auxquelles sont en butte tous les novateurs, et qu'eurent plus particulièrement à supporter ceux qui s'occupèrent de cette délicate question. On lui soupçonna des vues intéressées, et, en 1614, les Etats généraux repoussèrent son projet, disant qu'il y avait, en France, assez d'usuriers sans en créer d'autres.

Mais ses efforts ne furent pas complètement perdus, et le roi s'inspira de son plan, quand, par un édit du 13 février 1626, il établit, avec un grand luxe de détails, des offices de *Commissaires receveurs des saisies réelles*, et des *Monts-de-piété* qui devaient prêter sur gage.

Un an après, l'édit du 27 mars 1627 abrogea toutes ces dispositions, et l'article 19 interdit l'établissement des Monts-de-piété (1).

(1) « Il n'y a aucun des privilèges, attributions et droits mentionnés et contenus par notre édit du mois de février 1628, lesquels pour le soulagement de nos sujets il était nécessaire de modifier et de retrancher..... Défendons aux commissaires receveurs de faire aucun établissement de mont-de-piété jusqu'à ce que par nous autrement en ait été ordonné » (Edit de 1627). Les Monts-de-piété furent donc officiellement et explicitement

En 1643, nouvelle tentative infructueuse, due à l'initiative d'un esprit original, éclairé, entreprenant et philanthrope, qui fut, dans toute l'acception du mot et à tous les points de vue, un précurseur : Théophraste Renaudot.

Il fonda d'abord un « bureau d'adresses », sorte de bureau de placement gratuit ; il y adjoignit bientôt un « bureau de ventes à grâce, troques et rachats de meubles et autres biens quelconques (1). »

Le but de Renaudot était purement philanthropique et sa conception était la même que celle des fondateurs des premiers Monts-de-piété d'Italie. « Afin que
« cette institution puisse véritablement mériter le beau
« nom qu'on lui donne, il serait à désirer que ce prêt
« fût gratuit, selon le précepte de l'évangile : « Prêtez
« sans rien espérer », conformément à l'ancienne loi
« de Dieu... Il faut que, dans un Etat, les riches aident
« les pauvres, son harmonie cessant lorsqu'il y a par-
« tie enflée outre mesure, les autres demeurant atro-
« phiées. »

En réalité, il était pratiquement impossible que le prêt fût gratuit : il était de 36 deniers par livre et par

supprimés par le Roi, avant même d'avoir vu le jour, et on ne peut dire, comme tendrait à le faire croire M. Batbie, que l'édit de 1626 resta simplement inexécuté.

(1) Consulter sur cette intéressante tentative : Vanlaer, *La suppression des bureaux de placement (Réforme sociale* du 16 novembre 1893); Gilles de la Tourette, *Théophraste Renaudot*.

an, ou 6 deniers par deux mois, c'est-à-dire environ 15 %.

Cet intérêt n'était pas exagéré pour l'époque. Renaudot n'en fut par moins le « grand usurier de France » et se trouva en butte à la haine, à la jalousie et aussi à l'ignorance. Les docteurs de l'Université de Paris, qui avaient toujours été opposés à l'établissement de Monts-de-piété en France et avaient pris contre eux certaines délibérations, notamment le 2 novembre 1624, où ils déclaraient cette institution blâmable et funeste, attaquèrent si violemment Renaudot que le Parlement s'émut, jeta l'interdit sur sa fondation et fit opérer une saisie, rue de la Calandre, au « bureau de ventes ».

Quelques années plus tard, un M. de Guित्रy fit la même désastreuse expérience : il obtint du roi des lettres patentes, mais il se vit inquiété par le Parlement, sous prétexte que son « établissement était odieux et dommageable au public, par un commerce d'usure publique. » Le projet du prince de Marcillac, et le projet de Lebret, intendant de Provence, échouèrent, ainsi que la proposition exposée, en 1703, par un philanthrope de bonne volonté, dans une brochure intitulée : *Moyens pour parvenir à faire les fonds nécessaires pour l'établissement des Monts-de-piété*. L'auteur pensait résoudre la question en faisant appel au désintéressement des membres du clergé, auxquels

il demandait de renoncer pendant quatre ans au 30^e de leur bénéfice.

La question fut enterrée presque définitivement ; elle ne devait plus être étudiée sérieusement que sous le ministère Necker.

A ce moment, il y avait près de quatre siècles que, pour la première fois, des Monts-de-piété avaient été fondés et qu'ils fonctionnaient d'une façon plus ou moins rudimentaire. La grande majorité des pays d'Europe en possédaient ; seule la France faisait exception et s'en privait, au moment où peut-être elle en aurait eu le plus besoin (1).

Ce fut grâce à l'initiative du pouvoir central, que le premier Mont-de-piété fut érigé à Paris en 1777, en vertu des lettres patentes du 9 décembre.

(1) Bien entendu il ne faut pas compter comme Monts-de-piété français, ceux qui, fondés sur un territoire étranger par un gouvernement étranger, ne sont devenus français que par suite de l'incorporation de ce territoire à la France.

En réalité, avant 1778, il y avait sur le territoire français quelques monts ; en 1659, 1668, 1678, les traités des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle, de Nimègue, nous donnèrent Arras, Bruges, Cambrai, Douai, Lille, Valenciennes, qui possédaient des banques de prêt sur gage. Mais, au moment de l'annexion, on supprima la solidarité qui, on se le rappelle, les unissait et était une cause de prospérité.

On pourrait aussi ranger parmi les Monts-de-piété la caisse de prêt sur gage gratuit constituée à Lille par Bartholomée Mazurel en 1607 et autorisée par des lettres patentes du 16 novembre 1609.

De même furent créés en 1684 un Mont-de-piété à Angers et un à Montpellier qui possédaient d'importants biens ruraux, mais ces établissements étaient exclusivement dus à l'initiative privée.

L'étude de ces lettres patentes ne laisse aucun doute sur le caractère que l'on entend donner à ces caisses de prêt sur gage. « Les bons effets qu'ont produits et produisent encore les Monts-de-piété, chez les différentes nations de l'Europe... ne nous permettent pas de douter des avantages qui en résulteraient en faveur de nos peuples, dans notre bonne ville de Paris, et même dans les principales villes de notre royaume. Ce moyen nous a paru le plus capable de faire cesser les désordres que l'usure a introduits. »

C'était là manifestement un établissement de charité que l'on voulait fonder : toute idée de spéculation était écartée. Le capital du Mont devait être formé de dons bénévoles, de legs et des quelques profits résultant de l'intérêt prélevé ; ces bénéfices, au lieu d'être capitalisés, étaient destinés au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité.

Un grand succès accueillit cette œuvre ; les services qu'elle rendit furent considérables.

Les emprunteurs, il est vrai, n'appartenaient pas tous aux classes populaires : beaucoup de gens riches, poussés par une gêne momentanée ou par la passion du jeu, venaient souvent déposer des gages (1), et les

(1) « L'opulence emprunte de même que la pauvreté : telle femme sort d'un équipage enveloppée dans sa capote ; elle dépose pour 25.000 fr. de diamants pour jouer le soir. Telle autre dépose son jupon et en demande de quoi avoir du pain » (Mercier, *Tableau de Paris*, 1781).

sommes prêtées en moyenne dépassaient 65 livres : par conséquent l'institution n'atteignait par son but très exactement.

Il devint rapidement impossible au Mont-de-piété, avec la pénurie de dons et legs, de subsister en gardant exclusivement son caractère d'établissement charitable, vivant uniquement par et pour la charité. Il fut obligé, au mois d'août 1778, d'émettre un emprunt de quatre millions, au taux de 5 %, emprunt gagé sur les revenus de l'Hôpital général.

Quoi qu'il en soit, et en dépit d'une situation devenue délicate, le Mont rendait des services et, peu de temps après sa création, le taux de l'intérêt baissa dans de grandes proportions, pour le plus grand bien des pauvres gens.

Mais la prospérité relative du Mont-de-piété sombra complètement lorsque la tourmente révolutionnaire survint. Il y a à cela plusieurs raisons : le retrait des fonds déposés, opéré précipitamment par des capitalistes justement effrayés, la mauvaise gestion de l'Hôpital (auquel étaient destinés les bénéfices du Mont dirigé par des hommes nouveaux et incompetents ; la négligence des magistrats municipaux (1),

(1) Le Conseil général de Paris, en février 1793, ordonna de faire une enquête sur le Mont-de-piété et sur la gestion des fonctionnaires qui le dirigeaient. Le rapport sur les personnes fut accablant : les principaux reproches que l'on releva contre elles furent leurs opinions politiques peu orthodoxes et certains de leurs propos qui dénotaient un esprit, ancien régime, et antirévolutionnaire. Cette administration mal pensante fut congédiée, depuis le

trop absorbés par les luttes politiques du temps, pour pouvoir s'occuper efficacement de la caisse de prêts sur gage ; la dépréciation extraordinaire de la monnaie de papier ; enfin la loi du 11 avril 1793 (1), qui établissait la liberté du commerce de l'argent et créa au Mont une concurrence redoutable et inattendue.

Le Mont-de-piété, selon l'expression de M. Blaize, disparut dans la tempête qui balaya du sol de la patrie les institutions du passé. L'émigration éloigna les clients les plus riches, qui, empruntant de grosses sommes à d'assez longues échéances, formaient la seule partie de la clientèle, dont les emprunts apportassent au Mont quelque bénéfice, les prêts au-dessous d'un certain taux étant en effet toujours onéreux pour cet établissement.

Le décret du 4 pluviôse an II sous l'empire d'une idée de bienfaisance permit aux possesseurs d'une reconnaissance de moins de 20 livres, de retirer gratuitement leur gage. Cette mesure, philanthropique et humanitaire sans doute, mais singulièrement maladroite et injuste, fut le coup de grâce pour le Mont-de-piété.

directeur jusqu'aux gardes-magasins qui sont « aristocratissimes. »

(1) « La loi du 11 avril 1793 déclarait l'argent marchandise ; or, si l'argent est marchandise, son prix ne doit pas être fixé plutôt que le prix des autres denrées, et le Mont-de-piété, créé pour combattre l'usure, devenait un non sens, alors que l'usure n'était plus considérée comme un délit, ni même comme une chose mauvaise en soi » (Blaize, *Les Monts-de-piété*, 1^{re} partie, chap. II).

Quelque temps après la promulgation de la loi du 11 avril 1793, le taux de l'intérêt haussa dans des proportions inquiétantes : la cause de ces perturbations était la révolution politique avec une grave crise économique comme immédiate conséquence. On ne manqua point cependant d'attribuer la grande cherté de l'argent à la liberté dont jouissait dorénavant tous les prêteurs, sans se rendre compte de l'erreur scientifique que l'on commettait, et sans penser que les prêteurs eux-mêmes, en raison des conditions spéciales de cette époque, avaient toutes les peines du monde à trouver de l'argent à un taux inférieur à 60 %.

La loi de 1793 fut abrogée par une autre du 6 floréal an II (25 avril 1494) rétablissant le Mont-de-piété et fixant le taux de l'intérêt à 5 % par mois ; ce taux fut abaissé à 30 % par an (an VIII) et, 15 % (an XII). Mais, une loi du 8 thermidor an IV rétablit la liberté absolue du prêt, et le Mont-de-piété ne trouva plus à emprunter.

« Telle a été à cette époque la vérification de la théorie de la liberté absolue du prêt à intérêt », dit M. Blaize. Cette opinion d'un homme tout spécialement compétent en la matière est la conclusion logique des faits et nous semble absolument justifiée, tout au moins, en ce qui concerne cette période troublée, car une trop grande généralisation pourrait conduire à l'erreur.

Ce fut cette même opinion que professèrent les lé-

gislateurs de 1804, lorsque, après le rapport de Regnaud de Saint-Jean d'Angély (1), présenté le 27 janvier au Corps législatif, ils rendirent, le 21 pluviôse an XII, la loi suivante : « Aucune maison de prêt sur nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement, etc., etc... »

Dès lors, les monts étaient officiellement rétablis, et les efforts de tous les gouvernements tendirent à en créer sur tout le territoire : par exemple, un décret du 24 messidor an XII qui enjoignait aux préfets d'étudier les projets que l'on pourrait leur présenter sur la création de Monts en province. Un grand essor suivit, qui dura jusqu'en 1843, mais qui s'est presque complètement arrêté depuis.

Nous pouvons tirer de cet historique les quelques conclusions suivantes : dès la période de début, le caractère du Mont-de-piété avait été complexe, imprécis, et avec le temps son élément philanthropique s'atténua de plus en plus ; cette imprécision fut la cause de fréquents arrêts dans son essor, mais il n'en est pas moins vrai que, au fond, le but poursuivi était le sou-

(1) « Si, en général, toutes transactions sociales doivent être libres, il en est auxquelles l'intérêt commun prescrit de donner des règles spéciales plus sévères, dans lesquelles l'autorité protectrice doit en quelque sorte intervenir pour garantir la faiblesse de l'oppression, l'ignorance de l'erreur, pour soustraire le besoin à la cupidité, la misère à la spoliation. »

lage ment des classes pauvres et, d'une manière plus générale, des nécessiteux qui, tous, n'appartiennent pas forcément au prolétariat.

Ce but fut parfois atteint et les services rendus par le Mont-de-piété furent réels. Enfin, il faut constater que, sauf de très rares exceptions, l'initiative privée ne put arriver seule à fonder d'une manière durable, des établissements de ce genre ; il fallut que le législateur intervint.

CHAPITRE III

LE CARACTÈRE DES MONTS-DE-PIÉTÉ MODERNES.

Quel est le caractère des Monts-de-piété actuels ?

Dans le coup d'œil rapide que nous venons de jeter sur l'histoire de ces établissements, nous les avons vus présenter tout à tour les apparences différentes d'institutions de bienfaisance et de maisons de banque : souvent même, ces apparences dissemblables coexistaient.

Mais quels que soient les caractères divers qu'ont revêtus les banques de prêt, fondées par les bourgeois de Salins ou par les religieux d'Italie, conçues par l'imagination de Scarini ou de Théophraste Renaudot, on ne peut nier que la raison d'être des Monts-de-piété a presque toujours été la charité, et que c'est bien, semble-t-il, ce but que les modernes législateurs devraient vouloir poursuivre.

Si on étudie, d'autre part, la définition qu'en a donnée un auteur qui a synthétisé, dans sa formule, les opinions des contemporains, on voit tout de suite quelles contradictions renferment en principe les

Monts-de-piété d'aujourd'hui : « Ce sont, dit-il, des établissements qui, créés dans l'intérêt des pauvres, ont pour objet de prêter au public de l'argent sur gage, moyennant la perception d'un droit et d'un intérêt déterminés » (Daniel, *Le contrat de prêt sur gage et les Monts-de-piété*). La première partie dit bien que l'intérêt des pauvres est en jeu et forme le fond des préoccupations du législateur, mais la suite dément un peu ce qui précède : « moyennant un droit et un intérêt déterminés. » Voilà de la charité bien étrange.

La question de savoir si les Monts-de-piété sont établissements de charité ou de crédit n'est pas purement doctrinale ; elle a un but pratique dans le sujet qui nous occupe. Souvent, de la conception première que l'on se fait d'une institution, découle son succès ou son insuccès ; la marche générale dépend des principes, et si cette marche est irrégulière ou défectueuse, c'est que la conception a été fausse ou contradictoire, que l'orientation a été mal faite.

M. Edmond Duval, qui fut longtemps directeur du Mont-de-piété de Paris, a dit : « Peut-être serait-il opportun de réagir contre cette idée fausse, quoique très répandue, que notre établissement est un établissement de bienfaisance. » Et dès 1848, on peut voir, dans les délibérations du Conseil d'administration, ces mots significatifs : « Le Mont, malgré son titre, ne peut être considéré comme établissement charitable. » Il n'est pas charitable, non pas seulement parce qu'il

se suffit à lui-même, possédant des capitaux et subissant grâce, non pas à des dons bénévoles, mais grâce à l'intérêt qu'il prend à ses clients ; il n'est pas charitable, parce que, tout simplement, il ne fait pas la charité.

La charité consisterait à faire des prêts gratuits ; or, de tous les Monts, il y en a trois seulement (Angers, Grenoble et Montpellier) où la gratuité complète existe, et trois (Lille, Nice, Toulouse) où des institutions de prêt gratuit fonctionnent à côté du prêt à intérêt.

Dans la plupart des Monts, le taux est (ou plutôt semble) exorbitant, et nous expliquerons pourquoi. On ne peut nier qu'il est assez élevé, pour des causes que nous examinerons ; cela dit, bien entendu, sans vouloir rééditer la boutade énergique et injuste de M. Rossi, qui prétendait que ce taux entraînerait un simple individu sur les bancs de la police correctionnelle.

En 1847, Armand de Melun écrivait : « Est-il permis de fermer les yeux sur cette usure faite aux pauvres, au nom de la bienfaisance publique et sous la garantie de l'Etat ? La société n'est obligée de prêter à personne, mais lorsqu'elle ouvre ses comptoirs, quand elle se met à la place de tous les prêteurs sur gage, pour enlever les classes pauvres au danger de l'usure, peut-elle imiter ce qu'elle a la prétention de corriger ? Doit-elle tendre elle-même les pièges qu'elle

veut détruire » (*Annales de la société d'économie charitable.*)

Il est certes bizarre, à première vue, de voir la grand majorité des Monts (on pourrait dire la totalité, en en exceptant ceux où la gratuité complète existe grâce à certaines fondations) demander un taux infiniment supérieur, du moins en apparence, au taux légal, et cela en dépit de la grande sûreté que le dépôt donne à la créance.

Il faut considérer, disons-le tout de suite, (nous y reviendrons avec plus de détails) cette grosse somme, comme représentant non seulement l'intérêt, mais les frais d'emmagasinement, de garde, d'assurance, etc. ; il est néanmoins pénible de voir l'emprunteur devenir précisément victime de la sûreté qu'il donne à son prêteur. Et qu'on y prenne garde, l'intérêt sera de 10 %, par exemple, si on emprunte pour un an, mais si on emprunte pour six, trois, deux mois, l'intérêt augmentera proportionnellement en raison inverse de la durée du prêt. C'est là, il faut l'avouer, une étrange charité.

Au reste, ce n'est pas d'aujourd'hui que des critiques véhémentes et parfois justifiées se sont fait entendre sur ces établissements : il suffit de se rappeler les querelles religieuses qui ont marqué la naissance des Monts. Les membres du clergé qui, au nom de la doctrine catholique, combattaient ces institutions, se trompaient, car derrière elles, ils visaient le prêt à intérêt

lui-même, qui est légitime, et ils ne voyaient pas les services que rendaient les Monts à cette époque, en demandant un intérêt de 15 %, tandis que les usuriers lombards exigeaient 30, 40 ou même 50 %. Mais, il est certain que ces religieux virent une tendance mauvaise et antiphilanthropique qu'ils dénoncèrent avec énergie et courage. Un des adversaires de ces établissements, Jean de Lilliers, fut condamné à cinq ans de prison pour avoir, dans un pamphlet intitulé *La Casandre des Monts-de-piété belgiques*, attaqué violemment ces institutions que des papes, comme Urbain VIII, et des archiducs, comme Albert, approuvaient et soutenaient.

Mais ces critiques, autrefois trop vives, puisque malgré tout, les Monts réalisaient un progrès, pourraient sembler aujourd'hui plus justifiées, maintenant que l'intelligence des emprunteurs, le bon marché de l'argent ont augmenté.

Cent ans à peine après la fondation des premiers Monts, les auteurs clairvoyants se rendirent compte de la fausseté de la situation de ces prétendues œuvres charitables et l'un d'eux a écrit : « Sur le pied qu'ils exercent aujourd'hui, les monts servent indifféremment les pauvres, le commerce, les étrangers et les riches : on doit les regarder comme des banques. »

A plusieurs siècles d'intervalle, un auteur contemporain a émis la même idée. M. Blaignan, mort récemment procureur général à Orléans, a écrit ceci,

dans un discours de rentrée à la Cour d'appel de Toulouse : « Le Mont-de-piété, tel qu'il est constitué, devrait disparaître pour renaître en se dédoublant et se transformer en deux établissements distincts : d'une part, une banque de prêt sur nantissement, ouverte à tous, ne s'occupant pas de bienfaisance, mais d'affaires, faisant payer ses services ce qu'ils valent, constituée comme toutes les autres banques foncières ou commerciales ; d'autre part, un établissement ouvert aux seuls indigents, et ne se livrant qu'à des opérations gratuites » (*Le crédit populaire et les Monts-de-piété*).

Ceci était écrit vers 1887, et on pouvait penser que c'était là une idée originale, intéressante et pratique, dont l'application donnerait d'excellents résultats.

Eh bien, l'expérimentation a été faite à Lille, Nice, Toulouse, et elle se poursuit encore. A Lille, elle a commencé en 1607, grâce à la fondation Bartholomée Masurel, dont l'histoire si intéressante et si édifiante a été étudiée par M. Vanlaer dans son livre : *Les monts-de-piété en France*. A Paris, deux tentatives également infructueuses ont été faites, que nous étudierons plus loin pour rechercher la cause de leur insuccès.

On peut aussi tirer argument de ce que, au lieu de vivre de dons, de legs et de libéralités de toutes sortes, les Monts-de-piété vivent tout simplement de leurs capitaux tout comme une banque, et, de même qu'une

banque paie aux actionnaires qui ont souscrit son capital, des dividendes plus ou moins élevés, ils paient un intérêt à ceux qui ont avancé l'argent qu'ils ont en caisse, et qu'ils font fructifier le mieux possible. Le Mont-de-piété de Paris a d'ailleurs toujours trouvé facilement des prêteurs, et le taux n'a jamais été exorbitant.

En 1851, la loi a bien autorisé le Mont à recevoir par dons et legs, mais le zèle des personnes même très charitables est chose trop fragile et trop capricieuse pour que l'on puisse, sur cette base unique, édifier une œuvre stable.

Une seule chose pouvait autrefois, au point de vue purement charitable, réhabiliter le mont-de-piété, c'est l'emploi fait de ses bénéfices, bénéfices augmentés du produit des bonis que rapportent souvent les ventes, et qui ne sont pas toujours réclamés par les anciens propriétaires de l'objet vendu.

Pendant fort longtemps cet excédent de recettes était versé à la caisse des hôpitaux, et cela semblait fort bien. En réalité, c'était fort illogique de donner aux pauvres de l'argent gagné sur d'autres pauvres (1).

M. Blaize a montré tout ce que ce système, sous une apparente philanthropie, avait d'odieux (2), et aussi

(1) « C'est voler le pauvre au nom du pauvre », de Decker (*Etude sur les monts-de-piété en Belgique*).

(2) « Si l'on veut absolument que la population tout entière

d'anti-économique, puisque c'était enlever ainsi aux Monts, la seule possibilité de capitaliser et de s'enrichir (1).

Cette anomalie a disparu. La loi de 1851 accordait aux Monts-de-piété la faculté de garder ses bénéfices, mais avec tant de restrictions (2) que cette mesure resta lettre morte, et que l'Assistance publique continua à recevoir cette manne bienfaisante. Une lutte très vive s'engagea entre les deux administrations : certains Monts furent battus (3), mais d'autres firent reconnai-

concourt à cette œuvre, que chacun fasse selon ses moyens : lever, à cet effet, un impôt spécial sur les misérables est un acte aussi immoral qu'impolitique (Blaize, *Des Monts-de-piété*, ch. X).

(1) « Peut-être faudrait-il que les bénéfices, au lieu d'entrer dans les caisses des hospices, fussent, au moins pendant quelque temps, abandonnés aux Monts-de-piété eux-mêmes, afin de former à ces établissements une dotation propre et de leur permettre de diminuer le taux des intérêts qu'ils sont aujourd'hui forcés d'exiger des déposants ». (Rapport au Roi, de M. Gasparin, ministre de l'Intérieur, 5 avril 1837).

(2) L'article 3 de la loi du 24 juillet 1851 dit que la dotation de chaque mont se compose : « des bénéfices et bonis constatés par les inventaires annuels et capitalisés. Les monts conserveront en tout ou partie, et dans les limites déterminées par le décret d'institution, leurs excédents de recettes pour accroître leur dotation. Lorsque la dotation suffira tant à couvrir les frais généraux qu'à abaisser l'intérêt légal au taux de 5 0/0, les excédents de recettes seront attribués aux hospices ou autres établissements de bienfaisance par arrêté du préfet, sur l'avis du conseil municipal. »

(3) Le mont-de-piété de Metz adressa au Conseil d'Etat une demande afin de pouvoir, par la capitalisation de ses bénéfices, se constituer une réserve. Le Conseil d'Etat répondit que cette

tre leurs droits, gardèrent leurs bénéfices, firent des économies, puis achetèrent des immeubles. L'Assistance publique protesta, demanda un arbitrage et se vit donner tort.

Grâce à cette capitalisation qui leur est permise, les Monts peuvent s'employer à diminuer dans la mesure du possible les taux qu'ils font peser sur les emprunteurs. Mais aussi, disparaît ainsi le seul élément qui pouvait leur donner l'apparence d'établissements charitables.

Nous verrons plus loin dans quelle situation spéciale et désavantageuse se trouve placé le Mont-de-piété de Paris.

Le Mont-de-piété est-il alors une banque de crédit?

prétention violait la loi du 16 pluviôse an XII qui dit qu'une maison de prêt ne peut s'établir qu'au profit des pauvres. Le Conseil d'Etat se trompait manifestement dans l'interprétation du texte; de plus, il est bon de remarquer qu'en suivant cette voie, on arrive à un but diamétralement opposé. C'est justement en devenant riche par une capitalisation patiente, que le Mont pourra se contenter d'un intérêt minime. La solution contraire, qui a finalement triomphé, est plus logique et plus juridique : « Le mont-de-piété de Strasbourg a droit, dit l'ordonnance du 6 décembre 1826, art. 8, pour sa dotation à tous les bonis non réclamés ».

« Le mont-de-piété de Nîmes garde dans sa dotation tous les bonis non réclamés dans les trois années de la date des dépôts (Art. 9, ordonnance du 6 mars 1828). Ces fonds seront employés au remboursement successif des capitaux versés dans la caisse du mont-de-piété et qui lui sont étrangers, ce qui permettra de diminuer l'intérêt des prêts sur nantissement ».

Ce serait à coup sûr un étrange établissement de crédit qui ne devrait, à première vue, prospérer qu'en temps de crise et de chômage, grâce à une plus grande clientèle dans le besoin, au lieu de ne voir, comme tous les autres établissements financiers, le chiffre de ses affaires augmenter que dans des temps prospères. C'est pourtant le contraire qui se produit (1), et ainsi que l'a montré M. Duval, dans le *Journal de statistique* du 15 octobre 1894, le Mont-de-piété suit fidèlement toutes les variations de la fortune publique, et M. Duval en tire un argument très probant pour démontrer que le Mont-de-piété est bien un établissement de crédit.

A première vue, la chose semble inexplicable, mais si on jette les yeux sur les statistiques professionnelles des emprunteurs, on voit que le Mont, dont la raison d'être avait été, à l'origine, de secourir exclusivement les pauvres, compte parmi ses clients un nombre relativement plus grand de petits commerçants que de gens du peuple et d'ouvriers. « Ces né-

(1) « Depuis l'année 1826, les opérations du Mont-de-piété n'avaient pas atteint ce degré d'importance qui lui était réservé pour l'année 1837. Serait-il possible d'en trouver la cause dans un état de détresse publique? Non, sans doute, vous savez, au contraire, comme moi, que ces deux années dernières sont à juste titre regardées comme heureuses et pour le commerce et pour l'industrie » (Rapport de M. Delaroche, directeur du Mont-de-piété de Paris, 1838.

cessiteux ne sont pas les seuls du reste à s'adresser au Mont-de-piété. Il est aussi le banquier d'une foule de petits fabricants ou commerçants, qui ne trouveraient nulle part un taux plus avantageux que celui de 6 fr. 35 % exigé par lui. Quoique cette catégorie fournisse à peine le dixième des emprunteurs, elle absorbe plus du quart des sommes prêtées — 16 millions de francs. — Au contraire, les ouvriers, qui ne reçoivent qu'un chiffre à peu près égal de 14 millions, représentent les six dixièmes de l'effectif des emprunteurs. Mais aussi, la destination du prêt n'est pas la même : le petit patron, quand les affaires marchent, emprunte pour produire, pour acheter des matières premières ; l'ouvrier emprunte pour consommer, quand le travail ne marche pas, » (d'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, tome IV, p. 365.)

La citation de M. d'Avenel est très intéressante, non seulement parce que cet auteur indique les diverses clientèles du Mont-de-piété, mais surtout parce qu'il envisage cet établissement, non pas comme simple instrument de crédit à la consommation, mais comme instrument de crédit à la production. Et y a-t-il beaucoup de petits fabricants qui vont emprunter pour acheter des matières premières et pour donner plus d'extension à leurs affaires ? M. d'Avenel n'est-il pas un peu optimiste à cet égard ? En tout cas, si peu que ce soit, le Mont-de-piété remplit ce rôle et cela

est propre à le relever aux yeux de bien des économistes (1).

En résumé, le Mont-de-piété, qui a été sans aucun doute, à l'origine, un établissement charitable, ne l'est plus, et a successivement perdu tous ses caractères purement philanthropiques ; il n'a plus qu'une fugitive apparence d'institution d'assistance (2) que son

(1) Le très grand reproche que les économistes font au Mont-de-piété est, en effet, de ne servir que d'instrument de crédit à la consommation ; ce reproche est en partie fondé : il est certain que la plupart du temps, on ne va au Mont-de-piété que dans un moment de gêne pour se procurer quelque argent destiné non à fructifier, mais à être dépensé pour faire face à un besoin imminent : c'est ce qui fait la grande infériorité du Mont vis-à-vis des autres institutions de crédit populaire.

Il ne faut point exagérer ce vice. En effet, M. Blaize, dès 1861, écrivait ceci : « On se fait généralement une idée très fausse du Mont-de-piété ; on suppose qu'il ne prête qu'aux nécessiteux, c'est une erreur : il prête à tout le monde ; mais les mêmes besoins n'y conduisent pas les emprunteurs. Les uns empruntent pour consommer, les autres pour produire ; on peut donc distinguer les opérations en prêt de consommation et prêt de production. S'il est facile d'établir théoriquement cette distinction, il n'en est pas de même quand il faut l'exprimer en chiffres ; car la qualité des prêts n'indique pas nécessairement à quelle catégorie ils appartiennent. »

Voici d'ailleurs, d'après la plus récente statistique, les professions des emprunteurs des Monts-de-piété (1907).

Employés.	9.631	(légère augmentation sur les années précédentes).
Négociants et fabricants.	6.258	id.
Ouvriers	7.676	(stationnaire).
Rentiers	3.167	id.
Professions libérales.	2.319	ld.
Cultivateurs.	16	(forte diminution).

(2) Quand on dit que les Monts-de-piété sont des établisse-

nom, qui nous est venu maladroitement traduit de l'italien, est seul à entretenir.

C'est en réalité bel et bien une banque, banque s'occupant sans doute d'opérations bien déterminées et très limitées, banque, ayant par la force des choses et par sa nature même, une clientèle spéciale (quoique très étendue et se recrutant dans tous les mondes), mais banque tout de même ; et il serait souhaitable que, jetant son faux masque de charité devenu plus ridicule depuis (et cela ne date pas d'hier, nous l'avons vu) qu'il fait payer à deniers comptants les ser-

ments de crédit et non point des établissements de bienfaisance, on ne fait que constater la réalité : il est certain que, en fait, ces établissements se livrent plus à des opérations de crédit qu'à des œuvres de pure bienfaisance. Néanmoins, juridiquement et administrativement, les Monts-de-piété sont assimilés aux établissements de bienfaisance pour leur comptabilité, leur gestion et leur budget (V. loi du 16 pluviôse an XII ; décret du 24 messidor an XII ; loi du 24 juin 1851).

On pourrait aussi se poser la question (que nous ne faisons qu'indiquer) de savoir si les Monts-de-piété sont des établissements publics ou des établissements d'utilité publique. Ils participent des qualités des deux catégories : les opérations auxquelles ils se livrent sont des opérations privées, et pourtant ils font partie intégrante de notre organisation administrative ; la loi du 26 avril 1880 les dispense, à titre d'établissements publics, de la nécessité d'obtenir une autorisation pour ester en justice.

La Cour de Cassation a tranché la difficulté en faisant du Mont-de-piété un établissement de nature mixte. « Attendu que le Mont-de-piété de Paris est un établissement public et que si, par destination, il constitue un établissement d'utilité publique, etc., etc. » 3 avril 1878. (V. Dalloz, 78, 1, 178.)

vices d'ailleurs réels qu'il rend, il prit le nom de « Banque municipale de prêt sur gage » (1). Cela serait plus franc et plus logique que son appellation desuète et fausse, dont personne dans le grand public ne soupçonne le véritable sens littéral (2), mais dont

(1) « Il faut effacer le nom de cette institution qui n'a plus rien du caractère religieux et charitable que ses premiers fondateurs lui avaient imprimé. C'est une banque de prêt, un lombard, qui moyennant des intérêts usuraires, fait des avances aux classes pauvres. Ses conditions sont ruineuses ; mais elles présentent quelques avantages, peut-être, sur celles que pourraient offrir les brigands connus sous le nom de prêteurs sur gages » (Blaize, *Des monts-de-piété*, 2^e partie, chapitre IV).

(2) Quel est le sens, l'étymologie et l'origine du mot composé : « mont-de-piété. » Dujat-Libersalle identifiait le mot « mont » montagne et le mot « mont » établissement de crédit : « de sa situation sur une montagne lui vient sans doute le nom de mont-de-piété » (*Notice sur l'origine du mont-de-piété*, Arras 1867), et il se basait sur ce fait que le premier établissement italien était situé sur le Monte-Vecchio, à Venise ; on donna plus tard, disait-il, le nom de « monti » à toutes les fondations similaires, et le mot passa très rapidement dans notre langue et dans la langue espagnole, sans plus rien garder de son sens primitif, avec la signification de « banques. »

Le mot « monte » signifiait même, dans la langue française, non seulement « banque » (lieux de mont, institution de crédit public), mais aussi « intérêt, valeur » (V. Lacurne de Sainte-Palaye, *Dictionnaire historique de la langue française*).

« Mont signifie en terme de commerce une compagnie autorisée par des lettres patentes du souverain pour prêter de l'argent sur des gages et des nantissements, que ceux qui empruntent sont obligés de donner pour la sûreté du prêt qu'on leur a fait » (*Dictionnaire universel de commerce*, Copenhague, 1761).

Quant au terme de « piété », il a un sens étroit de « dévo-

beaucoup perçoivent l'humiliante allusion. Il ne faut point se dire bienfaisant quand on fait la bienfaisance, à plus forte raison quand on ne l'a fait point. Ce changement de nom, qui serait presque un changement d'attitude, pourrait attirer peut-être au Mont une clientèle chatouilleuse et farouche qui consentira à y venir

tion » et de « respect pour les choses religieuses », et non plus le sens d'amour, de compassion, de charité, sauf peut-être dans l'expression « piété filiale », qui contient d'ailleurs autant un sens de respect qu'un sens d'affection.

Cela vient de ce que le mot latin « pietatem », qui avait un sens très large, a donné naissance à un doublet, c'est-à-dire deux mots, l'un de formation populaire, l'autre de formation savante, *pitié* et *piété*.

Dans la langue italienne et dans la langue espagnole, cela ne s'est pas produit. *Pieta* et *Piedad* ont gardé le sens très étendu du mot latin. Le mot *pieta* sert même à désigner, dans le langage artistique, des compositions représentant la *Vierge* aux pieds de Jésus crucifié : c'est le nom que porte notamment un tableau de Van Dyck, au musée d'Anvers. Ce mot est, dans ce cas, intraduisible en français tant il exprime bien un mélange de compassion, de piété et de respect religieux.

M. Braulio Anton Ramirez, dans son ouvrage *Montes de piedad y cajas de Ahorros* (Madrid, 1876), attache plus d'importance à l'élément charité : « En cuanto al aditamento « de Piedad » claro es que obedece à la indole esencialmente caritativa o desinteresada de las instituciones ».

Certains auteurs ont pris le mot « piété » dans son sens plus spécialement religieux : « The name of mons-pietitis came with the invention from Italy. In the first century era free gifts were collected and preserved in churches « to defray the expenses of divine service » and for the relief of poor » (V. Barrington, an address to the inhabitants of Limerick on the opening of the Mont-de-piété. Dublin, 1836).

quand elle aura l'air d'aller traiter une affaire d'égal à égal, comme dans le premier établissement de crédit. Quant à ceux (peut-être moins nombreux) qui ne se paient pas de mots, ils l'appelleront toujours « ma Tante » et ce n'est pas pour un changement de nom sur la porte de l'immeuble qu'ils refuseront d'y entrer.

CHAPITRE IV

LE MONOPOLE DES MONTS-DE-PIÉTÉ.

La question de savoir si le Mont-de-piété est un établissement de crédit ou un établissement de bienfaisance n'est pas, nous l'avons dit, purement doctrinale : son intérêt est pratique, notamment pour le problème que nous abordons : le monopole à lui accorder. Certains auteurs ont tiré, en effet, argument de ce que le Mont est une banque pour préconiser la liberté du prêt sur gage.

En effet, a-t-on dit, si c'est un établissement de bienfaisance, on peut très bien comprendre (bien que tout le monde ait le devoir, et par conséquent le droit, de faire la charité) que l'Etat, qui, dans ses attributs essentiels, a celui de l'assistance publique, ne tolère pas la fondation libre d'un établissement, où, sous le prétexte et l'apparence de la charité, des financiers peut-être peu scrupuleux pourront se livrer à certaines opérations, et réaliser des bénéfices considérables, grâce à une usure d'autant plus facile et d'autant plus coupable qu'elle se cachera sous une éti-

quette philanthropique, et qu'elle s'adressera à des individus tout à fait besogneux, sachant mal défendre leurs intérêts.

Mais, si, au contraire, comme il semble ressortir de l'étude faite plus haut, et, tout au moins, comme il serait souhaitable que la chose soit, le Mont-de-piété est simplement une espèce de maison de banque, d'établissement de crédit, on voit moins facilement en vertu de quel droit on empêcherait le premier banquier venu, d'ouvrir une maison de prêt sur gage, et de se livrer à un commerce qui, par lui-même, n'a rien d'illicite ou d'immoral.

C'est pourtant ce qui existe : le Mont-de-piété est protégé par la loi contre la concurrence. Nous allons étudier la situation privilégiée qui lui est faite.

Mais, rappelons brièvement comment est régi actuellement le prêt sur gage. Autrefois interdit comme immoral (1), contraire aux intérêts du prêteur et favorable à l'usure, ce contrat est aujourd'hui permis par le code civil, article 2071 : « Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette. » Et ce nantisse-

(1) Il était, nous l'avons vu, permis aux Juifs, qui gagnèrent à ce privilège une impopularité féroce. Ce privilège, d'ailleurs, leur était non point accordé à titre gracieux, mais vendu à chers deniers. Les Juifs versèrent au roi de France les 3 millions d'écus d'or que celui-ci devait payer au roi d'Angleterre (Traité de Brétigny, 1360).

ment, qui, lorsqu'il est mobilier, prend le nom de « gage », « confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers » (art. 2073).

Tout le monde peut donc prêter sur gage, à condition de remplir les quelques formalités que la loi édicte : rédaction d'un acte public, ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant l'énonciation de la somme dûe, la désignation de la nature, qualité, quantité du gage (art. 2074), acte exigé dans le cas où l'affaire traitée excède, soit par le total de la somme prêtée, soit par la valeur du gage, le chiffre de 150 francs.

Si le créancier n'est pas remboursé, il ne peut disposer du gage (art. 2078), il ne peut se payer sur la valeur de la chose : ce pacte commissaire est justement prohibé par la loi, car la valeur du gage excédant presque toujours le montant de la dette, ce pacte masquerait une opération usuraire ; il faut que le créancier fasse « ordonner en justice, que le gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères. »

Ces formalités ne sont point inutiles, mais elles sont si nombreuses et si strictes que l'on est arrivé à ce résultat, que, tout en permettant à un individu de prêter sur gage, on le paralyse tellement que le contrat est devenu relativement fort rare, et que, lorsque l'on s'en

sert, le débiteur sait, après coup, combien les frais de toutes sortes ont augmenté dans d'énormes proportions l'intérêt légal qu'il doit payer.

De plus, ce qui est permis, c'est le prêt accidentel, car, si on se livre habituellement à ce genre de commerce, on tombe sous le coup de l'article 411 du code pénal qui frappe ceux qui tiennent une maison de prêt non autorisée: la jurisprudence est même assez sévère en la matière ; on peut être condamné soit pour avoir ouvert une maison, sans pour cela faire de fréquentes opérations (Bruxelles, 27 juillet 1817), soit parce que l'on a prêté à plusieurs personnes, sans avoir ouvert de maison de prêt. Le délit d'usure n'est pas même nécessaire pour qu'il y ait condamnation : celle-ci intervient même lorsque l'intérêt est bas (Voir jugements rendus : Tribunal correctionnel de la Seine, 6 août 1874, 18 décembre 1878 ; Cour de cassation, 18, 19, 24 janvier 1884).

On ne peut, non plus, masquer, sous une apparence de vente à réméré, le prêt sur gage, pour échapper à la loi. Ce déguisement est illicite (Tribunal correctionnel de la Seine, 21 décembre 1880, 4 janvier 1881.)

On a pu se demander si, au cas où des maisons de prêt se livraient au prêt sur nantissement d'objets incorporels, la loi pouvait s'appliquer (par exemple, le prêt aux militaires retraités sur dépôt de leur titre de pension). La question était autrefois controversée (Voir l'arrêt de la cour d'appel d'Alger, du 19 novem-

bre 1875, annulé par la cour de Cassation, le 1^{er} avril 1876). A ce moment, le Mont-de-piété n'était pas autorisé à prêter sur gage incorporel ; mais maintenant que, en vertu de la loi de 1891, cet établissement se livre à ce genre d'opérations, on doit protéger son monopole en poursuivant ceux des prêteurs qui pourraient lui nuire par leur concurrence.

Telle est la législation maintenant en vigueur.

La loi du 3 octobre 1789, déclarant licite le prêt à intérêt, avait donné la liberté entière à ces maisons. Des abus, nous l'avons vu, se produisirent (1). La loi du 16 pluviôse an XII, « relative à la clôture et à la fermeture des maisons de prêt sur gages », pour porter remède à ces abus, décida qu'« aucune maison de prêt sur nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement. » Ces maisons devaient posséder, et celles qui existaient déjà devaient solliciter et obtenir, dans les six mois, l'autorisation du gouvernement, sous peine de poursuites judiciaires et d'amendes « au profit des pauvres » de cinq cents à trois mille francs.

Les conditions exigées par la loi de l'an XII n'é-

(1) Aussitôt que la liberté de prêt fut proclamée, une foule de maisons de banques, plus ou moins interlopes, se créèrent : caisse auxiliaire, Lombard-Lussan, Lombard-Serilly, et firent en quelques mois des bénéfices considérables grâce à une usure considérable que rendaient plus facile les temps troublés que l'on traversait.

taient pas draconiennes ; l'autorisation pouvait être facilement obtenue et l'obligation de ne « travailler que dans l'intérêt des pauvres » ne devait pas empêcher les prêteurs de réaliser de bons bénéfices.

La loi du 25 juin 1851, fut plus rigoureuse : « Les maisons de prêt sur nantissement ou Monts-de-piété seront institués comme établissements d'utilité publique et avec l'assentiment des conseils municipaux, par décrets de l'Empereur, selon les formes prescrites pour ces établissements. »

Donc, dorénavant, la simple autorisation ne suffit plus, il faut une déclaration d'utilité publique beaucoup plus difficile à obtenir.

Cette loi comblait une lacune très dommageable pour les Monts-de-piété. Leur but étant le profit des pauvres, la loi de l'an XII ne les autorisait point à faire des emprunts (1), dans le but d'écarter la spéculation et empêcher que les actionnaires puissent avoir des droits sur des bénéfices, qui devaient, sous une forme ou sous une autre, retourner aux pauvres.

La loi de 1851 prévoit qu'il y a des cas où la nécessité d'emprunter à un taux raisonnable se fait sentir : « Il est pourvu, dit l'article 4, aux opérations des Monts-de-piété au moyen : 1° des fonds disponibles

(1) Le décret du 24 messidor an XII ordonnait le remboursement des actionnaires du Mont-de-piété de Paris.

sur leur dotation ; 2° de ceux qu'ils se procurent par voie d'emprunt.

Les Monts-de-piété ainsi protégés contre la concurrence jouissent d'un autre privilège : ils sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement (art. 43 et 89 du décret du 8 thermidor an XIII et la loi du 24 juin 1851). De même, ils sont exempts de la contribution foncière (V. ordonnance du 15 janvier 1844) et de la contribution des portes et fenêtres. Les employés logés paient cependant la contribution personnelle et mobilière. Les Monts-de-piété jouissent ainsi de la même immunité que les établissements de bienfaisance.

Mais ce sont là des points de détail. Ce qui forme le fond du privilège des Monts-de-piété, c'est la dispense de la rédaction d'un acte authentique ; c'est la possibilité de faire vendre aux enchères, sans avoir besoin de l'autorisation judiciaire, les objets déposés en gage, et de prélever sur eux les sommes qui sont dues par les emprunteurs. En un mot, le Mont-de-piété est soustrait à l'action de l'article 2078 du code civil.

Lorsqu'un emprunteur n'a pas, dans le délai d'un an, remboursé le Mont-de-piété, ou n'a pas, à la fin de cette période, renouvelé son emprunt, en payant de nouveau le montant des droits et des intérêts, l'administration peut faire vendre le nantissement (à moins

que l'emprunteur ne verse un acompte ou demande au directeur un délai de grâce).

Le tribunal n'intervient que pour rendre exécutoire, par une ordonnance du président ou d'un juge commis à cet effet, le rôle dressé par le directeur du Mont-de-piété, comprenant les objets soumis à la vente par suite de non paiement ou de non renouvellement dans les délais réguliers.

Ces ventes ont lieu aux enchères par les soins des commissaires-priseurs, aux heures et aux endroits indiqués par des affiches placardées dix jours à l'avance.

Ces ventes faites, le Mont-de-piété se trouve détenteur de sommes d'argent : il n'a pas à se faire envoyer en possession par le tribunal ; il procède lui-même à la « liquidation de boni ». Voici, succinctement, le schema de cette opération : on fait le total de ce qui est dû au Mont : capital prêté, plus les intérêts et les droits calculés sur vingt-huit quinzaines, sauf, bien entendu, lorsque le temps pendant lequel l'objet a séjourné dans les magasins est ou plus court (cas où l'emprunteur pour se procurer plus d'argent a requis le Mont de vendre le gage, trois mois après la date de l'engagement), ou plus long (cas où l'emprunteur, voulant conserver le gage et n'ayant pu se libérer, a demandé un sursis) que le délai d'un an, délai pour lequel les prêts sont invariablement faits : dans ces divers cas, on calcule alors exactement le temps de sé-

jour de l'objet, et on calcule sur ce temps les intérêts et les droits.

La somme provenant de la vente des objets est ou plus forte, ou moins forte que la somme due au Mont. Si elle est moins forte, le Mont la conserve intégralement et réclame (car il tient à être complètement désintéressé) le surplus, non à l'emprunteur, qui n'est pas responsable de la chose, et qui d'ailleurs, dans ce cas, ne tiendrait pas à se montrer, mais aux commissaires-priseurs-appréciateurs, qui sont ainsi déclarés responsables de la faute qu'ils ont commise en attribuant une trop grande valeur à l'objet qui, aux enchères, n'a pas rapporté ce que l'on attendait de lui. Cette question de la responsabilité des commissaires-priseurs est une des plus controversées à notre époque; nous aurons l'occasion d'y revenir en détail.

Si la somme produite par la vente est plus forte que l'appréciation donnée au moment du prêt, le boni ainsi produit est fidèlement remis à l'ancien propriétaire de l'objet, si celui-ci, toutefois, se fait connaître et vient, sa reconnaissance à la main, réclamer son dû, et ce, dans le délai de trois ans, faute de quoi le boni appartient définitivement au Mont.

Mais ce qu'il est intéressant de souligner, c'est que, *ipso facto*, sans aucune décision judiciaire, le Mont-de-piété commence par se payer lui-même de tous ses débours. C'est en cela que consiste son véritable privilège.

Ce monopole dont jouissent ces établissements a été et est encore très attaqué. Mais, dans le flot des critiques, parfois et même très souvent injustifiées et intéressées, il faut faire le départ entre celles qui s'adressent au prêt sur gage lui-même et celles qui s'adressent plus spécialement au monopole.

Nous avons déjà vu les reproches que l'on peut faire au prêt sur gage : l'emprunteur est privé d'un objet parfois de première nécessité, dont l'absence se fait durement sentir ; ce gage encombre les magasins du prêteur, occasionne souvent des frais considérables pour sa conservation, son emmagasinement, sa désinfection, frais qui, bien entendu, tombent à la charge de l'emprunteur et qui ne garantissent point complètement l'objet contre les injures du temps : les montres non remontées s'ankylosent, les matelas se mitent, les hardes se démodent. Mais ces inconvénients sont fatals, et, pour les supprimer, il faudrait alors que le législateur effaçât le contrat de prêt sur gage de nos codes, sans se soucier des services qu'il peut rendre.

En effet, parmi les détracteurs des Monts-de-piété, on a l'habitude de s'attacher au côté extérieur de la question et on représente le Mont comme un établissement condamnable où on n'entre que pour se ruiner. « Le pauvre n'est conduit au Mont-de-piété que par inconduite ou faiblesse, dès lors l'argent qu'il reçoit lui porte rarement bonheur. Quelques écus n'ont pas le privilège de faire, d'un ivrogne, un homme

sobre et rangé, d'un ouvrier paresseux, un travailleur actif et infatigable » (M. Beugnot, *Des banques publiques de prêt sur gage et de leurs conditions*, p. 52).

A entendre certains auteurs qui insistent sur le fait que le prêt n'est pas remboursé, le gage vendu avec perte et par conséquent la gêne augmentée, les établissements de prêt sur gage seraient tous comme ceux que nous dépeint M. Regamey, dans *Vingt-huit jours en Chine* : « A côté du tripot, se trouve un Mont-de-piété qui est la ressource dernière des joueurs malheureux. J'en ai vu s'approcher haletants du guichet du prêteur, se dévêtir sous nos yeux et échanger leurs vêtements contre quelques menues pièces de monnaie qu'ils s'empressaient d'aller risquer. »

Les statistiques prouvent, au contraire, que le nombre de dégagements est très considérable, 80 % en moyenne, témoignant ainsi que la gêne a été en partie vaincue. Ce chiffre répond à ceux qui prétendent que les clients du prêt sur gage sont tous des débauchés, des joueurs et des paresseux qui se défont, pour avoir quelque monnaie, d'un objet fort utile dont ils se désintéressent à la légère.

Les statistiques prouvent d'ailleurs que si c'est le lundi, « jour d'intempérance et d'oisiveté » que le chiffre des engagements est le plus élevé, c'est aussi le lundi que les dégagements sont les plus nombreux.

De même est sans portée l'argument qui tend à représenter le Mont-de-piété comme un receleur où tous les fripons vont déposer le prix de leurs rapines : il n'en est rien. Les pièces justificatives que l'on demande aux emprunteurs, l'évaluation relativement basse des objets, l'obligation où sont les employés de suspendre tout paiement quand ils ont un doute quelconque sur le déposant (décret du 8 thermidor an XIII) éloignent du Mont-de-piété les malfaiteurs, qui préfèrent s'adresser aux receleurs professionnels au lieu d'aller dans un établissement qui, loin de se faire leur complice, serait plutôt un auxiliaire de la police (1).

Parmi les autres critiques qui ont été portées contre les Monts-de-piété municipaux, signalons celles qui ont trait aux formalités, paraît-il, avilissantes que l'on fait subir aux clients, à l'attente qu'on leur impose, etc. Ces critiques ont été formulées surtout par des journaux anglais, au moment où on voulut installer à Londres un Mont-de-piété municipal, sur le modèle de celui de Paris. Les prêteurs sur gages anglais, les pawn-brokers sont groupés en corporation

(1) Dans un petit cabinet, sur une grande carte, sont écrits en ordre les numéros des montres perdues ou volées signalées par la police. Une inscription rouge attire le regard, elle indique un vol à la suite d'un meurtre. Chaque fois qu'une montre est présentée à *ma tante*, cette liste est consultée et les résultats de cette mesure sont tels que les coquins ont peur de la rue des Francs-Bourgeois » (Lequesne, *Le prêt sur gage*).

assez fermée, ayant ses règles et ses privilèges ; ils prélèvent sur les emprunteurs un intérêt très élevé, malgré la concurrence que leur font certaines associations charitables, telles que les sociétés amicales de Westminster, les loan-societies, qui prêtent avec un très faible intérêt, ou même sans intérêt du tout ; mais ce prêt gratuit, ou presque, a peu de succès et nous verrons plus loin pour quelles causes.

Lorsque, en 1896, une campagne fut menée par le *London* pour obtenir la création d'un Mont-de-piété municipal, les pawn-brokers s'agitèrent et luttèrent contre cette future concurrence. M. Lequesne a réuni, dans un livre intitulé *Le prêt sur gage*, divers documents très intéressants de cette polémique entre partisans du Mont et pawn-brokers.

En tout cas, il faut n'avoir jamais visité les Monts-de-piété, ou leurs succursales, pour soutenir que des formalités avilissantes sont accomplies. Dans certains établissements même, des bureaux spéciaux sont réservés aux clients, qui, pour certaines raisons, notamment l'importance du prêt, répugnent à entrer dans la grande salle commune, où d'ailleurs rien, si ce n'est l'apparence modeste de la clientèle que l'on y trouve, ne peut choquer n'importe qui.

Le seul reproche sérieux (encore ne l'est-il qu'en apparence) que l'on n'ait jamais adressé aux Monts-de-piété, est le taux qu'ils prennent à leurs emprunteurs.

Ce taux n'est élevé qu'en apparence ; nous aurons

l'occasion de le démontrer plus loin, quand nous étudierons par quels moyens on pourrait arriver à le diminuer. Nous verrons, notamment, comment il se fait que, tel qu'il est actuellement, il est beaucoup plus bas que le taux que prend, pour une opération de prêt sur gage isolée, un homme d'affaires quelconque.

On ne voit donc pas comment la liberté de prêt sur gage, que certains réclament, serait profitable aux intérêts généraux, et on voit, moins encore, comment on pourrait l'établir : on ne pourrait supprimer le monopole et le privilège du Mont-de-piété, qu'en supprimant le Mont-de-piété lui-même.

En effet, pour rétablir l'égalité complète, il faudrait ou supprimer pour tout le monde l'article 2074 du code civil, ou l'appliquer à tout le monde.

Si on l'applique à tout le monde, le Mont-de-piété sera obligé, pour tous les prêts sur nantissement qu'il fera, quel que soit le peu d'importance de la somme prêtée ou du gage donné, de passer un « acte public, ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, etc., etc. » et, en cas de non paiement de la dette, il sera obligé (art. 2078) « de faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après estimation faite par expert, ou qu'il sera vendu aux enchères. »

La chose évidemment n'est pas matériellement impossible, mais le Mont-de-piété serait obligé d'aug-

menter le total des intérêts d'une manière énorme, à cause des frais d'actes et des frais d'administration qu'une telle abondance de formalités exigerait, en telle sorte qu'il ruinerait, par les taux supplémentaires, les clients peu nombreux qu'une pareille bureaucratie n'aurait pas fait fuir.

Quant à supprimer, pour les simples particuliers prêteurs sur gage, les formalités très prudentes des deux articles précités, il n'y faut pas songer non plus. Ces précautions, que le code a prises, sont parfaitement justifiées et répondent à un but d'intérêt social. Ajoutons, comme dernier argument, que, si l'on pouvait les supprimer sans danger pour l'ordre social, on n'en causerait pas moins, au Mont-de-piété, un préjudice fatal. Les emprunteurs aisés, libres d'aller chez n'importe quel prêteur, délaisseraient le Mont-de-piété, qui a, bien à tort, la réputation de ne servir presque uniquement qu'aux besogneux, et préféreraient s'adresser à des industriels avec lesquels ils se sentiraient plus libres, et même actuellement, sous l'empire de notre législation, il ne manque pas de commerçants, notamment certains bijoutiers, qui se livrent à des opérations de prêt sur gage clandestines.

Le Mont-de-piété verrait fuir ainsi tous les emprunteurs riches, et, comme, ainsi que nous le savons, les prêts au-dessus d'un certain taux rapportent seuls au Mont un bénéfice quelconque qui lui permet de supporter la perte que lui occasionnent les petits prêts à

court terme, cet établissement serait ruiné, *ipso facto*, par la fuite de sa riche clientèle.

Dans l'état actuel des choses, le maintien du monopole est absolument indispensable, si l'on veut conserver cette institution.

CHAPITRE V

DE L'UTILITÉ ACTUELLE DES MONTS-DE-PIÉTÉ.

« A une époque d'affreuses misères, dit M. Batbie dans son ouvrage sur *Le crédit populaire*, et en l'absence de toute institution de prévoyance, ce pouvait être un acte de charité que de fournir au pauvre le moyen de se procurer un prêt de quelques francs, fut-ce même aux conditions les plus rebutantes ; à une époque où le crédit n'existait presque point dans la vie particulière, ce pouvait être une opération de crédit que de faire une avance au petit industriel contre l'aliénation même de ses outils, au boutiquier contre le nantissement de ses marchandises. Grâce à Dieu, nous n'en sommes plus là, du moins ne devrions-nous pas l'être. »

M. Batbie a ainsi résumé les reproches que l'on peut faire, économiquement parlant, aux Monts-de-piété. Toute la question qui se pose, et que nous tâcherons de résoudre, est précisément de savoir si (selon l'expression de M. Batbie) nous n'en sommes plus là, c'est-à-dire si, à l'époque actuelle, les institutions sont

assez nombreuses, assez parfaites, si l'éducation économique et l'esprit d'initiative du prolétariat sont assez avancés pour que l'on puisse se passer de cet organe vieux, et en apparence désuet.

Est-il vrai, en un mot, que le Mont-de-piété soit un « anachronisme dans la société moderne », selon l'expression du même auteur.

Jetons donc un rapide coup d'œil sur les nombreuses institutions très diverses et parfois très perfectionnées, qui ont pour but le crédit populaire.

Nous voyons tout d'abord que toutes ces institutions sont basées sur deux facteurs : prévoyance et association. La prévoyance se trouve dans toutes ; l'association dans presque toutes : à peine y a-t-il les Caisses d'épargne, les Banques d'Ecosse dans lesquelles l'association ne joue pas de rôle, ou, du moins, un rôle très effacé. Dans toutes les autres : sociétés de secours mutuels, sociétés d'avance mutuelles, associations coopératives de crédit, caisses de retraite pour la vieillesse, on ne peut concevoir l'institution que comme un groupement de bonnes volontés, de capitaux, de capacités individuels, qui se soutiennent et s'étaient mutuellement, tandis que, seuls, ils resteraient impuissants.

Un individu peut, seul, s'adresser à une caisse d'épargne qui l'aide à économiser et fait fructifier les économies qu'il lui apporte. Si un individu est laborieux, il peut, en Ecosse, sur la seule garantie de sa valeur

morale, emprunter un petit capital, et encore faut-il la plupart du temps, que des répondants, déjà clients de la banque, lui servent de caution.

Dans toutes les autres institutions, au contraire, on voit clairement l'élément « association » à côté de l'élément « prévoyance ». Une société de secours mutuels, une caisse de retraite pour la vieillesse, une association de cités ouvrières, une banque populaire, une caisse dans le genre Schulze-Delitzche, ne peut se fonder que grâce au concours d'un nombre plus ou moins grand d'individus poursuivant le même but, et ne peut rendre des services qu'à des individus qui, au préalable, ont fait partie du groupement et ont consenti, dans ce but, à des sacrifices de peine et d'argent.

*
**

Les Caisses d'épargne, elles, ne sont pas des associations ; ce sont des établissements de crédit (1) spé-

(1) Les Caisses d'épargne ne sont pas, à proprement parler, des établissements de « crédit » et étant donnée leur clientèle, elles ne sont pas ou, du moins, ne sont plus « populaires ». On pourra donc nous reprocher d'en parler ici. Sans doute, elles n'ont pas pour but de prêter de l'argent, mais uniquement de mettre des fonds de côté et de les faire fructifier : c'est là de l'épargne et non du crédit.

Elles concourent néanmoins au crédit populaire, non seulement en faisant l'éducation des classes ouvrières, mais en ayant, ou, du moins, en pouvant avoir avec les véritables institutions de crédit populaire des liens fort étroits. C'est ce qui se passe à

ciaux, où tout le monde peut devenir client et qu'on ne saurait assimiler ni à des banques véritables, ni à des établissements de bienfaisance pure.

Ce ne sont ni des établissements de bienfaisance, puisque les services rendus ne le sont point à titre gratuit ; ni des banques, puisqu'elles ne recherchent pas à faire des bénéfices, grâce à la spéculation.

Leur but semble avoir été double dans le début :

l'étranger ; et même en France, où une législation étroite paralyse bien des efforts, on peut citer plusieurs exemples de caisses d'épargne qui, grâce à l'initiative de leurs administrateurs, collaborent à des entreprises du plus haut intérêt, notamment à des sociétés de construction de cités ouvrières, analogues « aux building societies » et à la Société mulhousienne.

La loi du 30 novembre 1894, sur les habitations à bon marché, a autorisé la Caisse des Dépôts à employer le cinquième de la réserve fournie par les caisses d'épargne en obligations négociables des sociétés de construction de **maisons** ouvrières (faculté dont il ne fut que peu profité).

La Caisse de Lyon a directement consenti des prêts hypothécaires à des sociétés de ce genre.

A Marseille, grâce à l'initiative de M. Rostand, la caisse d'épargne a entrepris la construction de maisons ouvrières qui sont louées bon marché ou vendues à crédit. Elle a souscrit 20.000 fr. à la « Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille » et a contribué à la fondation de la « Pierre du Foyer. »

A l'étranger, les caisses d'épargne jouent réellement le rôle de banques populaires. En Italie, rapporte M. Mabillean, elles se considèrent comme la banque de la contrée où elles opèrent, en centralisant, régularisant et distribuant le capital issu du travail des habitants. En Allemagne, fait remarquer M. Rostand, les caisses d'épargne jouent, à côté des banques Schulze-Delitzche et Raiffeisen, le rôle d'instrument de crédit populaire.

1° encouragement à l'épargne ; 2° conduite des capitaux vers les œuvres utiles et rémunératrices.

Les Caisses d'épargne remplissent admirablement cette première partie de leur rôle : tandis que pour les dépôts, dans le genre de ceux qui sont faits aux caisses, c'est-à-dire fonds plus ou moins importants, dont le remboursement se fait à vue, les banques versent à leurs clients un intérêt de $\frac{1}{2}$ % l'an, la caisse sert un intérêt six fois plus grand. Les intérêts capitalisés forment très rapidement boule de neige, en telles sortes que les caisses d'épargne finissent par être un encouragement autant pour la moyenne épargne que pour la petite : un capitaliste modeste (mais capitaliste tout de même), possesseur de 1.500 francs, aimera mieux placer cet argent à la caisse d'épargne, où il le peut venir chercher aussitôt qu'il en a besoin, plutôt que d'acheter un titre de rente, dont la négociation est plus compliquée, et qui ne lui donnera pas un intérêt plus fort que celui versé par la caisse.

C'est en telle sorte, disons-le en passant, que, pour qui veut se rendre un compte exact des progrès de l'épargne populaire, les statistiques seraient facilement un trompe-l'œil, si, toutefois, on n'examinait que le chiffre total des sommes : les gros livrets (et on peut donner ce nom à tous ceux dont le chiffre atteint de 900 à 1.000 francs), bien que moins nombreux que les petits, représentent des sommes beaucoup plus considérables.

Pour la seconde partie de leur rôle, les caisses semblent bien y avoir complètement échoué, à cause de l'uniformité et de la centralisation auxquelles notre législation les a condamnées. A moins d'autorisation, elles emploient leurs fonds en achats de valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat (art. 10 de la loi du 20 juillet 1895) et autres placements qui n'ont rien à voir avec les œuvres d'éducation sociale, pour lesquelles il serait si souhaitable de les voir travailler : sociétés coopératives de tous genres, habitations à bon marché, etc., etc.

Elles devraient être les éducatrices, non pas seulement de l'épargne, mais aussi « de ces organes économiques nouveaux, empreints d'une idée de rénovation sociale, qui ne peuvent pas encore, sur le terrain strictement économique, vivre d'une existence indépendante » (C. Brouillet).

Parmi les œuvres au secours desquelles les caisses d'épargne pourraient venir, figurent justement en première ligne les Monts-de-piété. Nous reviendrons plus tard sur cette question, et nous verrons ce qui s'est fait dans ce sens autrefois, et ce qui se fait de nos jours à l'étranger.

Etudiant le rôle social des caisses d'épargne, approuvant les efforts faits pour attirer les petites sommes que l'on y voit fructifier rapidement, mais blâmant la présence prolongée dans leurs coffres des gros dépôts, qui sont à la fois stagnants et encom-

brants, M. Brouillet écrit : « Protectrice efficace des épargnes embryonnaires, elles offriraient un asile temporaire aux capitaux déjà formés. Educatrice de ceux qui aspirent à être capitalistes, elles n'offriraient pas, à ceux qui le sont déjà, les moyens définitifs d'un placement rémunérateur à l'excès, pour la qualité du débiteur et la nature du prêt. »

Le rôle exact des caisses d'épargne est donc, en résumé, de prendre les économies si petites soient-elles, de les faire fructifier et de les faire devenir petit capital.

Les ouvriers qui peuvent (et ils ne le peuvent pas tous) prélever sur leur salaire la petite part destinée à être le capital futur, ne sont pas, lorsque ce petit capital est constitué, complètement à l'abri de la misère ; ils ont néanmoins une réserve qu'ils peuvent entamer (pour la reconstituer plus tard), pour faire face à une maladie ou à un chômage. C'est pour cela que les caisses d'épargne sont si précieuses pour les classes ouvrières.

Mais, et c'est la véritable question qui se pose, tous les ouvriers ne peuvent pas prélever sur leur salaire journalier, parce que trop bas, les petites économies indispensables à la génération du futur petit capital ; le pourraient-ils qu'ils ne le savent : leur éducation est incomplète, et beaucoup ignorent encore la prévoyance. Peut-on leur faire un crime de leur pauvreté et de leur ignorance ? Qu'un des malheurs si fréquents

qui assaillent la famille ouvrière viennoise, les voilà désarmés, car il est trop tard pour prendre ses précautions : l'œuvre des caisses d'épargne est, en effet, à longue échéance.

★★

Les Sociétés de secours mutuels participent d'idées plus complexes et procèdent d'une théorie moins simpliste ; elles sont aussi plus perfectionnées et visent un but plus haut ; elles rendent ainsi beaucoup plus de services.

Le résultat qu'elles veulent obtenir est, selon l'expression de Bastiat, « une répartition, sur toutes les époques de la vie, des salaires gagnés dans les bons jours », mais aussi la répartition sur la tête de tous les membres des résultats pécuniaires de tel ou tel malheur qui vient fortuitement accabler l'un d'entr'eux.

Un ouvrier se fait recevoir d'une société de secours mutuels ; à peine a-t-il rempli ses conditions d'admission, et a-t-il payé sa première cotisation, qu'il sera soigné, s'il est malade, payé, si un chômage vient interrompre son travail, pensionné, si un accident fortuit le mutile, enterré sans frais pour sa succession (et c'est un avantage qui n'est pas à dédaigner pour une foule de raisons), si, le lendemain de son entrée dans la société, sa mort subite plonge sa famille dans la misère.

Ce sont là, d'ailleurs, des notions trop connues, pour que nous nous y appesantissions. Observons seulement, puisque c'est là notre but précis (1), à quelles catégories de personnes, les sociétés de secours mutuels peuvent servir, c'est-à-dire qui elles peuvent recevoir dans leur sein.

Laissons, bien entendu, de côté les membres honoraires, dont la cotisation constitue un fond de réserve et dont la présence désintéressée, tout en étant de la plus grande utilité au point de vue matériel (puisqu'ils apportent sans rien demander), et au point de vue moral (puisque cette présence contribue au bienfaisant rapprochement des classes), n'est aucunement indispensable.

Occupons-nous seulement des membres participants.

Ils doivent, pour être admis, être présentés par des parrains, être de bonnes vie et mœurs, n'avoir jamais

(1) On pourra se demander ce que les sociétés de secours mutuels ont à faire ici et nous objecter qu'elles ne sont pas des institutions de crédit populaire. Sans doute, leur but, n'est pas de prêter de l'argent à ceux qui en ont besoin (quoique beaucoup de sociétés servent de caisses d'épargne et de caisses de prêt), mais elles peuvent sans illogisme figurer parmi les institutions que nous passons en revue car, sinon dans leur but, du moins dans leur tendance et leur esprit, elles concourent à l'œuvre du crédit populaire en faisant l'éducation économique du prolétariat ; c'est pour cette raison qu'un grand nombre d'auteurs : Batbie, Vigano, Rayneri, Rostand, etc., les considèrent comme des institutions de crédit populaire.

subi de condamnations infamantes (une commission d'admission statue sur le cas de chaque candidat.) Ils doivent avoir un certain âge (les mineurs de 18 ans, et ceux qui ont dépassé 45 ou 50 ans, ne peuvent généralement pas se faire inscrire dans la plupart des sociétés.) Ils doivent ne point avoir de maladie chronique (un comité médical examine les candidats, et repousse tous ceux dont la constitution faible nuirait, par la probabilité de fréquentes indispositions, aux intérêts de la société.

Enfin, il faut payer une cotisation. Comme celle-ci est peu élevée généralement, c'est encore cette formalité qui est la plus facile à remplir.

Telles sont les conditions toujours exigées. Dans certaines sociétés, l'admission est encore plus sévère, et on exige la preuve (ce qui est assez draconien et semble aller à l'encontre du but poursuivi) que le candidat a des moyens honorables et suffisants d'existence.

Aussitôt qu'une de ces conditions cesse d'être remplie, aussitôt qu'une cotisation est impayée par manque de ressource, aussitôt qu'une condamnation est prononcée (personne n'est infaillible, et il faut tout prévoir de la part d'hommes dont l'éducation encore incomplète ne peut refréner tous les instincts), aussitôt qu'une faute (dans certaines sociétés) contre l'honneur, la morale ou même la discipline de l'atelier est commise, le sociétaire est rayé du contrôle de la so-

ciété de secours et perd le bénéfice de son affiliation.

On ne saurait blâmer cette rigueur, car il faut bien que des règles existent et qu'elles soient respectées, quand cela ne serait que pour la sauvegarde de ceux qui s'y soumettent. Il n'en est pas moins vrai qu'il se peut trouver des hommes qu'une faute passagère et souvent inconsciente exclue de ces organes de crédit populaire : du fait qu'ils se trouvent sous le coup de la loi, ils sont, à ce point de vue, hors la loi, et sont privés, par suite d'un égarement parfois momentané, des secours de la solidarité.

C'est qu'en effet, dans toutes les institutions de crédit populaire où se fait le véritable crédit personnel, où l'on ne demande au client ni dépôt d'un gage, ni (comme dans les caisses d'épargne) la patiente mise de côté de sommes d'argent, on a égard, comme il sied, à la valeur morale du demandeur. Dans ce cas, selon l'expression de M. Rayneri, le crédit repose sur un capital de moralité et de vertus, qui vaut le capital argent. Que l'on jette les yeux sur les banques *Schulze-Delitzsch*, sur les sociétés agricoles *Raiffeisen*, etc., etc., on retrouve toujours, et c'est justice, l'importance attribuée à la valeur intrinsèque de l'individu.

*
**

« L'idée maîtresse de Schulze, dit M. Desloges, est que, pour jouir du crédit, il faut le mériter ; on le mérite par la pratique de l'épargne, et on l'obtient en se

groupant en association et en offrant comme garantie, outre un capital social (1), la responsabilité solidaire (2) de tous les associés. »

Lorsqu'après 1848, Schulze fonda ses premières banques, c'est à la partie pauvre et déshéritée de la population qu'il s'adressait : aux petits artisans, aux petits agriculteurs (3), aux ouvriers. Mais peu à peu, ces institutions ont fini par la force des choses à ne s'adresser qu'à une élite (4).

Quelles conditions faut-il remplir pour être admis ? Il faut payer un droit d'entrée de un à deux marks et

(1) Le capital est composé de deux parts : 1^o le capital action qui comprend les actions des sociétaires, lesquelles sont remboursées en cas de démission ; 2^o le capital de réserve formé par les droits d'entrée et par une part prélevée sur les bénéfices. Ce capital est partagé en cas de dissolution de la Société, mais les démissionnaires n'y ont aucun droit. Le fond de roulement est alimenté aussi par des dépôts et des épargnes.

(2) A l'origine, toutes les banques Schulze étaient à responsabilité solidaire illimitée, et cela a été la principale raison de leur succès. Actuellement, la loi de 1889 permet la constitution de société où chaque sociétaire n'est responsable que jusqu'à concurrence du montant de son action, mais les neuf-dixièmes des banques ont conservé le principe de la responsabilité illimitée.

(3) Bien que les banques Schulze soient surtout des instruments de crédit urbain, elles comptent dans leur sein des agriculteurs et des petits propriétaires ruraux dans la proportion de 1/3.

(4) « Tout individu présenté par deux sociétaires peut être affilié ; donc les associés n'ont pas tous la même profession : des hommes de lettres, des capitalistes même figurent à côté d'artisans, petits patrons ou commerçants » (V. Desloges, *Epargne et crédit populaires*).

souscrire une action : cette action est payée immédiatement ou par mensualité. Elle est nominative, personnelle et incessible ; elle a une valeur assez grande, qui peut aller jusqu'à 200 thalers ; chaque sociétaire ne peut en posséder qu'une seule.

Chaque banque verse un intérêt aux déposants puisqu'elle fonctionne comme caisse d'épargne, et sert un dividende assez élevé à chaque actionnaire. Les banques Schulze (et c'est le grand reproche qu'on peut leur faire) ont une malencontreuse tendance à vouloir faire trop de bénéfices et à servir de trop gros dividendes, elles vont ainsi à l'encontre de leur but, qui est de rendre le crédit très bon marché. Aussi l'intérêt qu'elles prélèvent pour les avances et prêts qu'elles consentent soit à leurs membres, soit aux étrangers, est très élevé et va jusqu'à 8 %.

Elles ont tendance à cesser d'être des instruments de crédit populaire, pour devenir des banques à l'usage des bourses moyennes qui veulent fructifier le plus possible : on leur a fait le reproche, en partie justifié, d'être non une œuvre moralisatrice, mais une affaire égoïste.

Les banques *Raiffeisen*, nées comme celles de Schulze vers 1848, à une époque de disette et de troubles économiques, s'adressent uniquement aux classes rurales, qu'elles ont pour but de secourir, d'instruire et d'améliorer physiquement et moralement.

Ces caisses (dont chacune est strictement limitée au

territoire d'une commune) ont le même principe que les précédentes : solidarité et responsabilité illimitée. Leur but est non point d'enrichir leurs membres, mais de subvenir à leurs besoins agricoles, de les aider dans leurs exploitations, et de consacrer les bénéfices qui peuvent résulter à la création d'institutions d'utilité publique.

Les membres n'ont aucun droit sur le capital social, et même, en cas de dissolution, celui-ci, au lieu d'être partagé et distribué comme dans les banques Schulze-Delitzsche, est versé dans la caisse de l'Union générale des associations coopératives rurales qui sert de lien fédératif entre toutes les banques Raiffeisen.

Le capital, en effet, est formé uniquement ou presque uniquement par les bénéfices des opérations. Il n'y a pas de capital souscrit, et si, pour obéir à la loi de 1889, chaque membre possède une action, cette action est d'un prix dérisoire, entraînant par conséquent un dividende presque nul.

« La loi de 1889, disait au Congrès du Crédit populaire de Lyon, en 1892, M. Raiffeisen fils, nous a imposé les actions, mais comme elle n'en marque pas le minimum, nous avons fixé un maximum de 15 marks, le minimum adopté par beaucoup de nos caisses est de 2 marks ; une société par actions devant payer un dividende, nous le payons, mais seulement jusqu'à concurrence de 4 % ; cela rapporte à chacun des membres

un bénéfice annuel de 4 à 40 pfennigs (de 5 à 50 centimes).

Grâce au désintéressement absolu de ces banques, le crédit qu'elles donnent est très bon marché : elles prêtent au taux environ de 4 %, mais seulement aux sociétaires et encore pour faire face à un besoin strictement rural.

Les caisses Raiffeisen sont bien, dans toute l'acception du terme, des banques populaires, et elles ont su ne pas dévier de leur primitive ligne de conduite.

Les banques populaires d'Italie fondées, vers 1858, par Vigano et Luzzatti, sur le modèle des banques Schulze (1), ont rendu les plus grands services et ont à l'époque actuelle, pris un essor merveilleux. Malheureusement, elles ont, elles aussi, tendance à cesser rapidement d'être populaires : leur clientèle est très mélangée et compte un nombre relativement assez grand de personnes aisées et même riches (2). Ce sont presque des réunions de capitalistes, dont les classes pauvres s'éloignent intimidées et découragées par l'assez fort intérêt demandé pour les avances consenties. Comme dans les caisses Schulze-Delitzsche, l'in-

(1) Elles ne possèdent pas néanmoins le caractère qui a fait la fortune des banques populaires allemandes, le principe de la responsabilité illimitée.

(2) Voir le Rapport sur la Prévoyance sociale en Italie présenté par MM. Mabillean, Rayneri et de Rocquigny, envoyés en mission par le Musée social en 1897.

térêt augmente fatalement avec le total de plus en plus élevé des dividendes distribués aux actionnaires.

★★

Un grand nombre d'auteurs rangent, parmi les institutions de crédit populaire, les *banques d'Ecosse*, et, il y a déjà longtemps, M. Batbie écrivait : « Les banques d'Ecosse sont de vraies banques populaires. A l'encontre des banques anglaises ou continentales qui continuent à n'exister que pour certaines couches du monde commercial et industriel, les banques d'Ecosse ont pour clientèle toute la population productive du pays. »

Cette même opinion a été soutenue par M. Mac Leod qui, faisant le panégyrique de ces banques qui, dit-il, ont été pour l'Ecosse, ce que le Nil fut pour l'Egypte, faisait observer que les avances consenties par ces banques pouvaient être faites à toute personne « honorable », même appartenant à la classe la plus humble.

L'opinion contraire est professée par d'autres auteurs. M. Chabrol, dans son ouvrage *Le Crédit mutuel* (1896), écrit : « Les banques d'Ecosse, contrairement à ce que pensent certains écrivains, ne sont pas des banques populaires. S'il est vrai, qu'en fait, les ouvriers modestes, les petits agriculteurs ont trouvé, auprès des banques d'Ecosse, les quelques ressources qui leur étaient nécessaires pour s'établir et se déve-

lopper, c'est que ces banques, ne poursuivant qu'un but économique et financier, trouvaient plus sûr de multiplier les petits crédits que de risquer leurs ressources dans quelques prêts démesurés, exposés à la spéculation des joueurs. »

Il faut, en effet, réserver l'expression de banques populaires aux institutions qui, dans une pensée philanthropique de solidarité et d'éducation sociale, ont pour but de venir exclusivement au secours du prolétariat. Cette pensée philanthropique qui existe dans les banques Schulze et Luzzatti et qui, d'ailleurs, ne les a pas empêchées d'accueillir la clientèle aisée, a fait toujours défaut aux banques d'Ecosse. Celles-ci sont, comme dit M. H. W. Wolff, une institution égoïste à but pécuniaire, et si, en principe, le cash-credit (crédit à découvert) s'adresse à tous, même les plus humbles, en fait, on a tendance à ne le pratiquer que pour d'assez grosses sommes : au-dessous d'un certain taux, l'opération n'est pas assez rémunératrice pour la banque.

En effet, la Banque d'Ecosse, ancêtre des banques actuelles, fut fondée par John Holland (1), sur le modèle de la Banque d'Angleterre, dans un but purement pécuniaire. A cette banque vinrent, dans la suite,

(1) La Banque d'Écosse fut réglementée par un Act du Parlement écossais du 17 juillet 1695; la Banque d'Angleterre avait été fondée un an avant.

s'ajouter d'autres établissements qui étaient dits « incorporés ».

On en compte actuellement dix, qui, grâce à leurs très nombreuses succursales, rayonnent dans toute l'Ecosse.

Ces établissements, à notre époque, ont un rôle très complexe : ils se livrent, comme n'importe quelle banque, à toutes les opérations de crédit rémunératrices ; ils servent de caisses d'épargne et allouent un intérêt aux déposants, pour toute somme si minime soit-elle, et si court que soit le délai de prêt ; enfin, et c'est là leur originalité, ils font à toutes personnes honorables et laborieuses des avances, même à découvert.

Ce n'est d'ailleurs pas dans un but désintéressé que les banques d'Ecosse font ces avances : jouissant du privilège d'émettre des billets au porteur, elles ont été rapidement amenées pour écouler le plus possible leur papier monnaie, à attirer les clients les plus nombreux et au besoin les moins riches ; le cash-credit fut l'appas employé.

Chacun, dans cette opération, trouve son bénéfice : la banque ouvrant un compte courant à son client, connaît par le détail sa situation financière et ses ressources : de plus, ce nouveau client a fourni des cautions qui sont responsables de l'insolvabilité éventuelle de celui qu'elles ont présenté.

« A Edimbourg, à Glasgow, à Perth, l'ouvrier qui

a besoin d'avance, le commis, même dénué de tout capital, qui veut s'établir, l'agriculteur ou le commerçant qui veut développer son exploitation ou ses affaires, fixer son capital personnel au moyen d'un capital circulant, se présente devant le trésorier de la banque ou de la succursale (manager), assisté de deux ou trois de ses amis, pris parmi les clients de la banque. Ces derniers attestent la moralité, l'honorabilité du client nouveau, et se portent garants pour lui de la somme dont il a besoin. La banque lui ouvre alors un crédit équivalent à cette somme, et il en fait usage selon ses convenances » (Laurent, *Le paupérisme et les institutions de prévoyance*).

Evidemment, tout le monde ne peut pas s'adresser à ces banques, quelles que soient leurs facilités de prêt : il faut avoir des amis qui soient déjà clients et qui consentent à être caution, chose qu'ils ne feront que si la situation pécuniaire du futur emprunteur ne laisse pas trop à désirer.

Néanmoins, il faut reconnaître les énormes services que ces banques rendent en Ecosse. En admettant qu'elles ne soient pas des institutions de crédit populaire, elles en remplissent fort heureusement le rôle, et ont su très habilement se glisser dans toutes les classes, tandis qu'un grand nombre de banques populaires, bien que fondées uniquement dans l'intérêt du prolétariat, se laissent envahir par l'esprit capitaliste.



En France, grâce à l'initiative de quelques philanthropes, au premier rang desquels il faut citer le R. P. Ludovic de Besse et M. Rayneri, nous avons (en petit nombre, il est vrai, et depuis peu de temps, 1875) quelques *Banques populaires* (1). Elles ne se livrent pas, comme en Ecosse, aux opérations générales de banque ; elles ont un but strictement limité qui est de rendre service à leurs clients ; ce ne sont point cependant des établissements de bienfaisance : « Une banque populaire qui veut s'assurer un avenir durable, dit Schulze-Delitzsch, doit avoir soin de repousser toute apparence d'institution de bienfaisance. Sa mission n'est pas de distribuer des secours aux indigents, mais de protéger contre l'indigence. Elle n'est pas un hospice d'incurables, mais une institution d'hygiène économique. »

Ce sont des établissements *sui generis* s'adressant

(1) Il y a actuellement en France 25 banques populaires qui sont, comme les banques italiennes, des sociétés anonymes à capital variable.

La plus importante, celle de Menton, a été fondée en 1883, au capital de 100.000 francs, capital qui a été dans la suite porté à 300.000 francs. Elle compte dans son sein près de 500 sociétaires appartenant pour la plupart au monde du petit commerce et de la petite industrie. Toutes les classes sociales d'ailleurs y sont représentées.

Cette banque consacre ses bénéfices à des œuvres sociales ; elle a fondé une imprimerie coopérative et des caisses agricoles.

à une clientèle spéciale (1), possédant des qualités et même des vertus nombreuses : « Une banque populaire, dit M. Rayneri, dans son *Manuel de banques populaires*, est une association de travailleurs honnêtes, d'hommes de progrès, qui, sans distinction d'opinion et de confession, mettent en commun leur épargne, leur expérience, leur intelligence pour se procurer mutuellement le crédit à bon marché, diriger vers les activités locales une partie des capitaux disponibles et bénéficier des produits des opérations communes. »

Cette clientèle d'élite est limitée et fermée ; tout le monde ne peut pas en être. « Mais, nous dira-t-on, tout le monde peut donc être admis dans les associations coopératives de crédit ? Oui, si ceux qui demandent à en faire partie sont honnêtes, ont de bons antécédents et la réputation de bien savoir gérer leurs affaires. Non, s'il s'agit d'éléments douteux, turbulents, de personnes qui voudraient faire passer leurs intérêts avant ceux de la masse. On doit être circonspect dans le choix des adhérents, s'entourer de renseignements et n'admettre que ceux qui sont en tous points dignes d'appartenir à cette famille de travailleurs. Car les banques populaires ne sont pas des sociétés de capitaux, et tout en revêtant la forme ano-

(1) Les banques populaires s'adressent à la partie inférieure de la classe moyenne et à l'élite de la classe ouvrière » (Desloges, *Epargne et crédit populaires*).

nyme, elles constituent de véritables associations de personnes où les qualités morales et les capacités professionnelles des membres viennent compenser la modicité du capital. »

Et M. Luigi Luzzatti, le fondateur des banques populaires italiennes dit : « Il y a une foule d'ouvriers qui ne peuvent pas faire partie de ces institutions. Il faut que les ouvriers commencent leur éducation dans les sociétés de secours mutuels et il ne convient pas de les pousser à se faire inscrire membre d'une banque populaire, si leur condition ne s'améliore pas. »

Pour conclure, il faut reconnaître que, grâce à la prévoyance et à l'association, nous nous trouvons en présence d'institutions diverses du plus haut intérêt, rendant et étant appelées à rendre, quand on saura mieux s'en servir, des services immenses aux classes populaires. Il est certain qu'à notre époque, un ouvrier, un petit commerçant, honnête, laborieux, économe, intelligent et (il faut tenir compte, si peu que ce soit, de ce dernier facteur) n'étant pas poursuivi par une malechance persistante, peut, dans notre organisation économique, encore imparfaite, mais qui a, durant ce dernier siècle, fait de si étonnants progrès, trouver les éléments suffisants pour éviter son abaissement social et un appui efficace pour aider son ambition.

Mais combien y en a-t-il, même parmi les classes dites éclairées, qui possèdent ces vertus.

Les ouvriers, voire ceux qui gagnent de gros salaires, et qui pourtant vivent au jour le jour, sont légions : qu'un malheur survienne, ils seraient réduits à l'humiliation du bureau de bienfaisance, après avoir été ruinés par les brocanteurs et les usuriers, s'ils ne pouvaient trouver au Mont-de-piété un secours immédiat, assez cher, mais pas ruineux, et surtout nullement humiliant.

Certes, il ne faut pas se dissimuler les défauts de ce relativement grossier instrument de crédit qu'est le Mont-de-piété : il ne peut être qu'un pis aller, et ne faisant guère que le crédit à la consommation, il ne peut être qu'un remède tout momentané dans une période de détresse.

Souhaitons qu'un jour, le plus prochain possible, il disparaisse comme inutile, devant une magnifique floraison d'institutions sociales plus perfectionnées ; ce jour-là, il aura fait son temps, et, malgré les services qu'il aura rendus et dont il faut lui être reconnaissant, on le verra disparaître sans regret. Mais hélas ! nous n'en sommes pas encore là, et il faudra bien, tant que les institutions d'hygiène économique (pour employer l'expression de Schulze-Delitzsche) ne seront pas assez nombreuses et efficaces, avoir des hospices sinon d'incurables, du moins de gens malades.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉFORMES DU MONT-DE-PIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

LA DIMINUTION DE L'INTÉRÊT.

Nous avons vu, dans ce qui précède, que le Mont-de-piété est une institution encore utile ; il n'est point, tant s'en faut, parfait. Examinons les modifications et les perfectionnements que l'on pourrait y introduire, pour lui faire rendre le maximum de services : ce sera le but de cette seconde partie de notre étude.

Le plus grand reproche qu'on puisse lui faire, avec quelque apparence de justice, est le taux qu'il exige des emprunteurs. S'il rend des services, dit-on, il les fait payer trop cher. « L'intérêt qu'il prélève, écrivait Rossi, entraînerait un simple particulier sur les bancs de la police correctionnelle. »

Les partisans de la liberté du prêt sur gage ont été plus loin, et ont soutenu que, pour justifier le monopole

dont jouissent ces établissements, ils devraient ne pas prélever d'intérêt, si bas soit-il, et prêter gratuitement suivant le précepte « *date mutuum nihil inde sperantes* », précepte que les premiers fondateurs ne purent, eux-mêmes, malgré leur esprit de charité, respecter bien longtemps.

Nous avons cité plus haut l'opinion de M. Blaignan, qui proposait de scinder les Monts-de-piété, et de les transformer en les dédoublant : d'une part, faire une banque de prêt sur gage, d'autre part, un établissement purement gratuit ouvert aux seuls indigents.

Est-il possible d'avoir des établissements complètement gratuits, et est-ce souhaitable ? C'est ce que nous allons examiner.

Dans la liste de tous les Monts-de-piété, nous voyons qu'il en est trois qui font le prêt gratuit : ce sont ceux de Lille, Montpellier, Grenoble. Voyons comment ils fonctionnent et quels sont les résultats obtenus.

A Lille, il y a deux établissements : un Mont-de-piété faisant payer à ses clients les services qu'il leur rend, et une fondation gratuite ouverte aux seules personnes besogneuses.

Cette dernière fondation est due à la générosité posthume d'un bourgeois de Lille, Bartholomé Masurel, qui fut frappé de ce que l'institution, exclusivement charitable, dans ses débuts, du Mont-de-piété, semblait avoir manqué absolument son but, qui est le soulagement immédiat et gratuit des pauvres, et qu'au con-

traire, elle était ouverte, aux mêmes conditions pécuniaires, aux commerçants, aux riches, aux pauvres. Il eut l'ambition de réaliser le rêve des généreux fondateurs des premiers Monts-de-piété et il légua, en 1607, toute sa fortune pour l'érection d'un établissement ouvert aux personnes pauvres et nécessiteuses à l'exclusion absolue des personnes riches, et de celles qui ont la réputation de tenir une mauvaise conduite, ou d'avoir de la négligence pour leurs affaires. « Ces dernières personnes seront, si elles se sont indument adressées à l'œuvre, signalées aux magistrats, comme s'étant prévalués sans droit de moyens particulièrement destinés aux pauvres. »

Le capital ainsi légué était de 150.000 livres parisis.

Pendant deux siècles, jusqu'à la Révolution française, la fondation vécut et rendit des services, grâce il faut le dire, au concours de la ville de Lille qui, à plusieurs reprises, alimenta son capital. La Révolution ne respecta aucun Mont-de-piété et la fondation Masurel, emportée dans la tourmente, fut presque complètement ruinée : la fortune léguée par son fondateur fut réduite à une dizaine de mille francs, grâce au régime des assignats et à la remise gratuite des gages de minime valeur, mesure dont nous avons eu déjà l'occasion d'apprécier les effets.

Son capital a été, depuis, en partie reconstitué : ce qui restait fut prêté au Mont-de-piété et les intérêts capitalisés produisirent une somme de cent cinquante

mille francs, quelque trente ans après. Mais, depuis cette époque, l'œuvre n'a plus retrouvé le succès et la vogue d'antan ; on pourrait presque dire qu'elle végète : elle a de l'argent qu'elle ne sait trop comment employer : les clients emprunteurs manquent.

Très probablement, il faut voir là un effet de la diminution des droits perçus par le Mont-de-piété payant et aussi, sans doute, une augmentation de la dignité des pauvres gens qui répugnent à aller là où la charité est trop ouvertement faite, et où, surtout, la médiocrité du service rendu ne compense pas l'humiliation que l'on a de le solliciter.

Au cours du dernier siècle, les fonds Masurel furent mis à la disposition du Mont-de-piété, dans le but de permettre (en 1844) aux indigents d'engager, sans payer d'intérêt, les objets de peu de valeur (au-dessous de 30 francs), et (en 1849) de dégager sans frais les mêmes objets ; de plus les prêts de deux francs étaient gratuits.

Il suffisait pour bénéficier de cette mesure charitable de produire, comme attestation d'indigence, un cachet d'un bureau de bienfaisance.

Personne ne voulut, pour économiser quelques centimes, se soumettre à cette obligation un peu dégradante et à des formalités fastidieuses (1).

(1) « Les indigents ont refusé l'avantage qui leur était offert et le motif de cette abstention est facile à comprendre. L'intérêt d'un prêt de deux francs accordé par le Mont-de-piété, en échange

On s'est demandé, pour employer ces fonds, si on ne pouvait les utiliser pour la construction de logements ouvriers ; on a proposé aussi de les donner tout simplement au Mont-de-piété de Lille à titre de dotation, pour réduire l'intérêt qu'il prend à tous ses clients. Mais l'une et l'autre de ces propositions, tout en étant des plus intéressantes et des plus utiles, avaient le défaut de ne tenir compte en aucune manière des intentions du donateur, qui ne pouvait prévoir, à quelques siècles de là, quelles complications le progrès, les vicissitudes politiques et le changement des mœurs introduiraient dans son œuvre généreuse.

A l'heure actuelle, on a eu beau élever jusqu'à deux cents francs le maximum du prêt gratuit, l'administration de la fondation Masurel est obligée de battre, sans grand succès, le rappel des clients besogneux, mais honorables.

L'histoire du *Prêt gratuit de Montpellier* a été étudiée dans l'ouvrage très complet, très instructif et très

d'un gage déposé pendant quarante-cinq à cinquante jours, durée moyenne des engagements, ne coûte que deux ou trois centimes et les emprunteurs ne se soucient pas pour une si faible somme de perdre leur temps en démarches ».

« Une partie considérable du capital reste toujours sans emploi direct..... parce que plus de la moitié des engagements qui se font ne dépassent pas cinq francs et qu'en calculant sur trois mois et demi, durée moyenne du séjour dans les magasins, le dégage-ment gratuit ne donne lieu qu'à l'exonération de 9 centimes d'intérêt » (Rapports sur le fonctionnement de la fondation Masurel).

documenté que l'un de ses administrateurs, M. Mandon, a consacré à cette œuvre. Cette institution, qui rappelle tout à fait, par son but, ses tendances et son esprit, les tentatives généreuses des premiers fondateurs de Monts-de-piété, a été créée par l'évêque de Montpellier, Mgr de Pradel, en 1684, sous le nom de Confrérie du prêt charitable, ou Confrérie du Mont-de-piété. Les évêques qui succédèrent à Mgr de Pradel, notamment Mgrs de Charancy et de Villeneuve, la prirent sous leur protection. C'était, non point un établissement de crédit, mais une société de bienfaisance pure, une sorte de confrérie laïque, placée sous l'autorité des évêques. De nos jours et depuis 1797, c'est le maire de la ville de Montpellier qui est le président du conseil d'administration.

Depuis la fondation, l'œuvre n'a cessé d'exister et, même pendant la Révolution, elle a rendu des services. Son organisation actuelle et son fonctionnement sont calqués sur les statuts élaborés par ses fondateurs et confirmés par les lettres patentes de Louis XV (1745), sauf quelques modifications de détail.

L'institution prête à toute personne sans distinction de culte ou d'opinion ; mais il faut noter que des précautions sont prises à l'égard des mineurs, des inconnus et des personnes suspectes, ce qui implique la nécessité éventuelle d'enquêtes faites sur la moralité et l'identité des clients.

La liste des différentes sortes d'objets qui peuvent

être mis en gage est très courte : objets d'or, d'argent et de cuivre, linge. On exclue donc tout ce qui peut se détériorer ou tout ce qui est encombrant. Les prêts sont des $\frac{2}{3}$ de la valeur de l'objet, et il n'y a pas, sauf cas exceptionnels, de limitation, maximum ni minimum. Les prêts sont consentis pour un an, un an et demi, ou même deux ans ; le client peut rembourser par acompte, ce qui évite bien des ventes aux enchères. D'ailleurs, cette vente est toujours fractionnée, si la nature de l'objet s'y prête. Les bureaux ne sont ouverts que deux jours la semaine, ce qui est suffisant pour la clientèle, relativement restreinte, qui y fréquente : le lundi pour les dégagements ; le jeudi, pour les engagements, de 8 à 11 heures. Enfin, et c'est là que se décèle le caractère nettement philanthropique et charitable de l'œuvre, toutes les fonctions sont gratuites ; seuls le concierge et un secrétaire d'administration sont appointés.

Les administrateurs font tout par eux-mêmes, et avec le désintéressement le plus complet : tenue des livres et de la caisse, réception des gages, estimation, délivrance des gages, etc... Ils se font même au besoin commissionnaires, et toujours bénévolement. Les commissionnaires, en effet, ne sont pas tolérés à Montpellier, et l'existence de ces intermédiaires intéressés, que beaucoup de Monts supportent encore et dont Paris s'est débarrassé, grâce aux bureaux auxiliaires, serait absolument incompatible avec l'œuvre

toute gratuite de la fondation de Mgr de Pradel. Les clients pressés ou timides, qui n'osent ou n'ont pas le temps d'aller au siège social, peuvent aller chez un des administrateurs qui prend le gage, l'estime, avance l'argent et se donne la peine d'engager lui-même l'objet au prêt gratuit sous son propre nom au besoin, si le client a répugnance à se voir figurer sur les registres de l'œuvre.

Le caractère purement charitable se décèle aussi par la nature des ressources de l'œuvre. Ces ressources se composent de dons, de legs, et des cotisations des administrateurs, qui se font ainsi les bailleurs de fonds désintéressés de l'institution dont ils sont, en même temps, les employés volontaires.

La ville de Montpellier fournit, tous les ans, une subvention et possède un droit de contrôle sur la gestion de l'œuvre qui, d'ailleurs, est soumise à l'Inspection du Ministère de l'Intérieur : un rapport annuel est rédigé et adressé à l'administration municipale.

La même année que la fondation de la confrérie du prêt charitable de Montpellier (1684), fut instituée à Angers une *Caisse de prêt sur gage* sous les auspices de Mgr Henri Arnault. La gratuité n'est pas complète : 40 % seulement des prêts sont gratuits. Pour les autres, on prélève une retenue proportionnelle à leur taux, et qui varie de 15 centimes à 50 centimes, retenue destinée à faire face aux frais d'assurances.

Le nombre de personnes emprunteuses est relativement très faible : sept à huit cents par an.

A *Nice*, fut fondé, le 15 mars 1590, par l'œuvre de la Miséricorde, un prêt gratuit, que quelques années plus tard, André Caravadossi dota richement. Lorsqu'en 1861, Nice fut annexée à la France, on respecta cet établissement, de même que, lors de l'annexion de Lille, la fondation Masurel subsista en vertu d'une clause de la capitulation.

Les ressources de cette œuvre proviennent de dons, de legs, de subventions et aussi, bien que le prêt soit gratuit, d'offrandes bénévoles qu'il est d'usage, pour ceux qui ont été clients, de déposer en signe de reconnaissance. On prête uniquement sur les matières d'or et d'argent, et seulement la moitié de la valeur du gage. La clientèle est de quinze cents annuellement environ.

Depuis 1692, existe à *Grenoble* une caisse de prêt gratuite reconnue par lettres patentes de Louis XIV ; les statuts et règlements furent calqués sur ceux de la confrérie du prêt charitable de Montpellier et l'inspiration qui lui donna naissance est la même.

Cette caisse ne cessa jamais de fonctionner, même sous la Révolution ; elle prête actuellement pour un an (en fait, il y a une tolérance pour deux années) à près de 2.000 personnes.

A la même époque, un prêt gratuit fut fondé à *Marseille* (1697), mais il ne fut gratuit que peu de temps :

au bout de quelques années, un intérêt de 4 % fut exigé, pour couvrir les frais qu'entraînait son fonctionnement. « A Marseille, dit M. Mandon, l'administration de l'œuvre, dans cette grande ville, exigeait un travail considérable et, par suite, un nombreux personnel salarié. »

Beaucoup plus près de notre époque, en 1828, fut instituée à *Toulouse*, grâce à des dons et legs, à côté du Mont-de-piété qui existe dans cette ville, une caisse de prêt gratuit, qui refuse toute rétribution de la part des déposants. Annuellement 120.000 francs environ sont versés par cette caisse aux emprunteurs, ce qui est peu relativement aux mouvements de fonds considérables du Mont-de-piété dont les services sont payants.

Il n'y a jamais eu à Paris d'institution organisée de prêt gratuit. Néanmoins, plusieurs tentatives, d'ailleurs infructueuses, ont été généreusement faites, pour venir en aide à certains emprunteurs.

En 1844, M. Delaroche, directeur du Mont-de-piété, proposa de consacrer 400.000 francs pour permettre aux indigents de venir, sans payer de frais, engager des objets ; 4.000 francs seulement furent employés : on exigeait seulement un certificat d'indigence. Quelques années plus tard, on renouvela la tentative, et on permit aux indigents, munis du certificat en question, de retirer, sans frais, leurs gages. Ce fut un nouvel échec.

La raison en est simple : les objets à retirer avaient forcément peu de valeur et supportaient, par conséquent, peu de frais. Le cadeau qu'on faisait à leurs propriétaires, en les tenant quittes de tout droit, était dérisoire et ne compensait pas l'humiliation et la perte de temps (1).

De ce rapide coup d'œil sur le prêt gratuit en France, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

D'abord, la gratuité complète est très rare ; dans beaucoup d'établissements, les emprunteurs paient un léger droit d'assurances, ou laissent une traditionnelle offrande. Le prêt est peu élevé (et c'est justement le grand reproche que l'on fait avant tout aux Monts-de-piété). On prête les $\frac{2}{3}$ ou même seulement la moitié de la valeur ; et pourtant les objets sont de ceux qui ne se détériorent pas ou que peu : or, argent, cuivre, linge. Leur liste est très limitée : un homme qui n'a pas de linge de trop et pas d'objets métalli-

(1) Une tentative peu fructueuse fut faite dans le même sens récemment.

En 1906, M. Henri Rousselle proposa au Conseil municipal de consacrer 50.000 francs pour la restitution gratuite des gages représentant des objets de première nécessité ; une seule condition était exigée : que la reconnaissance appartint encore à l'emprunteur et n'ait pas été vendue à un marchand.

Sur les 50.000 francs, 44.802 fr. 10 furent employés.

Sans doute, la vente d'un grand nombre de reconnaissances annihila cette tentative charitable, mais très probablement aussi la dignité des emprunteurs joua comme auparavant un rôle important dans cet insuccès.

ques de valeur risque fort de ne pouvoir emprunter. La clientèle est restreinte et cela pour deux raisons : les uns refuseront de s'adresser à une œuvre de pure charité (et le prêt gratuit en est franchement une), d'autres « inconnus ou suspects » ne seront pas, comme bien on pense, accueillis par les administrateurs.

M. Claveau, inspecteur général au Ministère de l'Intérieur, écrivait dans un substantiel rapport, vieux déjà de nombreuses années : « Il y a, selon nous, une très grande différence à établir entre les œuvres qui, placées à côté des Monts-de-piété prêtant à titre onéreux, complètent heureusement le système d'organisation de la bienfaisance, et les œuvres de prêt gratuit auxquelles doivent s'adresser tous les emprunteurs sans distinction. Ces dernières sont forcément entraînées soit à accorder des facilités incompatibles avec la prudence que réclame l'allocation d'un secours tout gratuit, soit, au contraire, pour user d'un discernement nécessaire, à subordonner le prêt au résultat d'une enquête. »

Le prêt gratuit ne peut exister que dans une ville de petite ou moyenne importance, où l'on se connaît, et, du moins, où l'enquête sur la moralité et le degré de dénuement de tel ou tel client inconnu est possible; tandis qu'à Paris, où journellement 4.000 personnes viennent contracter un prêt de moins de 20 francs, cette enquête serait impraticable.

Il faut, de plus, que la caisse de prêt gratuit soit ali-

mentée par une fondation qui la mette à l'abri des vicissitudes de la fortune et des accidents qu'entraînent certains événements politiques et économiques. Des œuvres, comme celle de Montpellier, peuvent rendre des services grâce à la présence d'administrateurs désintéressés, résolus à payer non seulement de leur poche, mais de leur temps et de leur peine, qui acceptent bénévolement de remplir toutes les fonctions, avec un esprit de solidarité auquel on ne saurait rendre trop d'hommages. Mais trop de conditions matérielles et morales doivent être satisfaites pour que de telles œuvres se multiplient : peu de gens sont capables de faire un travail de longue haleine avec désintéressement, et presque personne ne songerait plus à léguer sa fortune pour une fondation de ce genre : au point de vue des œuvres sociales, il y a d'ailleurs à notre époque mieux à faire.

Le crédit gratuit serait-il possible, qu'on pourrait se demander, avec un auteur presque contemporain, s'il serait souhaitable. M. Horn écrivait, dans la préface du *Crédit populaire* de Bathie : « Pour attirer le capital qui les fuit vers les classes ouvrières, vous commencez par déclarer qu'elles n'entendent rien donner en retour des services qu'elles réclament. Ce n'est point de la cherté du crédit, c'est de son absence que souffrent la petite industrie et la moyenne. Qu'il apparaisse, et elles seront empressées de le payer largement... De plus, les classes travailleuses ont aujour-

d'hui l'intelligence économique assez développée pour comprendre que le crédit « gratuit » devrait, en fin de compte, être payé par quelqu'un. Ce quelqu'un ne saurait être que l'Etat. »

Même dans les sociétés de secours mutuels où, nous l'avons vu, le recrutement permet à chaque membre de connaître son voisin, le prêt gratuit est très peu usité en France. On peut citer évidemment quelques groupes, comme la Société de secours de Figeac et la Société typographique parisienne, qui le pratiquent, et qui ont une caisse *ad hoc* alimentée soit par le fond social, soit par un fond spécialement destiné à cet effet. Il en est par contre un grand nombre qui refusent de s'en servir. Voici, par exemple, un extrait de la notice sur la Caisse d'épargne et de prêt mutuels de Nîmes : « Les premiers règlements n'accordaient aucune rémunération au capital versé, et ne demandaient aucun intérêt aux emprunteurs ; mais l'expérience a bientôt démontré que cette mesure, inconsciemment calquée sur d'autres statuts, était peu pratique en décourageant les dépôts de l'épargne et en ne donnant aucun stimulant pour presser le remboursement des sommes prêtées. Les règlements ont été révisés en conséquence, et, aujourd'hui, les actions et les versements de l'épargne touchent, par fraction de 5 francs, un intérêt de 3 % et les prêts supportent un intérêt de 3 $\frac{1}{2}$ %. »

Il faut noter, d'ailleurs, que nous nous trouvons ici

en présence non d'une société de crédit poursuivant un but intéressé, mais, au contraire, une œuvre de bonne et intelligente solidarité : « toutes les fonctions sont gratuites... Il n'y a ni gérant ni employé salarié. »

L'étranger nous offre le même exemple. En Irlande, qui est un des pays où le prêt sur gage est le plus cher malgré la liberté dont jouit ce commerce, il existe, à côté des pawn-brokers libres, à côté de ces industriels qui font payer leurs services (comme notre Mont-de-piété fait payer les siens), mais beaucoup plus cher que lui, il existe des établissements charitables, fondés dans un but purement philanthropique : ils font fort peu d'affaires. « La fierté de l'homme, dit M. Batbie, éloigne les emprunteurs de la charité qui humilie, et les porte de préférence aux bureaux de prêt, quoique le service demandé y coûte beaucoup plus cher. »

Et d'ailleurs, d'une manière générale, les services rendus par le prêt gratuit sont-ils considérables et peuvent-ils l'être ? A la fin d'une étude sur les opérations du Mont-de-piété de Paris, publiée dans le *Journal de la Société de Statistique*, M. Edmond Duval, examinant les sommes relativement faibles prêtées à Grenoble, Nice et Montpellier, écrivait : « Il est facile de constituer (dans ces villes) un fonds suffisant à la mise en pratique du prêt gratuit ; mais à Paris, 10 millions sont nécessaires pour fixer le prêt gratuit au

maximum de 15 francs, et il faut plus de 25 millions si l'on veut, comme à Grenoble, fixer ce maximum à 100 francs. Quels services rendra-t-on à cette nouvelle catégorie d'assistés ? Pour plus de 176.000 d'entre eux, l'aumône sera de 5 centimes ; pour 117.000, de 10 centimes ; pour 123.000, de 15 centimes ; pour 77.000, de 20 centimes ; pour 102.000, de 25 centimes. Pense-t-on que ce bienfait, qui ne consiste qu'en une exonération de paiement au prix d'une humiliation, sera bien accueilli ? Ce qui se passe à Lille l'indique. La fondation Masurel, de prêt gratuit, a fait, en 1886, 12.405 opérations pour 87.318 francs, et le Mont-de-piété, qui fonctionne pour la même ville, a prêté à 8 %, 1.280.640 fr. 50 à 171.429 emprunteurs. »

Nous venons de voir que le prêt gratuit était une chose sinon impossible du moins très difficilement réalisable et, de plus, que le peu de services qu'il pouvait rendre, mis en regard de tous ses inconvénients moraux et matériels, en faisait une institution à ne pas préconiser.

**

Cherchons donc, puisque le principal reproche qui a été fait aux Monts-de-piété par certains économistes, dont fut Rossi, est de prélever un intérêt trop lourd, s'il serait possible de diminuer cet intérêt.

Il y a, semble-t-il à première vue, un moyen bien simple de diminuer les sommes que les classes ouvrière-

res (car ce sont celles qui nous intéressent le plus et dont il faut avant tout améliorer le sort) versent aux Monts-de-piété. Ce serait d'établir une progression, de manière à exonérer les prêts sans importance et à faire payer à ceux qui empruntent sur des objets de grosse valeur et qui, par conséquent, appartiennent à des classes plus aisées, un intérêt beaucoup plus fort, pour permettre au Mont de compenser les pertes qu'entraînerait la diminution de l'intérêt des petits prêts. Et on se base sur ce fait que le Mont (du moins celui de Paris) a une clientèle aisée assez nombreuse. Quoi de plus facile que de faire payer aux uns les exonérations en faveur des autres. Ce serait, en apparence du moins, une manifestation de solidarité.

En fait, la chose est impossible. On se demande d'abord comment et sur quelles bases on pourrait, sans tomber dans l'arbitraire, l'injustice et les vexations, établir l'échelle de progression.

On risquerait fort de voir fuir justement les clients les plus précieux c'est-à-dire les plus riches, ceux qui rapportent le plus.

D'ailleurs ce serait l'exagération outrancière de ce qui, malheureusement pour le Mont-de-piété, existe déjà : il y a un certain nombre de prêts qui, quelle que soit la durée du séjour des gages dans les magasins, ne rapportent jamais autant qu'ils coûtent ; ces prêts sont d'abord ceux de 3, 4, 5 francs qui séjournent moins de deux mois et qui sont exonérés du droit de

6 % (droit calculé proportionnellement à la somme prêtée et au séjour du gage en magasin), puis ceux de 5 à 35 francs environ (1) qui, tout en étant soumis à tous les droits, ne pourront, étant donné leur peu de valeur et par conséquent le peu de frais qu'ils paient, faire rentrer l'administration du Mont-de-piété dans tous ses débours.

Les prêts qui rapportent sont ceux qui séjournent un certain nombre de quinzaines et qui ont une certaine valeur (de 35 à 145 francs environ). Tous les ans, dans l'annuaire statistique de la ville de Paris, l'administration du Mont-de-piété fait dresser la liste et le graphique de ces opérations qui tantôt ne sont point rémunératrices, et tantôt le sont, selon la durée du séjour des gages.

Enfin, il y a des prêts qui par leur importance, les gages ne séjourneraient-ils qu'une quinzaine seulement dans les magasins, rapportent au Mont-de-piété un bénéfice. Il ne faut voir là aucune espèce d'impôt sur les riches, cette différence provient non d'une iné-

(1) Les chiffres que nous donnons et qui proviennent des dernières statistiques connues, ne sont pas immuables, bien entendu. Les opérations sont onéreuses ou rémunératrices selon que la somme payée par l'emprunteur est plus ou moins forte que les frais supportés par le Mont. Certains de ces frais sont variables (exemple : taux du loyer des fonds empruntés) en telle sorte que la limite qui sépare les opérations rémunératrices de celles qui ne le sont pas se déplace tous les ans.

galité de traitement, mais du jeu naturel des règlements du Mont-de-piété.

Néanmoins, le résultat est tel que c'est la clientèle riche, ou du moins ce sont les clients qui empruntent de grosses sommes sur des objets de valeur qui font vivre le Mont, et lui permettent de subsister malgré le déficit qu'occasionnent les petits prêts. Cela est si vrai, que l'on a pu considérer (et c'est là une idée originale qui mérite d'être signalée) le Mont-de-piété comme une véritable œuvre de mutualité. « Les Monts-de-piété ou banques de prêt sur gages, dit M. Neymarck dans le *Vocabulaire d'économie politique*, sont des associations d'assistance mutuelle entre les emprunteurs. Fonctionnant le plus souvent sans capital, ils ont recours à l'emprunt pour se procurer les fonds qu'ils prêtent ; sans dotation, sans fortune propre, ils vivent au moyen de droits perçus sur leurs débiteurs, et c'est, en résumé, une certaine catégorie de ceux-ci qui supportent avec les siennes propres les charges créées par les opérations d'une autre catégorie plus malheureuse. Dans cette mutualité, ce sont, en effet, les emprunteurs de sommes supérieures à 15 et 20 francs, que l'on peut considérer comme des capitalistes, qui pourvoient à toutes les charges de l'établissement et fournissent même quelquefois un certain revenu à l'assistance publique. »

Si on augmentait par un moyen quelconque les frais payés par cette clientèle, on la ferait probable-

ment fuir et ce serait un résultat particulièrement néfaste, peu propice à faire atteindre le but proposé.

★★

Il faut donc chercher d'un autre côté la solution du problème qui nous occupe. Mais tout d'abord, voyons quel est, au Mont-de-piété de Paris et dans les Monts de province, cet intérêt que l'on nous représente comme si exorbitant.

Voici le taux des intérêts qui sont exigés (1) :

Angers	1,29	Apt	6,18
Nancy	4,01	Limoges	6,23
Saint-Germain-en-Laye	4,33	Tarascon	6,26
Nice	4,73	Saint-Quentin	6,53
Lille	4,97	Arras	6,56
Lunéville	4,98	Bordeaux	6,87
Beaucaire	5,02	Reims	6,87
Aix	5,21	Besançon	6,95
Marseille	5,30	Valenciennes	6,95
Brignoles	5,33	Carpentras	6,96
Calais	5,37	Brest	6,99
Avignon	5,46	Douai	7,08
Arles	5,49	Le Havre	7,12
Nîmes	5,51	Dijon	7,27
Dunkerque	5,55	Versailles	7,61
Toulouse	5,56	Roubaix	7,79
Boulogne-sur-Mer	5,82	Nantes	8,01
Lyon	5,92	Cambrai	8,53
Alger	5,98	Oran	8,56
Toulon	6,13	L'Isle-sur-Sorgue	9,06
		Rouen	9,36

(1) Ce tableau est extrait du livre de M. Dumont sur l'*Organisation des Monts-de-piété en France*.

Nous passons sous silence, bien entendu, les œuvres purement charitables, qui font le prêt complètement gratuit.

A Paris (1) le taux est, depuis 1887, de 7 %. Voyons à quoi correspond ce chiffre et analysons le. Remarquons avant tout qu'il serait tout à fait injuste et illogique de comparer le Mont-de-piété à un banquier ou à un prêteur avançant, en prélevant un intérêt de 7 %, l'argent qui lui appartient à un emprunteur quelconque. Le Mont-de-piété est dans des conditions tout à fait spéciales : il n'a pas de dota-

(1) Nous nous occupons surtout du Mont-de-piété de Paris, qui est de beaucoup le plus intéressant par la diversité de ses opérations, par l'extension de son action, par le chiffre de ses affaires, le nombre de ses clients et la perfection relative de son fonctionnement. Le chiffre des affaires du Mont-de-piété de Paris en 1906 a été de 58.852.194 fr. pour 1.521.118 articles. Il y a entre les Monts de province et celui de Paris une différence énorme ; et on peut se demander, si, de même que nous avons pour la ville de Paris et le département de la Seine, une législation spéciale distincte de la législation municipale et départementale de droit commun, il ne serait pas logique d'avoir pour le Mont-de-piété de Paris, des règles toutes autres que celles qui régissent les Monts de province. En 1876, M. André Cochut, directeur du Mont-de-piété de Paris, soutint cette idée dans une lettre adressée au préfet de la Seine pour lui soumettre des observations au sujet de la proposition de loi relative à l'organisation des Monts-de-piété. « L'assimilation entre les Monts-de-piété départementaux et celui de Paris, écrivait-il, est impraticable ; il est nécessaire d'édicter deux lois distinctes, ou, si l'on tient à réunir toute la législation dans un même cadre, d'introduire dans le projet de loi une section spécialement applicable au Mont-de-piété de Paris ».

tions, ne reçoit pas de subventions, il ne possède ni capital ni fortune propre. L'argent qu'il prête ne lui appartient pas : il est obligé de le demander à de plus riches que lui, auxquels il paie, comme il sied, le loyer de l'argent à un taux moyen de 3 % : d'où, pour lui, frais considérables.

De plus, il ne faut pas oublier que nous sommes ici dans le domaine du crédit réel. Un gage est remis, et un double contrat prend ainsi naissance.

Le Mont-de-piété a la garde de l'objet remis en nantissement et a par ce seul fait, aux termes du code civil, des droits et des devoirs, qui lui imposent des charges pécuniaires.

Il faut emmagasiner les gages dans des locaux où ils ne puissent se détériorer et où ils soient à l'abri de toute tentative de vol : certaines personnes trouvent même que cette tâche est si bien remplie qu'elles considèrent cet établissement comme garde-meubles ou comme coffre-fort (1). Il y a même des cas où, par

(1) L'été dernier, les journaux publiaient l'écho suivant :

« Jamais le Mont-de-piété de Paris ne fut si achalandé qu'en ce moment ; ses coffres regorgent de bijoux, d'argenterie et de toutes sortes de dépôts précieux.

La cause de cette recrudescence d'affaires est intéressante ; elle est due aux départs en villégiature. Les Parisiens ont imaginé un système ingénieux pour se garantir, durant leur absence, contre les cambriolages si nombreux en été. Ils font porter au Mont-de-piété les bijoux et l'argenterie qu'ils n'emportent pas en voyage ; ils se font prêter pour la forme de toutes petites sommes, bien inférieures à la valeur des objets déposés. Ils les reti-

la force des choses, le Mont-de-piété rend les objets dans un état meilleur qu'à leur entrée : par exemple, les objets de literie sont rendus sains et désinfectés, ce que fort souvent ils n'étaient pas avant.

De plus, les gages sont assurés contre les chances d'incendie, ce que leurs propriétaires avaient probablement négligé de faire.

Pour tous ces frais : manutention, assurances, magasinage, désinfection, un droit de 1 % du montant du prêt est payé par le propriétaire du gage, qui doit, aux termes du code civil, rembourser le créancier gagiste de toutes les dépenses faites pour la conservation de la chose.

Mais ce n'est pas tout : il faut rétribuer les commis-

reront à leur retour, en payant ainsi un droit minime et le Mont-de-piété aura été le gardien vigilant et sûr de leurs trésors.

Cet établissement fait aussi, sans le savoir et sans pouvoir le refuser, une rude concurrence aux coffres-forts des grandes maisons de banque qui reçoivent des dépôts d'objets précieux ; il offre la sécurité à un bon marché exceptionnel ».

Et dans l'Annuaire statistique de 1903, le directeur du Mont-de-piété, M. Martin Feuillée, écrivait : « Toutes les classes de la société parisienne, les statistiques le démontrent, font partie de sa clientèle, et grand est le nombre de ceux qui, sans aucun intérêt pécuniaire, viennent, avant de prendre leurs vacances annuelles ou de faire un lointain voyage, déposer au Mont-de-piété leur argenterie ou leurs bijoux les plus précieux pour les mettre à l'abri du vol pendant leur absence ; il en est souvent de même au service des titres, pour les dépôts de valeur mobilière, et la plupart de ceux qui confient leur bicyclette, le font pour éviter les dépenses de garage très onéreuses ».

saires-priseurs qui estiment les objets à leur présentation : il y a un droit d'expertise (droit de prise) de un demi-centime par franc au maximum.

Ces droits sont fixés (le premier tous les six mois, le second tous les ans) par décision du Préfet de la Seine sur avis du Conseil de surveillance.

Ces droits additionnés sont joints à l'intérêt de la somme prêtée (intérêt lui-même fixé tous les ans); un seul total est ainsi obtenu et produit un taux de 7 %. On se rend compte, dès l'abord, que ce taux, supérieur de 3 % seulement au taux légal (qui a été abaissé à 4 % par la loi du 7 avril 1900) ne saurait, quoi qu'on en ait dit et quoi qu'on en raconte encore de nos jours, être considéré comme usuraire.

Mais pour s'en convaincre davantage, il faut voir ce qui se passe dans certains magasins généraux (1), où, au lieu de faire payer en bloc la somme due par le déposant, on détaille tous les droits : l'intérêt de l'argent sera de 4 % seulement (car il faut respecter la

(1) Loi du 30 août 1870 sur les magasins généraux.

ARTICLE PREMIER. — Les magasins généraux, autorisés par la loi du 28 mai 1858 et par le décret du 12 mars 1859, pourront être ouverts par toute personne et par toute société commerciale, industrielle ou de crédit, en vertu d'une autorisation donnée par un arrêté du préfet, après avis de la Chambre de commerce, à son défaut, de la Chambre consultative et, à défaut de l'une ou de l'autre, du tribunal de commerce.

ART. 2. — Les exploitants de magasins généraux pourront prêter sur nantissement des marchandises à eux déposées ou négocier les warrants qui les représentent.

loi), à moins, bien entendu, que ce soit une opération commerciale, auquel cas l'intérêt sera illimité. Le client paie ensuite l'expertise, verse des droits d'assurances, acquitte les frais de transport des gages dans les magasins et paie le loyer de l'espace que, dans ces magasins, les gages vont occuper ; enfin il paie une commission.

M. Edmond Duval a dressé la liste de tous les droits payés dans certains magasins généraux, pour certaines opérations.

« On pourrait ainsi, dit-il, en présenter le résumé :

1° Intérêts perçus à 6 % l'an, sur le prêt.

2° Commission fixe 1 % sur le prêt, perçue tous les 3 mois.

3° Droit fixe d'assurance 0 fr. 45 pour 1.000 francs perçu sur la valeur du nantissement.

4° Droit fixe d'expertise : 15 francs pour 3 mois et 10 francs à chaque renouvellement.

5° Droit de manutention : $\frac{1}{2}$ % sur la valeur du gage.

6° Droit fixe de magasinage à raison de 2 francs le mètre superficiel.

7° Droit fixe de dégagement 2 $\frac{1}{2}$ %, probablement sur le prêt, ou droits de 5 % sur le prix réalisé en cas de vente. »

Avec un pareil système, il est tout facile de soutirer au client des sommes énormes tout en prétendant ne prélever qu'un intérêt de 4 %.

C'est là, bel et bien, une usure nettement caracté-

risée, non seulement par le taux exorbitant que l'on obtient par le total de tous les droits, mais surtout par la dissimulation habile des exigences draconiennes du prêteur (1).

Pour le Mont-de-piété, rien de semblable. Jamais à aucune époque de son existence de tels abus ne se sont produits. Le taux a été parfois très élevé mais jamais il n'y a eu de dissimulation et tous les frais (sauf un léger droit de prise) ont été compris dans le total.

Voici les variations que le taux a subi au Mont-de-piété de Paris depuis sa fondation. Il fut de 10 % (1777) ; de 30 % (an V) ; de 24 % (an VII) ; de 18 % (an XI) ; de 15 % (an XII) ; de 12 % (an XIII) ; de 9 % (1831) ; de 8 % (1886) ; enfin, depuis 1887, de 7 %, y compris cette fois le droit de prise.

On doit donc faire justice de ce reproche mal fondé d'usure que l'on adresse encore au Mont-de-piété.

Mais ne serait-il pas possible, comme il serait souhaitable de le faire pour obéir à la loi du progrès, de diminuer encore ce taux ?

C'est ce que nous allons examiner.

(1) « Je me suis demandé, dit Léon Say, en 1877, s'il n'y avait pas lieu de chercher la définition de l'usure, non pas dans le taux de l'intérêt, mais dans les manœuvres qui pouvaient accompagner le prêt ».



L'argent que le Mont-de-piété demande à ses emprunteurs est destiné à faire face à un double objet : paiement des frais de toutes sortes qui lui incombent ; obtention, si possible, de quelques bénéfices.

Ce n'est point, disons-le tout de suite, sur les bénéfices qu'il faut songer rogner. Le Mont-de-piété en fait relativement peu (nous verrons plus tard l'emploi qu'il en fait) et il serait à souhaiter, au contraire, qu'il en fasse beaucoup et qu'il les garde : ce serait la seule manière de s'enrichir et, devenu capitaliste, de prêter à un taux médiocre l'argent qui lui appartiendrait en propre.

C'est donc sur la diminution des frais qu'il faut faire porter l'attention et l'effort. Ces frais sont de deux sortes : frais d'administration et loyer de l'argent que le Mont emprunte pour faire face à ses affaires et remplir son but.

Les frais d'administration ne peuvent être diminués : les droits perçus sont fixés toujours assez bas ; et si les frais et les dépenses occasionnés par les différents services ont augmenté, c'est que ces services, pour le plus grand bien de la clientèle, sont plus perfectionnés, et, vouloir réaliser des économies sur eux, serait revenir en arrière et détruire des progrès accomplis.

« Il n'est pas douteux, dit M. Edmond Duval, dans

le *Journal de statistique de Paris* (octobre 1894), que l'administration pourrait dès demain abaisser son intérêt au taux légal, en supprimant les bureaux extérieurs qui entraînent des frais de personnel, de location, de transport, en supprimant ses étuves à épuration de la literie, etc.; mais ne voit-on pas que l'emprunteur, obligé d'apporter lui-même son gage, ou de recourir à un intermédiaire, perdra en temps et en argent une somme bien supérieure à celle que réclame de lui le Mont-de-piété pour lui éviter ces déplacements ou ces entremises. »

Voyons donc alors si on ne pourrait, pour atteindre le but proposé, diminuer les frais de la dette du Mont-de-piété.

Les ressources du Mont-de-piété sont théoriquement de trois sortes : subventions de l'Etat ou des villes ; dons et legs de personnes charitables ; enfin, emprunts. Certains Monts touchent des subventions : ils sont fort rares, de même ceux qui reçoivent des dons. Certains autres, plus nombreux, vivent grâce à des legs et à des fondations : nous avons vu que c'est par ce moyen que le prêt gratuit peut continuer à subsister à Lille, à Grenoble, à Montpellier, à Toulouse, à Angers.

A Paris (et dans la très grande majorité des Monts de province), la seule et unique ressource réelle est l'emprunt (1).

(1) Citons pour mémoire quelques autres ressources, insigni-

L'emprunt se fait par le moyen de bons à ordre ou au porteur ; ils sont émis pour trois, six, neuf ou douze mois ; ils portent un intérêt qui, fixé tous les ans par le Préfet de la Seine, est variable selon la longueur de l'échéance. Il sera par exemple de 1,50 % pour trois mois, 2 % pour 6 mois, 2,50 % pour 9 mois, 2,75 pour 12 mois.

Les prêteurs, qui se recrutent parmi les petits capitalistes, n'ont jamais fait défaut au Mont-de-piété. C'est, il faut le dire, un placement très commode, puisque le minimum est de cent francs seulement ; les bons peuvent, à la volonté du preneur, être à ordre ou au porteur ; ce placement est très sûr puisqu'il est garanti par les immeubles appartenant au Mont (qui est propriétaire du siège social, des trois succursales et de la presque totalité des bureaux auxiliaires), par le cautionnement des employés, par le fond de roulement : garantie bien supérieure à la somme de 60 millions prêtée environ chaque année par ses prêteurs habituels (1). (L'emprunt a été en 1906 de 53.834.085 francs d'après l'*Annuaire statistique* paru en 1908).

Le Mont a toujours trouvé des emprunteurs et pres-

fiantes d'ailleurs ; le cautionnement exigé des principaux agents et des principaux adjudicataires de travaux, cautionnement pour lequel un intérêt de 2 % est alloué ; le placement temporaire de bénéfices réalisés ; enfin, le dépôt fait par les caisses d'épargne de fonds disponibles.

(1) Le décret de Moscou a autorisé la Comédie-Française à prêter au Mont-de-piété jusqu'à 2 millions.

que toujours à de bonnes conditions. Le taux de l'intérêt de ces prêts a suivi une courbe parallèle, mais inférieure à celle de la rente.

Le taux fut de 6 % en 1806, de 4 % en 1808, de 5 % en 1814, de 4 % en 1819, de 3 % en 1829, de 2 3/4 % en 1840, de 5 à 3 % sous le 2^e empire, de 6 % en 1870, de 5 en 1874, et de 3 en 1876.

On peut dire qu'à l'époque actuelle la situation du Mont-de-piété est à ce point de vue excellente.

Mais cela ne doit pas empêcher de chercher si on ne pourrait pas améliorer encore cet état de choses et diminuer les charges qui pèsent sur le Mont-de-piété en faisant appel à divers expédients que nous allons examiner.

★★

On a songé tout d'abord à s'adresser aux Caisses d'épargne. Elles peuvent souscrire des bons du Mont-de-piété, aux mêmes conditions d'ailleurs que les premiers capitalistes venus ; en fait, elles le font peu.

Dans certains pays, au contraire, il y a union étroite entre ces deux sortes d'établissements, notamment en Espagne et en Italie : il y a même parfois identité d'administration ; le plus souvent, surtout en Italie, tout en étant distincts l'un de l'autre, ils coopèrent ensemble et se prêtent mutuellement des capitaux (1).

(1) En Espagne, le premier Mont-de-piété fut fondé au début du XVIII^e siècle par un chapelain du Roi, François Piquer. Son

Le système a existé à l'état rudimentaire en France. Une des premières caisses d'épargne fut établie à Metz (1) et fonctionna comme une véritable annexe du Mont-de-piété : les fonds remis par les déposants étaient mis immédiatement à la disposition du Mont-de-piété qui versait à ces déposants un intérêt moindre que celui qu'il exigeait lui-même de ses emprunteurs.

D'autres caisses furent fondées (notamment à Mar-

origine est purement religieuse et charitable. Ce Mont fut d'abord alimenté par le produit d'aumônes, puis on fut obligé très rapidement de percevoir un intérêt excessivement lourd sur les emprunteurs.

Le Mont-de-piété actuel « real monte di piedad » est une véritable banque qui rend de grands services par ses relations étroites avec les œuvres sociales. Les fonds de roulement lui sont fournis par la caisse d'épargne. Les bénéfices (qui proviennent de la différence qui existe entre l'intérêt payé aux déposants et l'intérêt de 6 % réclamé aux emprunteurs) servent à collaborer à des entreprises industrielles.

En Portugal, les Monts-de-piété, notamment celui de Lisbonne, ont des ramifications très étendues et servent autant de caisses d'épargne, de sociétés d'assurances et de secours mutuels que de banques de prêt sur gage.

En Italie, les Monts-de-piété servent de caisses d'épargne, reçoivent les fonds des déposants et leur servent un intérêt ; ils remplissent également le rôle de sociétés de secours mutuels et d'assurances (ils constituent des dots pour jeunes gens pauvres), le rôle d'établissements de charité (ils entretiennent des hospices), le rôle de banques rurales (les « monti frumentarii e numerari » prêtent des graines, des semences et de l'argent aux cultivateurs nécessiteux). (V. Say, *Dix jours dans la Haute-Italie*).

(1) Par ordonnance du 17 novembre 1819.

seille en 1821) comme des annexes du Mont-de-piété. Cette association a donné pendant un certain temps à Metz de très bons résultats (1).

A Avignon, à Nancy, la même expérience a pendant quelque temps réussi ; la caisse d'épargne de cette dernière ville, fondée par une ordonnance royale du 4 septembre 1843, devait verser au Mont-de-piété l'excédent de ses bénéfices nets, après avoir soldé toutes ses dépenses. Grâce à cette union, le Mont-de-piété a rapidement abaissé le taux de son intérêt dans de notables proportions (2). Il n'y a aucun danger « de

(1) « A Metz, 400.000 fr. appartenant aux déposants sont employés en prêts sur nantissement à un intérêt de 7 1/2 % ; 600 à 700.000 fr. sont versés au Trésor public qui sert un intérêt de 4 % : il en résulte donc un bénéfice de 3 1/2 % sur une partie des capitaux.

« Cette manière avantageuse d'utiliser les épargnes des déposants, la puissante garantie que présentent les nantissements qui répondent de la somme prêtée, inspirent à juste titre aux personnes économes la plus grande confiance.

« Il est, en outre, à remarquer qu'il résulte de cette réunion une grande économie dans les frais de gestion de ces deux établissements, parce que les mêmes employés sont chargés du service des deux caisses » (Rapport de M. de Viville, directeur de la caisse d'épargne et du Mont-de-piété, Metz, 1834.)

(2) « La réunion du Mont-de-piété et de la caisse d'épargne offre au Mont-de-piété le moyen aussi prompt que simple et commode de se procurer les fonds dont subitement il a besoin, en disposant immédiatement de partie de ceux de la caisse d'épargné.

« Les bureaux, distinctement établis dans le même local que ceux du Mont-de-piété, sont chauffés et éclairés avec les mêmes

prélever, comme l'écrivait M. Claveau dans son rapport de 1876, sur les fonds libres de ces caisses, à la disposition du ministre des finances, une somme qui serait avancée (au taux de 4 % par exemple) aux Monts-de-piété qui en feraient la demande. On diviserait ainsi le risque des demandes de remboursement, tout en assurant une bonification d'intérêt aux déposants des caisses d'épargne. »

La combinaison est en effet très ingénieuse : le Mont et la caisse s'adressent tous deux à la même clientèle (petits capitalistes, modestes rentiers et gens du peuple). Cette union qui est fort étroite puisque l'administration des deux établissements est la même, du moins pour les trois villes que nous avons citées, permettrait de prêter aux uns ce qu'elle emprunte aux autres de façon toute désintéressée.

Malheureusement il y a de gros inconvénients que le Conseil d'Etat a signalés dans un avis du 30 octobre 1833 ; voici le plus considérable : le Mont-de-piété emprunte pour prêter ; il remet à ses clients de l'argent qui lui sera rendu on ne sait quand (on a vu des gages renouvelés pendant plus de trente ans). La caisse d'épargne, au contraire, doit pouvoir tenir à la disposition de ses clients déposants l'argent que ceux-ci lui ont confié, et cela immédiatement : elle emprunte

appareils. Le travail y est dirigé gratuitement par le même directeur et la caisse tenue par le même comptable » (Rapport de M. Lefèvre, directeur du Mont-de-piété, Nancy, 1851.)

à court terme et prête à long terme : les intérêts des deux établissements sont donc contraires (1).

Il ne faut point exagérer ces inconvénients et se priver catégoriquement d'une source de capitaux précieux. Il n'en est pas moins vrai que ces inconvénients existent et que, si le système de la combinaison ou de l'union des caisses d'épargne et des Monts-de-piété a

(1) Le Conseil d'Etat signalait un autre inconvénient : c'est justement, disait-il, au moment où le Mont, dans un cas de pénurie, de crise ou de disette, aura le plus de clients qui viendront lui demander de l'argent, que la Caisse d'épargne, qui ne s'enrichit de dépôts que dans les moments de prospérité, manquera de fonds.

Nous ne pensons pas que cet argument soit valable ; nous avons vu plus haut que c'est une erreur de croire que le Mont-de-piété soit le « thermomètre de la misère » ; les statistiques font foi du contraire.

M. Blaize, directeur du Mont-de-piété de Paris, n'attachait aucune importance à cet argument : « Il s'établit, disait-il, entre la sortie et l'entrée des fonds des caisses, une balance qui permet de parer aux besoins ordinaires, c'est-à-dire à ceux qui se produisent dans les conditions normales ou à peu près normales, et c'est là que les prévisions doivent s'arrêter ; supposer la ruine du crédit public c'est admettre une éventualité contre laquelle aucune précaution ne serait efficace ».

M. Paul Wallet, qui a rédigé, dans le *Répertoire de droit administratif*, la notice sur les Caisses d'épargne, a signalé encore les inconvénients suivants : obligation de stipuler en faveur des déposants de la caisse d'épargne une hypothèque sur les biens des hôpitaux auxquels reviennent les bénéfices du Mont-de-piété. De plus, le Mont-de-piété ne serait pas dispensé d'avoir un compte courant à la Caisse des dépôts et consignations, les fonds dont il disposerait grâce à la caisse d'épargne ne pouvant être tous employés.

donné en Espagne, en Italie (1), et, dans quelques cas, en France de bons résultats, il y aurait peut-être danger à généraliser le système et à voir en lui l'unique clef du problème qui nous occupe.

On a songé à faire appel au concours de la Banque de France. — Certains économistes et certains législateurs ont été frappés de ce fait que la presque totalité de l'encaisse métallique de la Banque de France est inerte et improductive dans les caves. D'autre part, les immeubles occupés par le Mont-de-piété représentent beaucoup plus que le montant des sommes qu'il peut éventuellement être exposé à perdre tous les ans : une hypothèque établie sur ces immeubles est une garantie largement suffisante pour les emprunts dont il a besoin. Le concours de la Banque de France serait des plus profitables d'abord à la Banque elle-même, parce que l'argent qu'on lui demanderait (80 millions environ) serait rémunéré et lui rapporterait un bénéfice sans risque ; ensuite et surtout au Mont-de-piété

(1) En Italie, où les caisses d'épargne sont liées étroitement aux Monts-de-piété et où cette union a donné généralement de bons résultats, on peut signaler quelques cas où cette association a été fâcheuse. M. Rostand note qu'à Padoue « la caisse a végété et souffert, que l'épargne est restée rare, que l'activité régionale a languï » et que les deux établissements n'ont prospéré que lorsque la séparation complète leur a donné une indépendance mutuelle (Voir E. Rostand, *La question de l'emploi des fonds des caisses d'épargne*).

A l'heure actuelle, en France, la caisse d'épargne de Nancy est la seule à avoir conservé cette union avec le Mont-de-piété.

qui, versant à ce nouveau prêteur un intérêt des plus modiques ($\frac{1}{2}$ %) réaliserait un boni énorme qui lui permettrait d'abaisser dans une mesure considérable le taux de 7 % et même de se constituer une dotation.

Une proposition dans ce sens émanant de M. Lucipia fut adoptée au Conseil municipal de Paris, le 10 mai 1897 ; et, le 5 novembre de la même année, M. Strauss déposait sur la tribune du Sénat un amendement au projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France, amendement inspiré par le même esprit.

Ces deux propositions étaient l'écho du Congrès international d'Assistance publique qui s'était réuni à Rouen quelques mois auparavant et qui avait émis un vœu tendant à « ce que la Banque de France soit invitée à fournir aux Monts-de-piété, au taux maximum de $\frac{1}{2}$ %, les fonds nécessaires à leurs opérations de prêts » (soit 80 millions dont 60 pour le Mont-de-piété de Paris) (1).

(1) Ce vœu avait été émis sur la proposition de M. Edmond Duval qui s'était exprimé en ces termes : « Les prêts du Mont-de piété sont garantis par des dépôts de gages appréciés par des commissaires-priseurs, responsables en cas de perte à la vente. Ces prêts, en vertu des règlements, représentent les $\frac{2}{3}$ de l'estimation ainsi fixée, s'il s'agit d'objets divers, et les $\frac{4}{5}$ lorsque les objets engagés sont des matières d'or et d'argent qui peuvent être pesées.

Mais, à supposer que cette garantie vienne à disparaître, le risque causé peut être considéré comme nul, parce que la vente, à défaut de renouvellement et de retrait, n'est jamais qu'une excep-

Ces tentatives n'ont pas abouti et le privilège de la Banque de France a été renouvelé sans qu'une clause l'obligeant à prêter de l'argent aux Monts fut insérée.

Le Sénat, pour repousser la proposition qui lui était

tion dans l'opération du prêt sur gages, l'emprunteur ayant toujours un intérêt considérable à reprendre son gage.

Or, une hypothèque sur les immeubles occupés par le Mont-de-piété, serait, dans cette hypothèse, une garantie suffisante, car la perte ne s'élève pas annuellement, en moyenne, à plus de 40.000 francs sur 60.000.000 prêtés.

Il arrive que le Mont-de-piété ne peut en conséquence courir un gros risque du fait du non remboursement de ses avances.

En cet état, ne serait-il pas possible de demander que la Banque de France, actuellement en instance pour obtenir le renouvellement de son privilège, fournit dans l'avenir, aux Monts-de-piété, à mesure de leurs besoins, les fonds utiles à leurs opérations de prêt.

La Banque, en effet, n'utilise pas les 4 milliards de sa circulation; elle emploie à ses opérations productives environ 500 000.000; les 3 milliards et demi restants, montant de sa réserve métallique, sont absolument inertes.

Ne pourrait-elle prélever, sur cet énorme capital monnayé immobilisé, les 80 millions demandés aux Monts-de-piété par son intéressante clientèle, substituer pour ainsi dire comme garantie de 80 millions de billets émis, les gages déposés dans ces établissements et qui représentent une valeur bien supérieure aux 80 millions d'espèces qui seraient mis ainsi en circulation.

L'opération serait, pour la Banque, productive, et à 1/2 % l'an, par exemple, elle aura, chaque année, sans risque, 400.000 fr. du loyer de capitaux, aujourd'hui frappés de stérilité.

Pour les Monts-de-piété, c'est-à-dire pour les emprunteurs, elle serait bien autrement avantageuse.

Immédiatement le Mont-de-piété de Paris, notamment, qui, depuis 1887, a abaissé de 9 1/2 % à 7 % les droits perçus, pourrait effectuer ses prêts à raison de 5 %, ce qui, sur l'ensemble de

soumise, s'est basé sur ce fait que ce serait entraîner notre grand établissement financier dans un engrenage scabreux en le transformant ainsi même partiellement de banque d'émission en banque de prêt : le Ministre des finances, M. Cochery, faisait remarquer qu'il est indispensable pour la sécurité des billets que la circulation soit représentée par des valeurs immédiatement réalisables. « Après vous avoir demandé

ses opérations, produirait une réduction annuelle de plus de 1.200.000 fr. au bénéfice des emprunteurs ».

Il est intéressant de noter qu'avant même M. Edmond Duval, la proposition avait été émise par un directeur du Mont-de-piété de Paris, M. Martin Laffitte, puis par un des successeurs de celui-ci, M. Jules Delaroche, qui, dans un Rapport du 15 janvier 1840, après avoir signalé le besoin impérieux pour le Mont d'obtenir les fonds nécessaires à son fonctionnement, s'exprimait ainsi : « Déjà, Messieurs, vous avez pressenti que ce moyen ne pourrait s'obtenir qu'auprès de la Banque de France. Le privilège qui avait été accordé à cette grande institution est assez près d'expirer et, sans doute, on ne tardera pas à s'occuper de le renouveler. Il ne peut se rencontrer une occasion plus opportune de venir en aide au Mont-de-piété, à cet établissement auquel, sans excepter les plus hautes fortunes, toutes les classes et surtout la classe industrielle ouvrière, ainsi que cette population flottante composée d'individus étrangers à la capitale, viennent journellement demander des secours ».

Cette proposition fut reprise, modifiée et améliorée par M. Blaize, dans un Rapport du 2 avril 1850 : « Le gouvernement autoriserait la Banque à faire une émission de billets de 20.000.000 de francs. Cette émission nécessiterait pour la Banque une réserve métallique de 6.666.666 fr. en calculant cette réserve sur la base ordinaire d'un tiers de la somme totale des billets émis. L'intérêt de la réserve à 4^o/o produirait par année 266.666 fr. qui, répartis

de faire prêter 80 millions pour les Monts-de-piété, on vous réclamerait la même faveur pour une foule d'autres institutions ; on vous demanderait de faire pour elles ce que vous n'avez pas fait pour les agriculteurs, l'on arriverait ainsi en dénaturant le rôle de la Banque à porter atteinte au crédit du billet. Nous vous demandons de ne pas le faire. »

Cette idée de MM. Strauss et Lucipia a été reprise dans une proposition de loi déposée, le 12 novembre 1907, à la Chambre des députés par M. Louis Martin.

sur les 20.000.000 de francs empruntés, représentent l'intérêt à $1\frac{1}{3}$ %.

Dans l'état actuel, les 20.000.000 de francs empruntés par le Mont-de-piété lui coûteraient à 4 % la somme de. 800.000 fr.

Déduisant l'intérêt à $1\frac{1}{3}$ % 266.666 fr.

Le bénéfice serait de 533.334 fr.

Si j'ajoute à cette somme les bénéfices d'exploitation et les bonis prescrits, soit 366.666 fr.

le chiffre total des excédents de recettes sera de . 900.000 fr.

Cette somme capitalisée produirait au bout de 17 ans, et en calculant les intérêts à 3 % seulement, un capital de 20.000.000 fr.

Ne serait-il pas possible d'avoir avec la Banque un compte-courant avec intérêts réciproques de 3 % ?

Les emprunts à la Banque seraient calculés de telle sorte qu'ils ne dépasseraient pas la somme des bénéfices qui devraient se trouver dans la caisse du Mont-de-piété à l'époque de l'expiration du privilège de la Banque.

L'avantage qui résulterait pour le Mont-de-piété de cette combinaison ne serait pas tant d'obtenir des fonds de la Banque que de réduire à 3 % l'intérêt de ses emprunts ordinaires par la concurrence qui serait faite à ses prêteurs par cet établissement financier ».

Cette proposition, tendant à la modification du régime des Monts-de-piété, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, reproduit les arguments déjà apportés en faveur de cette thèse : « Il y aurait lieu de demander à la Banque de France lors du renouvellement de son privilège de fournir aux Monts-de-piété, à mesure de leurs besoins, les fonds nécessaires à leur fonctionnement. » Et après avoir exposé le système que nous avons décrit, l'auteur ajoute : « On ne saurait objecter que ce procédé pourrait être dangereux pour la Banque de France ; elle n'utilise pas en effet les 4 milliards de sa circulation et n'emploie guère à ses opérations productives plus de 600 millions : son encaisse métallique reste donc formidablement supérieure aux besoins, même en temps anormal de guerre ou de catastrophe économique. »

Ce moyen préconisé a l'avantage d'être simple (d'aucuns diraient trop simple pour être adopté). Il rendrait aux Monts-de-piété et à leur clientèle d'inappréciables services ; mais nous doutons fort qu'il soit jamais adopté, si, au moment du renouvellement du privilège de la Banque de France, un parlementaire déposait de nouveau une proposition dans ce sens.

C'est que le vice dénoncé par M. Cochery est réel ; ce serait se lancer sur une pente bien glissante que de modifier ainsi tout d'un coup le caractère de l'établissement qui est pour ainsi dire la clef de voûte de notre système financier. Rien ne dit que, s'il faisait cette con-

cession, le Parlement saurait refuser aux uns ce qu'il aurait accordé à d'autres et qu'il résisterait à la tentation de recourir souvent à ce moyen commode de trouver de l'argent.

★★

N'y aurait-il pas un moyen plus simple et plus logique de fournir des ressources aux Monts-de-piété ?

« La première des améliorations et des réformes que le Mont-de-piété peut comporter, écrivait en 1876 M. Durangel, directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'Intérieur en tête du rapport présenté par M. Claveau, consisterait à séparer complètement les intérêts des Monts-de-piété des Hospices. Obligés de rembourser ceux-ci, les Monts-de-piété devraient faire par compensation des appels plus fréquents et plus larges au crédit public ; mais il n'en résulterait pour eux ni inquiétude ni difficulté sérieuse, car les fonds que leur procurent actuellement ces établissements hospitaliers (2.350.000 francs) représentent moins de $3\frac{1}{2}\%$ du montant des ressources consacrées au service des prêts. Or, le résultat obtenu serait important : reprenant ainsi leur liberté d'action, les Monts-de-piété pourraient, en effet, appliquer la totalité de leurs bénéfices à la diminution du taux de l'intérêt. »

Voyons donc s'il n'y aurait pas là la véritable solution du problème. Il ne suffit pas, d'ailleurs, d'affirmer

que les Monts-de-piété doivent garder tous leurs bénéfices ; encore faut-il voir si ils en ont la possibilité et même le droit. Au point de vue de leurs relations avec l'Assistance publique, les Monts peuvent se diviser en deux groupes : d'abord, les établissements distincts, qui, ainsi que leur nom l'indique, n'ont aucun lien avec un hôpital : ils ont été fondés et ils vivent sans le secours de l'Assistance, ils fonctionnent avec leurs seules ressources et, comme il est naturel, les bénéfices qu'ils font leur appartiennent intégralement : ils les emploient à l'usage que bon leur semble, notamment à la diminution de l'intérêt exigé des emprunteurs. Pour ces établissements il n'y a aucune difficulté.

D'autres, au contraire, ont été fondés par et pour les établissements de bienfaisance : ceux-ci ont été leurs bailleurs de fonds et leurs exploitants ; ils ont fourni, les immeubles, les magasins, les capitaux, souvent même les administrateurs : leurs biens propres ont servi de garantie aux emprunteurs ; en retour ils entendent que les bénéfices leur appartiennent. Les Monts-de-piété situés dans cette condition sont non des établissements de crédit, mais des établissements de bienfaisance, ou plutôt de simples annexes d'établissements de bienfaisance n'ayant ni indépendance, ni fortune propre.

On peut évidemment se demander si cette absorption des Monts-de-piété par les hôpitaux était une

bonne opération, et si l'idée était très logique d'exploiter certains pauvres pour venir en aide à d'autres ; n'aurait-il pas mieux valu, dès le début, laisser les Monts vivre de leur vie propre et capitaliser leurs bénéfices, et les hôpitaux n'auraient-ils pas été mieux inspirés en confiant leurs fonds disponibles à des placements plus rémunérateurs peut-être et où, du moins, les pauvres n'eussent pas été exploités.

Quoi qu'il en soit, si un très grand nombre de Monts ont été, dès le début, distincts, un grand nombre aussi ne le sont devenus que plus tard, en sollicitant un décret leur octroyant l'indépendance. Le dernier en date, celui de Rouen, a été séparé des hôpitaux de cette ville, par un décret du 25 février 1886 (1).

Actuellement, les Monts de Paris et de Saint-Quentin sont les seuls qui soient encore rattachés, plus ou moins, à l'Assistance publique.

(1) Voici la liste des principaux Monts qui sont devenus indépendants :

Bordeaux,	par décret du 25 juin 1847.
Besançon,	— 28 avril 1860.
Lille,	— 16 août 1860.
Dunkerque,	— 25 juin 1860.
Calais,	— de 1851 (dès le 11 août 1844, l'administration du Mont fut distincte de celle de l'hôpital).
Alger,	par décret du 8 décembre 1852.
Toulouse,	— 14 décembre 1867.
Nantes,	— 14 décembre 1867.
Roubaix,	— 11 juin 1870.
Brest,	— 30 mars 1871.

A Paris, lorsqu'en 1777 le Mont-de-piété fut fondé, les lettres patentes du 9 décembre en faisaient un établissement de charité destiné à secourir les pauvres : toute idée de spéculation était écartée, du moins pour le Mont lui-même ; en réalité, c'était bel et bien, sinon dans l'intention, du moins en fait, un placement destiné à rapporter des bénéfices, et le fait que ces bénéfices devaient retourner aux pauvres des hospices, n'empêchait pas qu'ils avaient été recueillis grâce à l'exploitation d'autres pauvres.

Le Mont s'installa dans des immeubles appartenant à l'Hôpital général, fut administré par le même conseil et fit des emprunts qui furent gagés sur les biens de cet hôpital.

Plus tard, des actionnaires s'adjoignirent, apportèrent des fonds, prélevèrent une part sur les bénéfices et participèrent à l'administration. Ils ne restèrent pas longtemps, et le 8 thermidor an XIII, ils furent éliminés, pour rendre au Mont-de-piété son caractère d'institution charitable. Somme toute, il y avait bien encore un bailleur de fonds et un exploitant, mais un seul : l'Hôpital général.

Nous avons vu que beaucoup de Monts devinrent distincts : les uns avant 1851, les autres, plus nombreux, après cette date.

La loi du 24 juin 1851, en effet, procédait d'un tout autre esprit que la législation antérieure : le but à atteindre est désormais de rendre service aux pau-

vres, non pas à ceux des hospices, mais tout simplement à ceux du Mont eux-mêmes, et pour cela diminuer le plus possible l'intérêt exigé des emprunteurs. Pour atteindre ce résultat, la loi autorise les Monts à garder leurs bénéfices, pour constituer une dotation qui permette d'abaisser au taux légal l'intérêt en question.

Pour les Monts qui n'étaient pas distincts, il devenait indispensable de procéder à une liquidation, afin de mettre les hôpitaux en possession des immeubles et des fonds qui leur appartenaient et que les Monts occupaient et employaient. Cette liquidation, toujours délicate et source de bien des difficultés, est la cause que le Mont de Paris est (avec celui de Saint-Quentin) seul en France à vivre sous le régime ancien.

En effet, à qui appartiennent certains immeubles occupés depuis longtemps par le Mont-de-piété (notamment celui de la rue des Francs-Bourgeois) ? Ils furent achetés, sans doute, par l'Assistance publique et prêtés au Mont, moyennant le versement de ses bénéfices. Mais le Mont prétend en avoir, et au delà, payé la valeur par tous les versements qu'il a faits depuis plus d'un siècle.

En fait, il y a actuellement entre les deux administrations parisiennes, un *modus vivendi* : le Mont verse à l'Assistance les bonis prescrits, mais il garde une autre grosse partie de ses bénéfices, ce qui lui

a permis d'abaisser, dans une large mesure, le taux de l'intérêt qu'il fait payer.

Il serait à souhaiter que la séparation complète existât. L'Assistance n'y perdrait rien, car la Ville compenserait par une augmentation de crédit la perte occasionnée, et le Mont y gagnerait beaucoup.

Il ne faudrait pas croire que cette mesure serait une panacée infailible. En effet, nous avons vu dans le tableau inséré plus haut, que beaucoup de Monts prélèvent un intérêt très fort, et pourtant presque tous sont indépendants de toute espèce d'établissement charitable. Il y aurait là, néanmoins, pour le Mont-de-piété de Paris une source réelle d'enrichissement (1).

(1) Passant en revue les différentes réformes que l'on pourrait introduire pour enrichir le Mont-de-piété afin de lui permettre de rendre ses services à très bon marché, signalons quelques mesures réclamées dans divers congrès, mesures qui seraient très efficaces, mais sur lesquelles nous ne nous appesantirons pas, étant donné que leur réalisation ne présente aucune difficulté réelle :

1^o Ce serait d'abord l'augmentation de l'intérêt que le Trésor sert pour les fonds de réserve que le Mont-de-piété est forcé de mettre de côté et de verser dans les caisses de l'État ;

2^o Ensuite le Mont-de-piété pourrait être déchargé de l'impôt de 4 % sur la revenu qui frappe ses emprunts ;

3^o On pourrait enfin porter de 500 à 3.000 fr. le maximum des avances que le Mont-de-piété est autorisé à faire sur les valeurs mobilières.

Ce prêt sur les valeurs mobilières, que la loi du 25 juillet 1891 a prévu et réglementé, eut tout de suite un grand succès.

La diffusion énorme des valeurs dans les mains des petits capitalistes et de gens du peuple, grâce aux basses coupures accessibles à toutes les bourses, et à la fréquence des émissions, a donné

à ce service spécial du Mont une importance considérable qui a d'autant plus rapidement augmenté que les avances sur titres sont beaucoup plus avantageuses au Mont que dans les établissements de crédit ordinaires. M. Ed. Duval a calculé qu'un prêt de 100 fr. avec intérêt de 6 1/2 % l'an (l'intérêt demandé est de 6 % l'an, plus un droit de 0 fr. 25 % tous les six mois) coûte, sans autre frais, 0 fr. 75 pour un mois, et la même somme pour le même laps de temps coûtera 1 fr. 75 dans de grands établissements financiers, comme le Crédit Lyonnais.

« Ces opérations, disait le directeur du Mont-de-piété, ces opérations de prêt sur valeurs mobilières sont toutes des opérations productives. Elles rendent à une catégorie de citoyens des services inappréciables. Enfin, elles créent au Mont-de-piété les ressources qui lui sont nécessaires pour compenser notamment les déficits résultant des innombrables opérations de faibles valeurs qui sont toutes onéreuses.

La loi du 25 juillet 1891 avait fixé à 500 fr. le maximum de prêt, parce que ce chiffre est justement celui au-dessous duquel la plupart des grandes banques refusent de faire des avances, l'opération leur paraissant trop mince. »

La durée du prêt, primitivement fixée à six mois, a été étendue à un an (1^{er} janvier 1900). Il serait très avantageux à tous points de vue, et pour le Mont-de-piété et pour sa clientèle, que la loi vint étendre également le maximum de prêt comme il a étendu le délai, et que ce maximum soit porté à 3.000 fr.

Des vœux dans ce sens ont été émis au Conseil municipal de Paris, notamment par MM. Lucipia et Houdé.

M. Strauss, qui fut pendant longtemps membre du conseil de surveillance du Mont-de-piété, a déposé, sur la tribune du Sénat, une proposition tendant à faire porter le maximum des avances sur titre à 3.000 fr. et à laisser au Préfet de la Seine le soin de fixer annuellement la durée du prêt, le taux des intérêts et l'emploi des bénéficiaires.

Cette proposition a été renvoyée à une commission d'étude ou, pour mieux dire, enterrée : néanmoins on n'a pas perdu l'espoir d'aboutir et, en 1906, MM. Colly et André Lefèvre ont fait une démarche auprès du Président du Conseil pour l'intéresser à la

question et le prier de presser la discussion de cette proposition.

Le succès de cette tentative est à souhaiter.

« Il est de toute évidence, dit M. Martin-Feuillée, que le Mont-de-piété ne sera jamais pour les maisons de banque un concurrent redoutable. Mais une loi qui agrandirait son champ d'action et qui permettrait à l'établissement, en doublant le chiffre des avances sur valeurs mobilières, de contrebalancer le ralentissement des avances sur gages corporels et de diminuer peut-être le taux de l'intérêt, rendrait un inappréciable service à l'administration en même temps qu'à la population parisienne. »

Ajoutons que le prêt sur valeurs mobilières a donné d'excellents résultats partout où, à l'étranger, il a été autorisé (Venise, Gênes, Milan, Berlin, Madrid, Amsterdam).

Un décret du 5 janvier 1907 a autorisé le Mont-de-piété de Marseille à prêter sur valeurs mobilières.

D'ailleurs, la loi de 1891 a pris assez de précautions, soit en fixant une proportion raisonnable entre le montant de la valeur et le montant des prêts (proportion qui varie selon que l'opération se fait sur des valeurs sujettes à plus ou moins de fluctuations), soit en édictant des mesures à prendre dans le cas de grosse baisse des valeurs en gage, pour que ce genre d'opérations n'entraîne jamais le Mont dans des aventures dangereuses.

CHAPITRE II.

LA QUESTION DES COMMISSAIRES-PRISEURS.

Cette question n'est pas nouvelle et a fait couler, depuis de longues années, des flots d'encre. Depuis longtemps, tous les spécialistes qui s'occupent des Monts-de-piété ont été frappés des inconvénients d'un système qui, hélas ! est encore en vigueur de nos jours. On a essayé d'y porter remède sans y parvenir, car on se heurte à bien des intérêts en présence et opposés.

Dans une proposition de loi sur la réorganisation des Monts-de-piété, datée de 1876, on peut lire : « Les commissaires-priseurs n'exercent pas, auprès de ces établissements de prêt sur gage, un office ministériel : leur concours est toujours individuel ; il n'est pas obligatoire. Dans le cas où ils sont appelés, ils sont compris parmi les préposés. » Et M. Cochut, directeur du Mont-de-piété, écrivait à ce sujet au préfet de la Seine : « Il est incontestable que le service des commissaires-priseurs pourrait être accompli de manière beaucoup plus économique, sans offrir moins de sécurité. Pour la prise, comme pour l'incendie, l'ad-

ministration pourrait fort bien s'assurer elle-même. »

Même avant cette époque et surtout depuis, tous ceux qui connaissent, de près ou de loin, la question (sauf seulement, peut-être, la compagnie des commissaires-priseurs) ont blâmé le système de l'appréciation des gages, système qui est une vraie pierre d'achoppement pour les Monts-de-piété, et chacun, dans les livres, dans les congrès et au Parlement, en a réclamé la modification complète.

Mais voyons tout d'abord comment la loi réglemente ce service et ce qui se passe dans la réalité des faits.

Le Mont-de-piété prête les $\frac{2}{3}$ de la valeur des gages présentés et les $\frac{4}{5}$ même, pour les objets d'or et d'argent. La proportion est assez forte et il ne faut point l'augmenter. Il serait imprudent de donner à l'emprunteur la valeur exacte de l'objet qu'il met en gage : ce serait une véritable vente, et l'emprunteur, ayant touché une somme importante, se désintéresserait de son objet ; en cas de vente aux enchères, le Mont pourrait ne pas se voir rembourser totalement. Au contraire, un prêt modeste est un encouragement au dégagement ou, tout au moins, au renouvellement. Notons, d'ailleurs, qu'il y a des cas où l'emprunteur, n'ayant besoin que d'une petite somme, refuse la totalité de ce qui lui est offert et n'en prend qu'une partie.

Certaines de ces observations figurent dans un Avis du Conseil d'Etat, rendu lors d'un projet de loi dé-

posé en 1893, tendant à la suppression des commissaires-priseurs-appréciateurs près les Monts-de-piété.

Mais cette valeur sur laquelle on se règle n'est pas, tant s'en faut, la valeur réelle et intrinsèque de l'objet.

Les gages sont appréciés à leur entrée au Mont par des commissaires-priseurs-appréciateurs (1).

Ces officiers ministériels sont rémunérés : 1° par un droit de prisée d'un demi-centime par franc, droit qui porte sur tout objet engagé ou renouvelé (même dans le cas où le renouvellement se fait sans nouvelle estimation) ; 2° un droit de vente fixé annuellement par le préfet de la Seine (il est actuellement de 3 % sur le produit de la vente.) Il semble que l'intérêt des commissaires-priseurs soit d'évaluer le plus possible les objets à eux présentés, et de pousser le plus haut possible les enchères lors des ventes, puisqu'ils ont un tant pour cent sur les prisées et sur les ventes.

Leur intérêt semblerait même parallèle à celui des clients et des Monts-de-piété eux-mêmes. En effet, plus la prisée est haute, plus le commissaire-priseur touche son demi-centime par franc, plus l'emprunteur

(1) Les commissaires-priseurs-appréciateurs sont nommés par le préfet de la Seine, au nombre de 14, parmi les 82 commissaires-priseurs de la Seine, avec des formalités sur le détail desquelles nous n'insistons pas. Ces 14 officiers ministériels sont suppléés par 23 assesseurs et 3 experts qui sont leurs mandataires et leurs salariés.

reçoit d'argent pour l'objet qu'il présente, plus le Mont-de-piété perçoit de droits proportionnels. En effet, nous rappelons que c'est sur les prêts relativement importants, que les opérations rémunératrices se font : au-dessous d'un certain taux, elles sont onéreuses.

Dans la pratique, cela ne se produit pas, et malgré les apparences, les commissaires-priseurs n'ont aucunement tentation d'élever leur évaluation. Voici pourquoi :

Les articles 34 et 35 du décret du 8 thermidor an XIII, réglementant l'organisation du Mont-de-piété, et donnant aux commissaires-priseurs la qualité d'appréciateurs près le Mont-de-piété, disent : « La compagnie sera garante, envers l'administration, des suites de leur estimation. En conséquence, lorsqu'à défaut de dégagement, il sera procédé à la vente du nantissement, si le produit de cette vente ne suffit pas pour rembourser au Mont-de-piété le principal, les intérêts et les droits à lui dus et par lui avancés sur la foi de l'estimation faite par les commissaires-priseurs, la compagnie des commissaires-priseurs sera tenue d'y pourvoir et de compléter la différence. »

Le but de ce système était de mettre à couvert, et à l'abri de tout risque et de tout soupçon, l'administration du Mont que l'on aurait pu accuser de partialité dans l'appréciation des gages, et aussi de sauvegarder le monopole et le privilège des commissaires-

priseurs qui tiennent à voir respecter leurs droits : en effet (indiquons-le en passant), les commissaires-priseurs revendiquent le droit de prisée, même (Voir le *Manuel des commissaires-priseurs* de M. Constant) dans les Monts-de-piété où se pratique, par pure charité, le prêt gratuit ; ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, ces officiers ministériels de revendiquer le droit de se refuser, à l'occasion, à procéder aux prisées et aux ventes (Voir le même manuel), dans le cas, probablement, où ces opérations ne leur semblent pas assez rémunératrices, auquel cas, le Mont-de-piété a alors licence de s'adresser ailleurs, et de faire faire ces opérations par des agents par lui salariés (1).

Le résultat de ce système est de donner aux appréciateurs une grande crainte de voir, aux enchères, les objets vendus à un prix inférieur à celui qu'ils avaient fixé. Si le prix est très supérieur, le boni profite au propriétaire ou au Mont (ou plus exactement à l'Assistance). Si le prix est inférieur, ils soldent la différence de leur poche ; et cette crainte est si grande, que les moins-values ont beau être rares, ils n'en persistent pas moins à déprécier les gages, sans prendre

(1) Notons qu'à Toulouse et à Bordeaux, l'appréciation est faite par des employés salariés ; les commissaires-priseurs ont conservé le droit de vente, mais, bien entendu, sans responsabilité, la responsabilité n'étant que le corollaire de l'appréciation.

A Brest, la vente elle-même a été abandonnée par les commissaires-priseurs et elle se fait, comme l'appréciation des gages, par un employé touchant un traitement fixe du Mont-de-piété.

souci que cette dépréciation leur nuit en diminuant leur droit de prise. Mais ils préférèrent ce petit mal, de peur de tomber dans un pire, et d'être obligés de solder au Mont de fortes différences.

De même pour les ventes. Les commissaires-priseurs n'ont pas intérêt à pousser ou essayer de pousser les enchères au delà d'une certaine limite ; pour faire monter un prix de quelques francs, ce serait une perte de peine et de temps : ils préfèrent atteindre rapidement et sans peine un chiffre médiocre et, sans se soucier de l'augmenter, passer sans plus tarder à un autre gage.

C'est ainsi que, par la force des choses, leur intérêt, qui semble logiquement être le même que ceux des Monts et de leurs clients, y est réellement opposé.

Ce système a été pourtant respecté et reproduit dans la loi du 24 juin 1851.

Le rapporteur, M. de Mortemart, disait qu'il était indispensable de confier ce service d'appréciation et de vente à des « hommes revêtus d'une sorte de magistrature » (1) pour que l'administration ne puisse être « soupçonnée de partialité ».

(1) Ce mot de magistrature est peut-être un peu pompeux.

C'est ce que faisait remarquer M. Blaize : « Nos pères s'étaient fait une toute autre idée des commissaires-priseurs. Pour eux, c'étaient simplement des sergents ou huissiers que l'on avait appelés priseurs pour les distinguer des sergents à verge, des sergents à cheval, des sergents fieffés, etc., etc.

Il n'y a rien de commun entre des magistrats qui remplissent

Et pourtant, dès cette époque, les abus du système s'étaient si bien montrés, que, pendant la préparation de cette loi, un membre de l'Assemblée législative, M. Charamaule, déposa une proposition, le 12 avril, tendant à la suppression des commissaires-priseurs-appréciateurs. Cette proposition, qui donna lieu à un grand mouvement d'opinion et à des discussions passionnées, ne fut pas adoptée.

Depuis, des projets dans le même sens et imbus du même esprit ont été élaborés, mais aucun n'a encore abouti.

Passons-les rapidement en revue.

D'abord le projet Floquet-Ferrouillat, du 2 décembre 1888, qui fut repoussé, puis, peu de temps après, repris (20 mai 1890) par le gouvernement ; cette fois, il fut adopté par la commission, mais repoussé par la Chambre après le rapport d'un député, que les arguments des commissaires-priseurs avaient convaincu.

L'économie de ce projet était la suivante : le Mont était autorisé à prêter les 9/10 de l'estimation de tous les gages ; cette estimation était faite par des employés salariés. (Notons que ce projet allait peut-être trop loin : il y a danger pour le Mont et aussi pour les emprunteurs à ce que le prêt soit trop fort.) Enfin, la vente elle-même était confiée à des employés salariés.

une des fonctions les plus élevées de la société en rendant la justice et les commissaires-priseurs qui exploitent un fonds de commerce ».

Ce projet donna lieu à une campagne de presse très chaude. Les commissaires-priseurs menacés dans leurs intérêts s'agitèrent (1) et finalement la Chambre, ne sachant trop de quel côté était la vérité, de peur de faire un pas dans l'inconnu, repoussa le projet, et le *statu quo* fut conservé.

Une proposition presque identique fut présentée par M. Renou, en 1893, et n'eut pour résultat que de rendre plus aiguë la crise et plus tendues les relations entre le Mont-de-piété et ses collaborateurs indépendants, relations qui ne furent, d'ailleurs, jamais excellentes.

Enfin, M. Strauss déposa sur le bureau du Sénat une nouvelle proposition, le 19 janvier 1902. Cette proposition, qui avait le mérite d'être plus modérée et de ménager la transition, reproduisait les mesures projetées, quant à l'appréciation du gage qui aurait été faite par un employé salarié du Mont : le prêt aurait pu aller jusqu'au 9/10 de l'évaluation des objets, même si ces objets avaient été des « paquets » (on désigne, sous ce nom, des ballots constitués par des hardes et

(1) « On ne saurait trop conserver l'heureuse combinaison qui a présidé à l'élaboration de la loi organique des Monts-de-piété, combinaison qui a eu pour résultat de placer les commissaires-priseurs, pour ainsi dire comme un tampon entre le prêteur et l'emprunteur, comme une sentinelle invisible qui offre une telle sécurité que, si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer » (Article de M. Constant dans la *France judiciaire*, année 1890, 1^{re} partie).

quelques autres objets hétéroclites, mais ne formant qu'un seul lot). Mais il eût fallu, dans ce cas, que l'emprunteur consentit à l'inaliénabilité de la reconnaissance.

De plus, et c'était là une tentative de conciliation, les commissaires-priseurs n'étaient pas expulsés du Mont : ils y restaient comme vendeurs, et, en cette qualité, avaient les mêmes droits et prérogatives que par le passé.

C'est, nous l'avons vu, ce système qui fonctionne à Toulouse et à Bordeaux, et certains auteurs le trouvent excellent.

En effet, dans la proposition de loi de 1876, à laquelle nous avons fait allusion au début, l'article 24 disait : « Nul ne peut être admis à faire les ventes, s'il n'est, en même temps, appréciateur des objets déposés en gage, » et M. Cochut, directeur du Mont-de-piété, faisait observer : « Cette prescription est fort discutable. Je n'en saisis pas l'utilité ; peut-être même y aurait-il un moyen de contrôle, si la prisee et la vente exécutoire n'étaient pas opérées par le même agent. »

Cette proposition de loi de M. Strauss a été renvoyée à une commission d'études.

Plus récemment, le 12 novembre 1907, M. Louis Martin a déposé, sur la tribune de la Chambre, une nouvelle proposition dans le même sens, qui a été également renvoyée à la commission compétente.

M. Louis Martin fait fort justement remarquer que la véritable plaie des Monts-de-piété n'est point leur taux prétendu usuraire, mais la « vileté des estimations. » Un seul remède apparaît, réduire au strict minimum l'écart entre la valeur réelle de l'objet engagé et les prêts consentis. Il faut supprimer les commissaires-priseurs et faire faire l'estimation par des employés irresponsables, et si « cette estimation n'est pas garantie par une sanction pécuniaire, elle le sera par le souci d'éviter des erreurs qui, si elles étaient multipliées, deviendraient bien vite suspectes à un contrôle attentif. »

L'auteur de cette proposition de loi disait donc dans son article 1^{er} : « A partir de la promulgation de la présente loi, les estimations ou prisées dans les Monts-de-piété seront faites exclusivement par les soins d'agents salariés, nommés par l'administration, dans des formes et conditions déterminées par un règlement d'administration publique. »

L'auteur ne parle pas des ventes : il faut en conclure que, sans doute, comme M. Strauss, il conserve les commissaires-priseurs pour diriger les enchères.

Dans l'article 2, il reproduit l'idée déjà émise plusieurs fois : « Les Monts-de-piété sont autorisés à prêter une somme représentant les neuf dixièmes de la valeur d'estimation du gage. » Malheureusement cette proposition n'est pas complétée, comme il serait

souhaitable, par l'inaliénabilité de la reconnaissance, ainsi que certains projets l'avaient prévu.

De tous ces projets que nous avons passés en revue, aucun n'a encore abouti. Il serait nécessaire néanmoins de régler le plus tôt et le plus rapidement possible cette question et, pour nous aussi, la meilleure solution serait le remplacement des commissaires-priseurs par des agents salariés irresponsables, ou du moins n'ayant, vis-à-vis de leurs chefs, que la responsabilité qui découle d'une faute lourde ou d'une négligence, responsabilité réelle d'ailleurs sanctionnée, non par une perte d'argent, mais, ce qui est souvent plus grave, par les peines disciplinaires dont les agents de toute administration sont passibles à l'occasion de leur service.

Ce n'est pas à dire qu'il faille adopter cette solution avec un enthousiasme illimité ; le remède est énergique et dangereux ; il sera efficace (du moins nous l'espérons) si l'on sait s'en servir avec prudence et tact, sinon il serait pire que le mal et pourrait entraîner le Mont dans une crise dont celui-ci ne sortirait pas indemne.

Ce serait, en effet, une erreur, et presque une calomnie, que d'attribuer tout le mal dont souffrent les emprunteurs à la simple cupidité des commissaires-priseurs. Ceux-ci sont fort excusables, lorsqu'un client vient porter un gage, de se représenter uniquement la valeur marchande que pourra avoir l'objet dans un

grand nombre d'années. Certains objets, sans doute, sont soumis à une nouvelle expertise à chaque renouvellement ; mais ces objets sont rares (gages à quatre chiffres, c'est-à-dire de mille francs et plus, gages de laine et de soie, etc.) ; la plupart peuvent être renouvelés indéfiniment et quelle valeur pourra avoir, à quel prix pourra monter, dans vingt, vingt-cinq, ou trente ans, telle ou telle harde, telle ou telle œuvre d'art même, lorsqu'elle sera présentée devant le public de brocanteurs qui peuple les enchères ?

Les commissaires-priseurs ont été trop loin dans la prudence ; ils étaient excusables. Si le remède est dans l'irresponsabilité, selon la formule de M. Strauss, adoptons l'irresponsabilité, mais en sachant que l'arme dont nous nous servons est une arme à double tranchant.

Par exemple, si nous adoptons cette solution énergique, nous serons porté à penser qu'il faut l'adopter entièrement, pour les ventes comme pour les prises, sans suivre MM. Cochut, Strauss et Louis Martin dans leur restriction.

Le contrôle, dont parlait M. Cochut, exercé par les commissaires-priseurs-vendeurs sur les agents appréciateurs, serait purement illusoire, et ceux-là, pour prendre ceux-ci en défaut, ne seraient-ils pas tentés de ne pas pousser les enchères avec assez de vigueur pour montrer (le Mont-de-piété dut-il être en déficit) que ses agents irresponsables avaient été trop géné-

reux et imprudents dans l'estimation des gages. Le Mont et ses emprunteurs en pâtiraient.

En tout cas, par le seul fait du remplacement des commissaires-priseurs pour les ventes, le Mont-de-piété gagnerait annuellement de grosses sommes, que ces officiers ministériels prélèvent actuellement sur les acheteurs, grâce au droit de 3 % (1). Et cette re-

(1) « L'appréciation au Mont-de-piété donne aux charges des commissaires-priseurs une plus-value considérable. En moyenne, une charge s'achète 100.000 fr., mais la clientèle du vendeur ne passe pas toujours à l'acquéreur et souvent pour celui-ci le revenu se borne dans les premières années à ce qu'il reçoit de la bourse commune. Qu'il devienne appréciateur au Mont-de-piété moyennant finance de 25.000 fr., immédiatement sa position s'améliore dans une large proportion : 9.000 fr., année moyenne, viennent s'ajouter à la part du fond commun » (Blaize).

Voici, d'autre part, d'après les statistiques les plus récentes, les bénéfices des commissaires-priseurs-appréciateurs.

	1905	1906
1° Comme appréciateurs :		
(1/2 0/0 des sommes prêtées)		
Droit de prise.	288.791 ¹ 26	294.260 ¹ 48
A déduire :		
Déficit d'adjudication.	31.448 ¹ 40	15.039 ¹ »
Frais de personnel	75.000 ¹ »	75.000 ¹ »
	106.448 ¹ 40	90.039 ¹ »
Produit net.	182.342 86	204.221 48
2° Comme vendeurs :		
(3 0/0 sur les adjudications).	78.386 ¹ 15	72.404 ¹ 26
A déduire (frais divers).	40.000 ¹ »	40.000 ¹ »
Produit net.	38.386 ¹ 15	32.404 ¹ 26
Totaux.	220.729 ¹ 01	236.625 ¹ 74

Notons, d'autre part, que l'année 1906 (dernière statistique parue) on a vendu 88.119 articles sur lesquels 1.560.882 fr. avaient été prêtés. Ces ventes ont rapporté 683.687 fr. 55 de boni et il y a eu 15.039 fr. de perte.

La même année, les commissaires-priseurs ont refusé 50.549

cette contrebalancerait et au delà la dépense qu'occasionnerait le paiement des traitements fixes des agents salariés.

objets comme n'étant pas suffisants pour permettre un prêt de trois francs (dont 21.809 bijoux et 28.740 objets divers).

Pour 42.837 objets (dont 29.367 bijoux et 13.470 objets divers), les propriétaires ont estimé l'évaluation trop faible et ont refusé les offres des commissaires-priseurs.

CHAPITRE III

LA QUESTION DU TRAFIC DES RECONNAISSANCES.

La question du trafic des reconnaissances possède avec celle des commissaires-priseurs, que nous venons d'étudier, beaucoup de points de contact, comme nous le verrons par la suite.

Comment peut-il se faire que la reconnaissance, qui n'est en somme que le reçu du Mont-de-piété constatant le dépôt de tel objet engagé et le montant du prêt consenti, puisse donner lieu à un trafic ?

La raison en est justement dans la différence assez grande qu'il y a entre la valeur de la reconnaissance, c'est-à-dire le chiffre qu'elle porte, et la valeur que le commissaire priseur a donnée au gage, et surtout dans la différence, parfois énorme, qui existe entre, d'une part, ces deux valeurs, et, d'autre part, la valeur réelle de l'objet déposé : telle reconnaissance porte 80 francs, c'est que le gage a été estimé 100 francs et peut-être en vaut le double.

Quoi d'étonnant à ce que l'emprunteur, pressé par un besoin d'argent, qui a obtenu peu pour un objet

qui vaut beaucoup plus, recherche le moyen d'obtenir, en dehors du Mont-de-piété trop chiche, le supplément d'avance qu'il désire, et quoi d'étonnant à ce que des intermédiaires peu scrupuleux, spéculant sur la détresse de cet emprunteur, cherchent à réaliser quelques bénéfices en lui proposant une opération d'achat ou de prêt sur cet objet qui a sa valeur propre : la reconnaissance.

Ces intermédiaires, qui sont reconnus et tolérés, et auxquels le paiement d'une patente donne presque une consécration légale, sont les marchands de reconnaissances, qui, depuis quelques années, pullulent de plus en plus et inondent les quartiers où se trouvent une succursale ou un bureau auxiliaire du Mont-de-piété (1).

C'est pour cela que l'on a accusé le Mont-de-piété, non seulement de n'avoir pas supprimé tous les usuriers (2), mais encore d'en avoir involontairement créé d'autres.

Les opérations auxquelles se livrent ces industriels sont de plusieurs sortes :

D'abord l'achat des reconnaissances, qui est la

(1) Il y avait, en 1900, 4.000 marchands de reconnaissances. Il y en a plus de 6.000 à l'heure actuelle.

(2) Blaise dans son ouvrage sur les *Monts-de-piété*, Maxime du Camp dans le tome V de son livre sur *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, ont montré comment beaucoup d'industriels peu scrupuleux, notamment certains bijoutiers et orfèvres, se livrent au prêt sur gage occulte.

seule de leurs opérations qui soit licite. L'emprunteur, ayant absolument besoin d'argent, sort du Mont-de-piété où il a engagé pour 70 francs sa montre qui en vaut 200 : il vend pour une vingtaine de francs sa reconnaissance à un marchand, sans avoir la pensée et l'espoir de pouvoir la racheter ; c'est comme s'il avait vendu définitivement sa montre pour 90 francs. Le marchand n'aura qu'à retirer l'objet du Mont auquel il paiera le montant de la reconnaissance (70 francs), plus les frais et il se trouvera légitime possesseur d'un objet de 200 francs, ayant déboursé 90 francs et quelques décimes. C'est là, répétons-le, la seule opération licite.

Mais beaucoup d'emprunteurs ne se désintéressent pas assez de leur gage pour vendre ainsi leur reconnaissance : poussés par le besoin, ils engagent à son tour celle-ci chez un marchand qui leur prête sur ce gage en papier (nous ne disons point gage incorporel) une certaine somme, en stipulant un intérêt déterminé. Mais comme le prêt sur gage est interdit, aucun marchand ne serait assez naïf, pour avouer cette transaction ; aussi, la masque-t-il sous l'apparence d'une vente à réméré. La reconnaissance est vendue avec faculté de rachat et si, au bout d'un mois, le vendeur veut profiter de cette faculté, il remboursera au marchand le prix stipulé pour cette pseudo-vente, plus un intérêt de 5 % par mois (intérêt qui était, il

n'y a pas longtemps encore, de 10 %) ce qui fait 60 % par an.

Ce détour est assez ingénieux pour procurer presque impunément aux marchands d'immenses bénéfices (on évalue à 200 millions les sommes que gagne annuellement cette corporation) sans leur attirer trop d'ennuis judiciaires. Il faut dire que le nombre énorme de ces trafiquants rend bien difficile et ingrate la tâche vigilante des Parquets.

Pendant très longtemps, on a prétendu que le prêt sur reconnaissance ne tombait pas sous l'application de l'article 411 du code pénal, qui punit la tenue illícite de maison de prêt sur gage, sous prétexte que la reconnaissance est un meuble incorporel. On rappelait, par analogie, que la Cour de Cassation (audience du 1^{er} avril 1876), annulant un arrêt rendu par la cour d'appel d'Alger du 19 novembre 1875, qui avait condamné un individu prêtant habituellement à d'anciens militaires sur le dépôt fait par eux de leur titre de pension ou de leur brevet de légionnaire, s'était basée sur ce fait que ces pièces sont des biens incorporels, et que le Mont-de-piété, ne prêtant que sur des gages corporels n'était point lésé dans son monopole.

Même si l'on admet que la reconnaissance est un meuble incorporel, la question ne se pose plus à l'heure actuelle, puisque le Mont-de-piété peut prêter sur ce genre de biens. Mais d'ailleurs, une jurisprudence constante a assimilé la reconnaissance à un

meuble corporel, n'étant elle-même que la représentation d'un meuble corporel (1).

D'autres marchands, spéculant sur la répugnance, d'ailleurs injustifiée, que certains clients ont à aller au Mont-de-piété, se transforment d'une manière tout à fait illicite, en commissionnaires. Mais, au lieu d'être de simples intermédiaires, ils prêtent directement à l'emprunteur la somme qu'il désire, en stipulant des intérêts usuraires et engagent sous leur propre nom l'objet, pour une somme quelconque, au Mont-de-piété auquel ils paient l'intérêt de 7 %, bénéficiant ainsi et de l'énorme différence des deux intérêts, et aussi de la différence qui existe entre la somme qu'ils ont prêtée au client et celle qu'ils ont demandée au Mont-de-piété (2).

Grâce à ces transactions illicites, de véritables fortunes s'édifient sur la ruine des clients du Mont-de-piété et au détriment de cet établissement lui-même.

Dans une discussion au Conseil municipal, en 1905, M. Colly disait : « Les marchands de reconnaissances

(1) Voir dans ce sens : Cour de Cassation, 19 mai 1876; Cour de Toulouse, 6 mars 1904; Tribunal de la Seine, 18 décembre 1875, 18 février 1879, 21 décembre 1880, 4 et 26 janvier, 12 février 1880 (Consulter E. Duval, *Des inconvénients de la limitation légale du taux de l'intérêt*).

(2) « La question de l'estimation et celle des marchands, dit M. Martin-Feuillée, sont donc intimement liées, et il importe de leur donner une solution prochaine devant la menace d'un danger qui, chaque jour, s'affirme plus grave. »

et les prêteurs marrons sont les concurrents les plus redoutables du Mont-de-piété. Les nantissements de grande valeur, ceux qui profiteraient le plus au Mont-de-piété, sont précisément accaparés par les prêteurs marrons qui font le commerce clandestin pour le compte des maisons de Londres. Il y a donc une mesure de moralité à prendre. »

Les 9/10 des emprunteurs passent par les fourches caudines de ces maisons patentées, dont quelques-unes, très importantes, sont largement commanditées par des capitalistes plus préoccupés d'avoir de beaux dividendes que soucieux de leur origine impure (1).

Il est de toute urgence de porter un remède à ce mal, car il est évident que la législation actuelle est en tous points insuffisante.

Sans doute, le prêt sur reconnaissance est interdit, mais en autorisant la vente, on laisse la porte ouverte à tous les abus : la vente cache trop facilement, sous une apparence de réméré, un prêt déguisé et usuraire. Même si la vente est ferme et aussi loyale qu'un de ces industriels peut la faire, le brocanteur peut trop

(1) En 1905, les marchands ont présenté 44.130 reconnaissances : 36.659 avaient produit un boni et 7.345, une perte ou une balance ; pour 126, les gages n'avaient pas encore été vendus.

Bonis	{	au public :	290.573 f. 75	pour 28.458 reconnaissances.	—
payés		aux marchands :	225.159 f. 35	pour 36.659	—
en					
1905	{	Total :	515.733 f. 10	pour 65.117	—

facilement spéculer sur la gêne et l'affolement du vendeur.

Aussi la loi belge de 1848 a-t-elle été bien inspirée en punissant (art. 9) d'un emprisonnement de 8 jours à trois mois et d'une amende de 25 à 1.000 francs, ceux qui auront acheté habituellement des reconnaissances du Mont-de-piété.

Lorsque la loi de 1851 vint en discussion, on proposa d'insérer une disposition analogue : cela ne fut pas accepté ; on craignit d'être trop radical, de nuire à trop d'intérêts (car, en apparence, les marchands rendent service aux prêteurs que le Mont n'a qu'incomplètement satisfaits) et surtout le mal quoique réel n'avait point encore gagné l'extension qu'il a actuellement, bien que, dès 1880, M. Cochut ait prédit ses progrès inquiétants, lorsqu'il écrivit : « Le développement excessif de ce commerce n'est pas seulement un fléau pour les familles pauvres, il devient menaçant pour l'avenir du Mont-de-piété. »

Trois autres remèdes ont été proposés.

D'abord, en 1884, une proposition de loi fut, le 5 février, déposée à la Chambre, tendant à ce que le Mont-de-piété se substituât aux marchands et consentît aux emprunteurs des avances d'argent (avances supplémentaires et rémunérées de façon spéciale) sur le dépôt de leur reconnaissance. C'était reconnaître implicitement l'insuffisance des prêts du Mont-de-piété.

té et légitimer l'existence des marchands. Cette proposition fut accueillie avec un enthousiasme modéré par le Mont qui aurait eu des complications de comptabilité ; d'ailleurs le public aurait été un peu en défiance, trouvant à bon droit bizarre qu'on lui donnât en deux fois, avec un surcroît de formalités, ce qu'on aurait fort bien pu lui donner tout de suite (1).

Le second moyen dont nous avons déjà parlé, en nous occupant des commissaires-priseurs, serait d'égaliser un peu plus la valeur de la reconnaissance et le taux d'estimation (ainsi que certaines propositions de loi l'ont prévu), et, grâce au remplacement des commissaires-priseurs par des employés appréciateurs, égaliser un peu plus le taux d'estimation et la valeur réelle du gage. En ne laissant subsister entre la valeur nominale de la reconnaissance et la valeur réelle de l'objet, que l'écart raisonnable qui doit toujours exister pour que ce prêt ne dégénère pas en vente déguisée et pour que soient sauvegardés les intérêts des Monts-de-piété en cas de vente aux enchères, on ne laisserait plus place pour les bénéfices scandaleux des marchands.

Un troisième moyen serait de rendre la reconnaissance inaliénable. Le Mont-de-piété délivrerait à cha-

(1) Ce système est préconisé notamment par le directeur du Mont-de-piété de Marseille qui ne voit aucun inconvénient à ce que l'administration, pour concurrencer les marchands qui lui nuisent beaucoup, se livre elle-même au prêt sur reconnaissance.

que emprunteur un reçu constatant le dépôt du gage, reçu bien entendu nominatif, et lorsque l'emprunteur viendrait, soit pour dégager l'objet, soit pour toucher le boni, en cas de vente, il serait tenu de produire (comme il a été obligé, d'ailleurs, de le faire lors de l'engagement) des pièces justificatives constatant son identité.

Ce ne serait pour l'emprunteur une formalité, ni ennuyeuse ni vexatoire (l'homme qui vient rembourser une dette est moins embarrassé et moins timide que celui qui vient emprunter). Cette formalité couperait le mal à la racine puisque les marchands ne pourraient produire ces pièces.

Nous avons déjà vu que, en 1888, une proposition de loi, déposée par MM. Floquet et Ferrouillat, prévoyait cette mesure : le Mont-de-piété aurait été autorisé à prêter jusqu'aux 9/10 de l'estimation de l'objet, moyennant la condition que l'emprunteur consentirait à l'inaliénabilité de la reconnaissance.

Lorsque M. Henri Rousselle proposa, en 1906, de consacrer 50.000 francs pour la restitution gratuite aux indigents d'objets de première nécessité, le Conseil municipal avait eu le soin d'exclure de ce bénéfice les marchands de reconnaissances, et c'est en grande partie à cause de cette mesure que, sur les 50.000 francs, 14.802 fr. 10 seulement furent employés. Si beaucoup d'emprunteurs ne voulurent pas par dignité, profiter de cette offre généreuse, un plus grand

nombre, peut-être, ne le purent, ayant, dès le début probablement, aliéné leurs reconnaissances dans les mains des marchands.

En 1905, le Conseil d'Etat émettait un avis où, après avoir reconnu les dangers du trafic des reconnaissances et souligné l'insuffisance de la loi, il affirmait qu'il y avait lieu de modifier l'article 411 du code pénal dans un sens plus restrictif et de prohiber absolument l'achat des reconnaissances, en appliquant les mêmes pénalités aux marchands, sans faire de distinction entre la vente à réméré, qui n'est qu'un prêt, et la vente réelle qui, tout en étant plus honnête, est presque aussi funeste.

En Italie, où les courtiers marrons concurrencent d'une façon désastreuse les Monts-de-piété, un sénateur, M. Tasca-Lanza, a déposé une proposition de loi interdisant l'ouverture d'agences de prêts, dans les villes où il existe des Monts-de-piété et réglementant par des mesures sévères, dans les autres localités, le trafic des agents d'affaires et des brocanteurs.

Des différents remèdes proposés, tous, sauf cependant, à notre avis, celui qui consisterait à transformer le Mont-de-piété en marchand de reconnaissances lui-même, tous peuvent rendre de grands services, et comme ils concourent au même but sans se contredire, on pourrait les mettre en pratique tous à la fois.

Il faudrait tout d'abord, car c'est la chose la plus

urgente, interdire la vente des reconnaissances, comme cela se passe en Belgique et, ainsi que le Conseil d'Etat l'a préconisé, rendre la reconnaissance nominative, inaliénable et incessible, et poursuivre énergiquement les marchands qui pourraient trouver un détour pour continuer clandestinement leur commerce.

Enfin, et nous arrivons ici à la même conclusion que dans le chapitre précédent, il faudrait égaliser le plus possible (dans la mesure, bien entendu, des intérêts du Mont-de-piété et de ceux aussi des emprunteurs) la valeur de la reconnaissance et la valeur réelle du gage.

Cette mesure serait très bienfaisante et même (si l'on adopte les mesures précédentes) indispensable pour que la suppression des marchands et l'inaliénabilité de la reconnaissance ne paraissent pas au public une injustice, une gêne et presque une exploitation.

CONCLUSION

Nous avons, au cours de cette étude, examiné la place qu'occupe le Mont-de-piété parmi les œuvres qui ont pour but le crédit populaire. Nous avons vu combien son rôle, à côté de celui d'autres institutions plus perfectionnées, était rudimentaire et incomplet ; mais nous sommes aussi arrivé à la conviction que, à l'époque actuelle où, malgré tant d'efforts, l'éducation économique du prolétariat est encore insuffisante, cet établissement, qui semble d'un autre âge pour les esprits superficiels, est encore utile, indispensable même et parfois bienfaisant.

Décrié et méconnu par ceux qui convoitent sa clientèle et par ceux qui l'ont insuffisamment étudié, le Mont-de-piété rend, d'une manière indéniable, de grands services aux classes populaires. Par la modicité relative de son intérêt, par la simplicité de ses formalités, par l'honnêteté de sa gestion, par les soins qui sont apportés à l'emmagasinement et à la conservation des gages et surtout par la rapidité de son fonctionnement, il est, de toutes les institutions de crédit populaire, la seule qui, instantanément, sans en-

quête, sans retard et sans vexations, mette à la disposition des clients la somme plus ou moins forte dont ils ont un besoin imminent.

Il est certain aussi que cet établissement possède de gros inconvénients : les uns sont inhérents à sa nature même, mais il faut en prendre son parti : le crédit réel qu'il pratique est tout primitif, mais vaut encore mieux que l'absence de crédit. Pour les autres vices de fonctionnement, nous avons passé en revue les principales améliorations que l'on pourrait apporter.

Il serait, en résumé, à souhaiter que le Mont-de-piété, se considérant uniquement comme une banque, repousse toute apparence d'établissement charitable, change au besoin de nom et abandonne à d'autres œuvres (de pure bienfaisance celles-là), œuvres sans doute louables et méritoires, les tentatives presque toutes jusqu'ici infructueuses et vaines de crédit gratuit. Qu'il soit donc une banque, banque soucieuse d'augmenter le chiffre de ses affaires par l'extension du prêt sur valeurs mobilières et de satisfaire sa clientèle en diminuant le taux de l'intérêt, et, pour cela, qu'il s'efforce de constituer, grâce à l'accumulation patiente de ses bénéfices, un patrimoine propre qui le puisse soustraire à l'obligation d'emprunter.

Il faudrait, en outre, que le Mont-de-piété se débarrassât de la collaboration, un peu encombrante et coûteuse des commissaires-priseurs, et que la loi protégéât plus énergiquement les emprunteurs et le Mont lui-

même, contre les marchands et courtiers marrons, en établissant l'inaliénabilité de la reconnaissance et en en prohibant la vente.

Sans doute, malgré ces améliorations, qui constitueraient un progrès très réel, le Mont-de-piété ne réaliserait pas encore le rêve de ses généreux fondateurs du XV^e siècle, qui avaient l'ambition d'en faire une œuvre essentiellement gratuite ; il ne pourrait même pas prétendre à être l'idéal instrument de crédit populaire. Il serait néanmoins à même de rendre des services encore plus nombreux et efficaces à sa clientèle modeste, en attendant le jour (que nous souhaitons prochain) où, plus instruit, plus économe et plus prévoyant, le prolétariat cessera d'avoir besoin de lui, et se tournera, dans le but de se procurer non des ressources pour les consommer dans la détresse, mais des capitaux pour les faire produire et fructifier, vers ces institutions sociales plus modernes et plus parfaites auxquelles nous devons de préférence appliquer nos soins et adresser nos vœux.

BIBLIOGRAPHIE

- AVENEL (Vte d'). — Le mécanisme de la vie moderne.
- BATBIE. — Le crédit populaire.
- BESSE (Le R. P. Ludovic DE). — Le Bienheureux Bernard de Feltre et son œuvre.
- BLAIZE. — Des Monts-de-piété et banques de prêt sur gage en France et dans les divers Etats de l'Europe.
- BROUILLET. — Les fonctions sociales des caisses d'épargne.
- CAUWÈS. — Economie politique.
- CHABROL. — Le crédit mutuel et coopératif.
- CLAUDIO JANNET. — Le crédit populaire et les banques en Italie au XV^e et au XVIII^e siècle.
- CLAVEAU (O.). — Rapports et documents présentés au Ministre de l'Intérieur sur la situation administrative et financière des Monts-de-piété.
- CONSTANT (C.). — Observations sur le projet de loi concernant les Monts-de-piété de Paris (*France judiciaire*, t. XIV).
- DANIEL. — Le contrat de prêt sur gage et les Monts-de-piété.
- DESLOGES (H.). — Epargne et crédit populaires.
- DEROIN, GORY ET WORMS. — Traité d'assistance publique.
- DU CAMP (Maxime). — Paris, ses fonctions, sa vie.
- DUMONT. — Organisation des Monts-de-piété et projets de réforme.
- DUVAL (E.). — Manuel de législation du Mont-de-piété de Paris.
- GIDE. — Economie sociale.
- GUTTON. — Des Monts-de-piété en général et de celui de Nancy en particulier.
- HAUSSONVILLE (C^{te} D'). — Salaires et misère des femmes.

- HUBERT-VALLEROUX. — Les associations coopératives en France et à l'étranger.
- LAMBRECHTS. — Le crédit urbain.
- LAURENT (E.). — Le paupérisme et les institutions de prévoyance.
- LAURENT (H.). — Les caisses d'épargne et de prévoyance depuis leur origine.
- LEQUESNE. — Articles sur le prêt sur gage.
- LEPREUX. — Rapport sur le rôle de la caisse d'épargne de Belgique à l'égard du crédit populaire.
- MALHERBE. — Les caisses Raiffeisen et les prêts collectifs.
- MANDON. — Histoire du prêt gratuit de Montpellier.
- MERCIER. — Tableau de Paris.
- MERCIER (A.). — Le Mont-de-piété ; réformes à introduire.
- MUSSCHE. — De la limitation de crédit que les banques populaires ne devraient jamais dépasser pour chaque sociétaire.
- POULET. — De l'épargne et des banques populaires au point de vue de l'amélioration du sort des ouvriers.
- RAYNERI. — Origine et rôle des banques populaires.
— Manuel des banques populaires.
- ROSTAND. — Visite à quelques institutions de prévoyance en Italie.
- ROUSSELLE (H.). — Rapport au Conseil municipal sur le fonctionnement du Mont-de-piété, 1905 et 1906.
- SAY (Léon). — Dix jours dans la Haute-Italie.
- TIBBAUT. — Trois institutions de crédit pour les classes moyennes.
- VANLAER. — Les Monts-de-piété en France.
- VIGANO. — Banques populaires.
- WOLFF (H.-W.). — Essai sur le crédit populaire en Angleterre et en Ecosse.
-

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Place qu'occupe le crédit réel dans les transactions économiques. — Infériorité et inconvénients de ce genre de crédit	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE

Le rôle social du Mont-de-piété.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les premiers Monts-de-piété.</i> — Leur but : lutter contre l'oppression des usuriers. — Résultats obtenus.	9
CHAPITRE II. — <i>Les Monts-de-piété en France sous l'ancien régime et la Révolution.</i> — Nombreuses tentatives infructueuses. — Tardive apparition. — Eclipse sous la Révolution ; ses causes. — Rétablissement devant les méfaits de l'usure	16
CHAPITRE III. — <i>Le caractère des Monts-de-piété modernes.</i> — Importance de la question. — Opinion des administrateurs du Mont. — Les Monts cessèrent rapidement d'être des institutions charitables. — Ce sont des établissements de crédit. — Ils font le crédit à la production à côté du crédit à la consommation. — Nécessité de retirer l'étiquette trompeuse d'établissement charitable.	27
CHAPITRE IV. — <i>Le monopole des Monts-de-piété.</i> — La législation actuelle du prêt sur gage. — Etablissement du monopole. — Attaques dont il est l'objet. — Son utilité. — Inopportunité de sa suppression	43

CHAPITRE V. — <i>De l'utilité actuelle des Monts-de-piété.</i> — Coup d'œil sur le crédit populaire. — Les caisses d'épargne. — Les sociétés de secours mutuels. — Les banques d'Ecosse. — Les banques populaires. — Supériorité de ces institutions. — Mais elles s'adressent à une clientèle relativement éclairée et privilégiée. — Le Mont-de-piété a encore sa raison d'être	59
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Les projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La diminution de l'intérêt.</i> — Principal reproche adressé aux Monts-de-piété : taux exagéré (en apparence) de l'intérêt. — Examen des moyens proposés comme remèdes :	
1° Le prêt gratuit : à Lille, à Montpellier, à Nice, à Grenoble, à Toulouse, à Paris. — Causes d'insuccès. — Pourquoi le prêt gratuit n'est ni praticable ni souhaitable ;	
2° Impossibilité d'exonérer les prêts de minime importance en surchargeant les gros ;	
3° Impossibilité de réduire les bénéfices des Monts ou leurs frais d'administration ;	
4° Seul moyen : fournir des fonds aux Monts pour diminuer les charges de leurs emprunts. — Union avec les caisses d'épargne. — Concours de la Banque de France. — Attribution aux Monts-de-piété de toutes leurs ressources	83
CHAPITRE II. — <i>La question des commissaires priseurs.</i> — La rémunération des commissaires priseurs. — Leur responsabilité, cause de la vileté des estimations. — Les vœux et propositions de loi. — Opportunité de remplacer ces officiers ministériels par des agents salariés : néanmoins, danger que peut présenter l'irresponsabilité.	131
CHAPITRE III. — <i>La question du trafic des reconnaissances.</i> — Importance de ce trafic ; sa cause : la vileté des esti-	

mations. — Insuffisance de la loi française pour réprimer ce trafic. — Les remèdes proposés. — L'inaliénabilité de la reconnaissance	145
CONCLUSION	157
BIBLIOGRAPHIE	161

Vu :	Vu :
<i>Le Doyen,</i>	<i>Le Président de la thèse,</i>
LYON-CAEN.	GIDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
